


Recevant une délégation du P.S.

Pékin confirme sa volonté
de normaliser ses relations
avec l'U.R.S.S.

LIRA PAGE 6



Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 2 DA : Maroc, 3,50 dir. : Tunisie, 300 m. :
Allemagne, 1,80 DM : Autriche, 15 sch. : Belgique,
20 fr. : Canada, 1,10 \$: Côte d'Ivoire, 340 F CFA :
Danemark, 6,50 Kr. : Espagne, 100 pes. : E.-U.,
95 c. : G.-B., 50 p. : Grèce, 55 dr. : Irlande, 75 p. :
Italie, 1 200 L. : Liban, 350 P. : Libye, 0,350 DL :
Luxembourg, 27 f. : Norvège, 8,00 kr. : Pays-Bas,
1,75 fl. : Portugal, 80 esc. : Sénégal, 325 F CFA :
Suède, 7,75 kr. : Suisse, 1,40 f. : Yougoslavie, 65 d.
Tarif des abonnements page 23
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 654772 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 248-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La recette italienne

Le bruit des explosions nocturnes, les assassinats de notables, les rafles de gendarmerie, le mécontentement des autochtones contre les étrangers, les manifestations par lesquelles le pouvoir central exprime sa répression, tous ces éléments suggèrent que les mouvements qui agitent la Corse pourraient être d'une nature voisine de ceux qu'ont connus la Sicile et la Sardaigne. Les statuts spéciaux dont ces deux îles sont dotées depuis 1946 et 1947 ne répondent-ils pas, à première vue, aux mêmes préoccupations que celui qui a été donné à la Corse ?

En dépit des apparences, ces trois régions de Méditerranée occidentale n'ont en commun que le fait insulaire, lequel a, pour chacune d'entre elles, produit des effets différents. Quant au reste, ni l'éthnologie, ni l'histoire politique, ni les structures sociales, ne permettent la moindre assimilation.

La Sardaigne est un plateau montagneux, largement couvert encore par une civilisation pastorale dominée par la terreur de ce qui vient de la mer : les tueurs, aujourd'hui, remplacent les pirates. Malgré l'implantation de complexes pétrochimiques, la communauté ethnolinguistique persiste, et la seule ouverture au monde a été pratiquée par la colonisation catalane.

La Sicile, au contraire, a plus d'un point commun avec deux autres régions dont les montagnes déterminent l'isolement et la singularité : le Piémont et le Val-d'Aoste, d'une part ; le Trentin et Trieste, d'autre part. Ce sont des zones de rencontre où le génie italien a pleinement démontré son exceptionnelle capacité de féconder les cultures étrangères, française, germanique, slave ou arabo-normande.

C'est en tenant compte de ces trois anciennes réalités que la République italienne a octroyé à ces régions des confins des autonomismes politiques qui, dans l'immédiat après-guerre, affirmaient à la fois la diversité du pays et la rigueur de son cadre national. Toute l'habileté a consisté à concilier une expression politique locale assez large et un contrôle central assez strict par le biais des dispositions budgétaires.

En surplus, ces régions, qui sont géographiquement ou historiquement des corps étrangers, ont participé à l'histoire italienne de façon déterminante. La Sicile était partie constituante du royaume de Naples et la Sardaigne du royaume de Piémont. Elles ont fourni d'illustres artisans de l'unification. Si le Tyrol du Sud germanique a fait l'objet d'une annexion pure et simple, l'italianité du Val-d'Aoste, même si l'on y parle largement français, ne saurait être mise en cause.

Aucun de ces caractères ne s'applique à la Corse. Intégrée à l'univers français par deux siècles de participation à son développement, elle a — et pour cause — attendu Napoléon pour contribuer au processus millénaire d'unification. Elle n'a donc pas été l'un des lieux fondateurs du génie national. Et si, pour son malheur, elle n'est pas dotée du minimum de structure industrielle de la Sicile ou de la Sardaigne, cela tient, pour une large part, à son faible peuplement. En tout état de cause, il lui rend plus difficile une affirmation politique autonome et puissante au sein d'un ensemble national sans commune mesure avec elle.

LE MONDE
diplomatiqueDE JANVIER
EST PARU

Le gouvernement adopte un dispositif de lutte contre le terrorisme en Corse

Renforcement des effectifs et meilleure coordination des services

Assurer une meilleure coordination de la police et de la gendarmerie dans la lutte contre le terrorisme, et renforcer les effectifs, tels sont les deux axes du « plan » — assorti de nominations éventuelles — examiné, ce mercredi 5 janvier, par le conseil des ministres. Auparavant, MM. Mitterrand et Mauroy se sont entretenus au sujet de la situation dans l'île, où aucun incident sérieux n'a été signalé ni mardi ni dans la nuit qui a suivi.

MM. Defferre et Franceschi devaient présenter à la presse, au cours de l'après-midi, le détail des mesures prises.

(Lire page 8 les articles de LAURENT GREISALMER, EDWY PLENEL et GUY PORTE.)

Le « front » et ses marges

De notre envoyé spécial

Bastia. — La longue traque reprend. Après des mois d'une léthargie relative imposée par Paris pour cause de trêve, les policiers de Haute-Corse affichent ces jours-ci une fébrilité annonciatrice de reconquêtes. « Le président », dans ses récentes déclarations, nous a donné le feu vert », relève un commissaire, avant de reconnaître, sourire aux lèvres, que, sans avoir chômé en 1982, il n'avait pas vraiment « forcé ».

Les enquêtes contre les poseurs de bombes, à coup sûr, seront laborieuses parce que plus compliquées en Corse que partout ailleurs. Des échecs sont prévisibles puisque, entre une répression aveugle que l'île avait mal supportée dans le passé et un travail de dentelle, la juste méthode reste toujours à inventer. Mais la chasse au F.L.N.C. est ouverte.

Cela peut se lire dans le maré des rumeurs qui fleurissent comme au temps des « nuits bleues » et des

provocations en tous genres organisées dans le seul but d'instaurer la fameuse spirale action-répression-action. De celles surtout qui promettent un large coup de filet dans les milieux nationalistes suspects d'activisme. Cela se sent encore dans le climat, insaisissable pour les continuateurs, d'attente d'un événement, d'étouffement qu'on voudrait briser.

La lutte contre le terrorisme en Corse a toujours ressemblé au jeu du gendarme et du voleur en champ clos, et le gendarme ne peut jamais pratiquer longtemps l'art du refus de jouer. L'absence de répression est ressentie comme un manque, aussi bien dans les rangs du F.L.N.C., où le triomphe sans risque amoindrit les vertus de la lutte, que parmi la population, lassée de cette violence impunie. Un vide, donc, doit être comblé.

PHILIPPE BOGGIO.

(Lire la suite page 8.)

AU JOUR LE JOUR

Versons un pleur sur l'Association pour le bon usage du français dans l'administration dont on annonce le sabotage, après seize ans d'existence. « Nous aimons les couleurs », a dit son président. L'administration, explique-t-il, n'a pas joué le jeu, et l'argent a man-

Out

« Nous recevions de belles lettres des autorités, mais, ensuite, c'était le vide intégral ».

Out, donc, les patriotes de la langue, les adeptes du parler clair, les V.R.P. du terme exact ! See you later !

BRUNO FRAPPAT.

Taux d'intérêt et défense du franc

Avec la baisse du dollar, qui ne valait plus ce mercredi matin que 6,85 F à Paris et 2,3450 DM à Francfort, et l'approche des élections municipales françaises au mois de mars, le franc reste une monnaie surveillée sinon discutée sur les marchés des changes.

Grâce à de discrètes interventions sporadiques, le cours du deutschemark à Paris se maintient aux environs de 2,8350 F, soit légèrement au-dessus du cours central officiel au sein du S.M.E. (2,8396 F). Cette si-

tuation amène les gouvernements à hésiter à prendre des mesures d'allègement du coût du crédit qu'ils considèrent par ailleurs indispensables pour maintenir à flot de nombreuses entreprises.

L'Elysée entend annoncer prochainement de nouvelles dispositions en faveur des entreprises lourdement endettées à taux fixe, conformément aux promesses faites par M. Mitterrand dans son discours de Figeac le 27 septembre dernier, quand le pré-

sident de la République avait fait allusion à un possible « moratoire ».

« La défense du franc passe avant la baisse des taux d'intérêt », ne cesse-t-on d'affirmer rue de Rivoli depuis que les pouvoirs publics ont décidé (en septembre dernier) de s'adresser directement aux grandes banques internationales et à des États étrangers (Arabie Saoudite) pour leur emprunter les fonds jugés nécessaires à la défense du franc.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 27.)



MONTAIGNE

Par Stefan Zweig

STEFAN Zweig fut, pendant l'entre-deux guerres, l'écrivain de langue allemande le plus lu dans le monde. Feuilletoniste, romancier, traducteur, dramaturge et essayiste, il se donne la mort au mois de Février 1942, à l'âge de soixante ans. C'est là qu'il rédige son dernier essai sur Montaigne. Ce livre capital, qui reprend la question fondamentale de Montaigne : comment vivre libre dans la tourmente de l'histoire, peut également être considéré comme l'adieu d'un humaniste du XX^e siècle vaincu par le désespoir.

Collection « Perspectives critiques » dirigée par Roland Jaccard. 124 pages - 45 F.

puf

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Les nouveaux plans d'attaque soviétiques imposent le développement des armements classiques

nous déclare le commandant suprême des forces alliées en Europe

Le général Bernard Rogers, commandant suprême des forces alliées et commandant en chef des forces américaines en Europe, répond dans l'entretien ci-dessous aux critiques qui lui sont adressées, notamment en France, depuis qu'il a proposé à l'OTAN de mettre l'accent sur le déploiement de nouveaux systèmes d'armes classiques pour la contre-attaque en profondeur d'une partie des forces du pacte de Varsovie au-delà de la frontière ouest-allemande.

A la dernière assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (le Monde du 2 décembre 1982), le ministre français de la défense, M. Charles Hernu, a affirmé qu'il ne contestait pas l'efficacité des armes classiques, aussi précises et efficaces que possible, pour la défense de l'Europe. Mais il lui paraît peu opportun de fonder des espoirs excessifs sur une fragile avance technologique classique de l'Ouest sur

l'Est. Pour la France, la dissuasion nucléaire reste le meilleur moyen de prévenir les conflits, même si M. François Mitterrand a répété, mardi 4 janvier à l'Elysée, qu'il était essentiel de conserver les capacités, complémentaires, des composantes classiques de la dissuasion.

Le général Rogers, qui se plaint d'être davantage entendu que compris, rétorque qu'il ne s'agit pas d'abandonner l'arme nucléaire. Mais, devant une modification récente et importante de l'ordre de bataille soviétique en Europe, il s'agit, explique-t-il, d'adapter le dispositif de l'OTAN à de nouvelles formes de la menace classique du pacte de Varsovie et à l'apparition, dans l'armée rouge, de groupements mobiles chargés de neutraliser préventivement les sites nucléaires tactiques et les bases arrière à l'Ouest.

« Vous affirmez que la menace qui pèse sur l'alliance s'est aggravée à un rythme rapide au cours des vingt dernières années et qu'elle ne cesse de s'accroître. Voulez-vous nous en donner des preuves précises, complètes et vérifiées ? »

« La puissance soviétique a commencé de croître après la crise des missiles de Cuba (1). Durant la décennie 60, nous avions l'avantage tactique pour l'arsenal stratégique que pour les armes nucléaires de théâtre. Et c'est précisément ce qui a changé en notre défaveur durant les années 70. Quant aux armes classiques, nous avons toujours été supérieurs en nombre et nous pensions que nous pouvions éliminer la disparité grâce à la qualité de nos systèmes d'armes. Mais, en réalité, nous découvrons que les Soviétiques sont aussi très compétitifs dans le domaine qualitatif ».

« Quand l'appartenance au comité des chefs d'état-major américains (2), nous considérons que nous avions, en 1977, une équivalence sur l'essentiel, mais nous nous attendions à la perdre après 1980, avec la mise en service par les Soviétiques de trois nouveaux missiles intercontinentaux (3) qui rendent vulnérable l'arsenal américain. Pour ce qui concerne les armes nucléaires de théâtre, les Soviétiques ont conservé leurs missiles SS-4 et SS-5 et ils ont commencé en 1977 à déployer leurs SS-20 (4). A ce jour, il existe trente-sept sites de lancement dont la construction est achevée, avec neuf missiles SS-20 sur chaque site. Chacun de ces trois cent trente-trois missiles est équipé

de trois têtes nucléaires. Les Soviétiques construisent actuellement leur trente-huitième site et 70 % de leurs missiles SS-20 sont pointés sur l'Europe occidentale ».

« En attendant, l'équipement de l'OTAN en armes nucléaires de théâtre à distance équivalente, repose sur des avions Vulcan et F-111. Le Vulcan va être retiré du service pour ce type de mission et on sait ce qu'il faut penser, en règle générale, de la difficulté, pour un « vecteur » piloté, de pénétrer une défense adverse. C'est la raison pour laquelle, en décembre 1979, il a été décidé de combler notre retard en ce domaine avec les Pershing-2 et les missiles de croisière, tout en tentant de négocier, d'autre part, une réduction de ces systèmes d'armes ».

« Du côté de l'armement classique, nous sommes surpassés en nombre, dans un rapport de 2 à 1, dans tous les domaines de comparaison, artillerie, blindés, etc. Mais je voudrais attirer votre attention sur deux points. D'abord, nos sources de renseignements nous permettent de dire que les Soviétiques ont l'intention de continuer sur cette courbe ascendante jusqu'à la fin de la décennie, en augmentant leur effort militaire de 4 à 5 %, chaque année, en valeur absolue. Ensuite, l'OTAN est une alliance défensive, et je ne crois pas que la situation, pour ce qui concerne les forces classiques, soit ingouvernable : si nous le voulons, si nos peuples et nos Parlements acceptent des sacrifices, nous pouvons restaurer notre puissance ».

« A ceux qui se désespèrent en observant que, chaque année, l'écart

(1) En 1962, l'installation de missiles intermédiaires soviétiques à Cuba suscita une vive inquiétude aux États-Unis, et le président américain de l'époque, John Kennedy, obtint du premier ministre et secrétaire général du parti communiste de l'Union soviétique, Nikita Khrouchtchev, le retrait des engins.

(2) Le général Bernard Rogers a été chef d'état-major de l'armée de terre américaine d'octobre 1976 à juin 1979.

(3) Il s'agit des missiles SS-17 (10 000 kilomètres de portée), SS-18 (10 500 kilomètres) et SS-19 (11 000 kilomètres) qui existent, au total, à sept cent cinquante-huit exemplaires dans l'arsenal nucléaire soviétique.

(4) Le missile SS-4, dont deux cent soixante-cinq exemplaires ont été déployés, porte à 2 000 kilomètres, et le missile SS-5, dont vingt-cinq exemplaires ont été installés, porte à 4 100 kilomètres. Le SS-20 porte entre 4 400 et 5 000 kilomètres.

Propos recueillis par
JACQUES ISNARD.

(Lire la suite page 2.)

Audiovisuel et politique

Le gouvernement accède à la mise en place de la réforme de l'audiovisuel décidée par la loi du 29 juillet 1982. L'affaire « du camion-grue de Latche » n'a fait, en effet, que précipiter la mise à l'écart de la direction actuelle de Télédiffusion de France (T.D.F.). Le conseil des ministres du mercredi 5 janvier a nommé deux ingénieurs des télécommunications à la direction de T.D.F. : M. François Schoeller comme P.-D.G. et M. Pascal Machuel comme directeur général. (Lire en dernière page.)

D'autre part, une délégation du parti communiste français a été reçue mardi 4 janvier par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle. Cette-ci n'a pas donné suite aux accusations formulées par le P.C.F. On lira à ce sujet, page 18, une « Libre opinion » de Patrick Poivre d'Arvor, présentateur du journal télévisé de 20 heures à Antenne 2.

Les vraies raisons d'une sanction

Un camion-grue absent parce que son chauffeur est malade, une émission reportée, et voilà les deux principaux responsables d'un établissement public — Télédiffusion de France — qui « sautent ».

A première vue, la sanction peut paraître disproportionnée, même si l'émission était un entretien avec le premier personnage de l'Etat. On a frappé vite et haut. Pour une fois, les « lampistes » ne seront pas inquiétés. M. Pérez, le conducteur de l'engin, et M. Tonneau, le patron de la société propriétaire La Prévoyance, ont fait leur acte de contrition.

En fait, l'affaire du camion-grue « vient à point nommé pour un gouvernement soucieux d'affirmer son autorité et désireux d'accélérer les mutations en cours dans le secteur de l'audiovisuel ».

On ne le crie pas à tue-tête comme dans l'arrestation des terroristes irlandais, de mauvaise mémoire, mais on le laisse entendre : l'Elysée a pesé de son poids. Le président de la République a d'abord fait contre mauvaise fortune bon cœur et dissimulé un agacement

bien légitime devant ce monumental « raté ».

Il a ensuite fait savoir nettement que l'Etat devait montrer sa force, en sanctionnant un fonctionnement inadmissible dans un service public. Service public ou accusé volontiers d'inefficacité bureaucratique, et qui, en l'occurrence, est la cible favorite de l'opposition, toutes tendances réunies.

YVES AGNÈS.

(Lire la suite page 18.)

Dans « Le Monde des arts
et des spectacles » :

• « Danton », d'Andrzej Wajda : l'affrontement des hommes de la Révolution française, par JACQUES SICLIER.

(Page 11.)

• La nouvelle vague architecturale rencontrée à Tokyo : les Japonais hors la ville, par MICHÈLE CHAMPE-NOIS.

(Pages 12 et 13.)

Le Monde

idées

Un entretien avec le général Bernard Rogers

(Suite de la première page.)

Le 1^{er} décembre 1982, à la session des ministres de la défense de l'OTAN, vous avez déclaré que les forces classiques de l'alliance semblent suffisamment fortes aujourd'hui pour décourager le pacte de Varsovie de lancer une attaque qui serait, dans ces conditions, trop coûteuse et trop risquée. Alors, d'où vient votre inquiétude, est-elle récente et pourquoi demander à l'OTAN de renforcer encore ses forces classiques ?

Pour autant que nous ayons suffisamment de délais de mise en garde et pour autant que nous puissions avoir des décisions opportunes à l'échelle politique afin que nos forces puissent occuper leurs positions prévues dans le plan général de

défense pour contrer une agression, la situation est encore supportable. Cependant, ma préoccupation est que cette situation évolue à l'encontre de nos intérêts au point que nous pourrions nous trouver, un jour, dominés par les Soviétiques sans qu'ils aient, eux-mêmes, encouru le risque d'une guerre.

Dans les conditions actuelles, nous ne pouvons pas compter sur un soutien suffisant en effectifs, en munitions ou sur le plan du stock des réserves de guerre, pour compenser les pertes en chars, en obusiers, etc. sur le champ de bataille. Nous pouvons disposer de cet appui seulement sur une courte période de temps et, même avec des conditions optimales, nous devrions avoir recours à l'arme nucléaire du théâtre d'opérations pour notre défense. Mais c'est une chose qui ne me plaît guère.

Contre-attaque classique

Ce que je m'efforce de faire, c'est d'obtenir, d'ici à la fin de cette décennie, un potentiel classique qui nous permettrait de relever le seuil nucléaire, d'accroître notre pouvoir de dissuasion et de nous donner une bonne possibilité de contre-attaque classique en utilisant uniquement des moyens classiques. Ceci ferait que l'adversaire éventuel aurait deux options : ou il se retirerait, ou il prendrait l'initiative d'un recours aux armes nucléaires de théâtre d'opérations. L'incertitude nucléaire, pour ce qui concerne l'escalade jusqu'à l'arme nucléaire stratégique et le pouvoir de destruction qui en résulte, aurait pour effet de dissuader l'Union soviétique d'attaquer en utilisant soit des moyens classiques, soit des armes nucléaires.

En maintenant un niveau élevé de forces classiques pour livrer bataille contre un pacte de Varsovie dont vous dites, vous-même, qu'il est supérieur à l'arme nucléaire, l'OTAN ne diminue-t-elle pas sa crédibilité nucléaire en laissant croire qu'elle hésiterait à brandir la menace de la riposte stratégique ou qu'elle en retarderait le déclenchement le plus possible ?

Cette situation existe déjà aujourd'hui. On doit se poser la question de la crédibilité de notre possibilité de riposte fondée sur une escalade délibérée de notre part. Cette riposte peut-elle être considé-

rée comme crédible par l'adversaire éventuel, étant donné qu'il y a un grand déséquilibre des forces en sa faveur ? Hypothéquer notre défense en utilisant uniquement la riposte nucléaire réduit, dans les conditions actuelles, la crédibilité de notre dissuasion. Ceci nous conduit à la nécessité à l'urgence d'accroître notre potentiel classique afin que l'adversaire ne puisse pas espérer nous anéantir en ayant recours à ses seuls moyens classiques.

Quel rôle voulez-vous assigner à la composante classique de la « triade » de l'OTAN (5) et, en particulier, quelle est la fiabilité des armes dites intelligentes, précises et miniaturisées dans la stratégie occidentale en Europe ?

Notre objectif est de concevoir, d'ici à la fin de la décennie, un potentiel classique qui nous donnera une possibilité raisonnable de contre-attaquer un agresseur utilisant des moyens classiques. Pour arriver à cet objectif, nous avons besoin de faire mieux que ce que nous avons fait jusqu'à présent, compte tenu des forces dont nous disposons. Nous devons surmonter certaines difficultés liées à l'insuffisance des effectifs, des équipements, de la formation, de l'entraînement et de la capacité à soutenir les forces. Il faudrait que les nations membres de l'OTAN puissent respecter les normes établies à leur intention par le commandement allié en Europe.

Deux objectifs

Nous devons aussi continuer à moderniser nos matériels et, dans cette perspective, tirer profit de la supériorité de la technologie occidentale pour réaliser deux objectifs :

1) Nous doter de la possibilité de déterminer les cibles adverses pour les attaquer, détruire les forces d'exploitation et les arrières du

pacte de Varsovie. Ce que nous devons faire dès le début, c'est de détruire ces forces d'exploitation et de commencer à retarder et à disloquer les autres forces qui viennent encore derrière. L'une des modifications intervenues depuis 1981 dans la doctrine soviétique concerne l'appariement des groupements opérationnels de manœuvre, qui sont une restruct-

uration de leurs anciens groupements mobiles et qui suivent immédiatement après les divisions en tête de front. La mission de ces unités - l'équivalent, au minimum, d'une division renforcée - est de percer le dispositif, le plus rapidement possible, pour pénétrer sur nos arrières et atteindre nos moyens de contrôle, de commandement, nos installations logistiques ou nos bases aériennes, l'essentiel étant de se saisir de nos armes nucléaires avant même que nous puissions avoir recours à elles.

Si, donc, nous pouvions accroître la profondeur de notre champ de bataille en attaquant les arrières de l'ennemi, nous utiliserions alors les armes que nous avons à l'heure actuelle - il s'agit d'avions à vocation fixe et avec équipage, très vulnérables - mais il nous faudrait aussi des systèmes d'armes nouveaux, qui sont déjà sur le marché, pour atteindre les forces d'exploitation et les arrières adverses avant qu'ils ne viennent rejoindre la ligne de front des combats. Ces systèmes d'armes sont disponibles. Par exemple, l'un des premiers systèmes connus est l'arme ouest-allemande MW-1 de saturation

Pas d'abandon de l'arme nucléaire

Je ne veux pas dire, pour autant, que nous allons abandonner l'option du premier recours à l'arme nucléaire. Même si nous arrivions à ce niveau de potentiel classique que je viens de décrire, nous devons malgré tout conserver la possibilité d'avoir ce premier recours à l'arme nucléaire, la souplesse de ce premier recours. La guerre est toujours une chose incertaine et, peut-être, pourrions-nous avoir recours à l'initiative nucléaire même si nous avons accru notre potentiel classique. Les Soviétiques doivent comprendre qu'ils courront un tel risque en cas d'agression de leur part. Il y a eu un malentendu. Certains disent que nous pourrions abandonner l'arme nucléaire après avoir atteint un tel potentiel classique. Nous ne pouvons pas abandonner l'arme nucléaire. Lorsque nous aurons le potentiel classique jugé nécessaire, le commandement suprême de l'OTAN devra savoir si l'on peut ou non réduire le nombre des armes nucléaires, mais pas pour autant les abandonner.

Vous êtes partisan de doter l'OTAN d'une capacité supplémentaire, celle de passer rapidement à la contre-attaque, notamment en direction des arrières adverses. Suggérez-vous ainsi un changement de stratégie ?

Lorsque j'étais chef d'état-major de l'armée de terre américaine, nous avions examiné la possibilité d'attaquer les forces d'exploitation uniquement avec des armes nucléaires. Nous avions les moyens de le faire. Après ma nomination au commandement suprême allié en Europe, sachant que nous devrions réussir à nous défendre dès les premières journées de la bataille et sachant aussi que, dans ces premières journées de combat, les décisions politiques ne me donneront pas - et elles ont bien raison peut-être - l'autorisation d'avoir recours à l'arme nucléaire, j'ai demandé à mon quartier général en 1979 d'élaborer un autre concept qui nous permettrait d'attaquer des forces d'exploitation uniquement avec des moyens classiques. D'abord, avec ceux dont nous disposons. Ensuite, avec des forces plus efficaces, autres que les « vecteurs » pilotés.

Dès les premiers jours

En mars dernier, le sénateur républicain Ted Stevens a indiqué que l'idée faisait son chemin, aux États-Unis, d'un retrait d'une partie des forces américaines d'Europe. Que pensez-vous de cette perspective ? Êtes-vous partisan d'une diminution du nombre des charges nucléaires tactiques américaines en Europe, avant même un déploiement d'armes « intelligentes » ?

En février et mars derniers, j'ai constaté qu'il y avait aux États-Unis le sentiment, sans doute erroné, que les nations ouest-européennes de l'OTAN ne s'inquiétaient pas suffisamment de leur charge de sécurité. Si les Européens ne sont pas prêts à se protéger eux-mêmes, pourquoi, dans ces conditions, les Américains devraient-ils déployer des forces pour les aider à se défendre ? Cette attitude existe dans tous les courants de l'opinion publique américaine.

Les pays ouest-européens font, en réalité, beaucoup d'efforts. Si l'attaque était déclenchée demain, 90 % des forces terrestres et 75 % des forces aériennes et navales viendraient des pays ouest-européens. Alors que les États-Unis réduisaient leurs dépenses militaires au cours

des années 70, il y a eu malgré tout en Europe occidentale une augmentation budgétaire de 2 % en valeur absolue. Il y a de nombreux autres coûts qui ne sont pas suffisamment comptabilisés et qui sont compensés par les actions ouest-européennes : par exemple, les neuf cents installations militaires dont les forces américaines disposent et qui leur sont prêtées par l'Europe sans un seul centime en contrepartie. Cela dit, nous pouvons et nous devons, de part et d'autre de l'Atlantique, faire davantage pour les forces classiques.

UN DIPLOMÉ DE PHILOSOPHIE

Né le 16 juillet 1921 à Fairview (Kansas) et ancien élève de l'Académie militaire de West Point, le général Bernard William Rogers est diplômé de philosophie et de politique de l'université d'Oxford, en Angleterre. Il se bat notamment en Corée, avant d'occuper plusieurs postes importants d'état-major aux États-Unis et en Allemagne.

Après avoir servi au Vietnam, il commande, en 1967, l'école des cadets de West Point. Promu général en 1970, il occupe plusieurs postes opérationnels de commandement avant de commander, en 1974, les forces de l'armée de terre américaine et de devenir, en 1976, chef d'état-major de l'armée de terre américaine.

En juin 1979, il est nommé commandant suprême des forces alliées en Europe et commandant en chef des forces américaines en Europe.

Le retrait de toutes les forces américaines d'Europe occidentale provoquerait un vrai désastre. Les États-Unis ont des intérêts vitaux en Europe, et leur départ disloquerait l'alliance de l'intérieur. Les Soviétiques s'approcheraient de leurs objectifs, à savoir la conquête de l'Europe, sans tirer un seul coup de canon. Une simple réduction des forces américaines serait peu judicieuse de la part des États-Unis, car un tel geste donnerait l'impression que nous serions moins engagés en Europe occidentale, et il aurait une incidence sur le niveau global des forces classiques dans la mesure où les autres pays alliés se croiraient justifiés d'agir de même. Un plafond nous a été fixé, de

315 000 personnels américains en Europe occidentale, non compris les forces à bord des bâtiments de guerre.

Chaque année, le commandement suprême allié en Europe examine le nombre et le type des armes nucléaires dont nous sommes dotés et que nous avons besoin de déployer, pour les années 80, dans les pays européens qui l'ont accepté. Chaque année, lorsque je présente cette étude, je suis certain que ce que je demande est justifié et que nous n'aurons pas sur l'ensemble de notre territoire plus d'armes nucléaires qu'il n'est vraiment nécessaire pour dissuader un agresseur et prendre, au besoin, l'initiative nucléaire de nous défendre. Il ne faut pas attendre que nous en arrivions à ce niveau de potentiel classique pour voir si, oui ou non, nous pouvons réduire les armes nucléaires.

Permettez-moi, cependant, de compléter ma réponse en faisant observer que la décision prise en décembre 1979, concernant les Pershing-2, a été accompagnée du retrait de mille ogives nucléaires, ce que nous n'y avons rien gagné, puisqu'il n'y a pas eu de compensation de l'autre côté.

Vous vous êtes félicité, lors d'une récente conférence de presse à Washington, de l'excellente coopération de votre commandement avec l'état-major français. Sur quoi porte exactement cette coopération et est-elle meilleure depuis que la France a un gouvernement de gauche, incluant des ministres communistes ?

Depuis 1967, date de l'accord entre le général Ailleret et le général Lemaitre (6), il y a eu coopération et coordination entre les états-majors français et différents états-majors du commandement allié en Europe. Notre but est de faire le maximum dès le temps de paix pour que, si les autorités françaises décidaient de mettre leurs forces aux côtés des alliés dans la défense de l'Europe occidentale, nous ne perdions ni temps ni aucun effort pour que les deux forces puissent livrer bataille sur un plan coordonné. Je me félicite des progrès réalisés, et j'ai eu le privilège de travailler avec les généraux Méry, Vanbrunswich et Lacaze (7). Nous avons de très bons rapports et cela est aussi valable entre les différents commandements de l'OTAN et leurs homologues français.

Deux tabous français

Si on compare la coopération actuelle avec celle du temps de l'administration française précédente, on peut dire que cette coopération a été très positive lorsque M. Giscard d'Estaing était au pouvoir, mais les choses sont également excellentes depuis l'élection du président Mitterrand.

Il existe deux tabous que nous comprenons très bien d'un point de vue français : d'abord, la France n'a pas l'intention de replacer ses forces dans la structure militaire intégrée de l'OTAN ; ensuite, la France veut conserver en propre sa force nucléaire et se réserve le droit de l'utiliser en toute indépendance. Nous comprenons fort bien que les forces françaises ne livreront pas bataille aux côtés des alliés tant que les autorités françaises ne l'auront pas décidé ainsi.

Le ministre français de la défense, M. Charles Hernu, a demandé à l'armée de terre française de créer un commandement des forces d'action et d'assistance rapide capable d'engager, dès les premières manifestations d'une crise ou d'un conflit, un corps expéditionnaire classique capable de s'insérer dans le dispositif allié en Europe, en toute zone où le besoin se ferait sentir. Vous réjouissez-vous de ce projet et en quoi peut-il vous être utile ?

C'est tout à fait valable, et je me félicite de voir que l'accent a été porté sur cette force d'intervention rapide. Cela me serait notamment utile dans ma fonction de commandant en chef des forces américaines en Europe, avec des responsabilités qui couvrent le théâtre allié européen mais également d'autres secteurs géographiques. Avec de telles forces d'intervention rapide, une situation de crise éclatant en n'importe quel secteur pourrait ne pas dégénérer en un conflit général, et, de ce fait, on pourrait éteindre le feu plus rapidement.

Pour ce qui est, maintenant, du commandement allié en Europe, nous avons ce que j'appelle la brigade de pompiers, qui est la force mobile du commandement allié en Europe, avec un élément « terre » et un élément « air » (8). Cette force d'intervention serait déployée à l'intérieur du territoire allié ou sur ses

flancs, au cas où une menace surgirait, pour empêcher la généralisation d'un conflit et déclencher la détermination de l'OTAN d'aider l'importeur qui peut le mériter.

A mon avis, le rôle de la force d'intervention française serait un peu semblable à celui des forces américaines d'intervention rapide, prêtes à être déployées dans une zone où une tension pourrait éclater. Je suis très satisfait que ce concept de force d'intervention rapide ait été retenu par les autorités françaises, même si je comprends bien que les responsables politiques français déploieront cette force en fonction de leurs propres décisions et selon les intérêts français à défendre. Mais il y aura de nombreux cas où les intérêts français et les intérêts de l'alliance coïncideront, et, partant, nous nous appuierons réciproquement.

Propos recueillis par JACQUES ISNARD.

(5) La « triade » de l'OTAN repose sur trois types de riposte militaire : la défense directe pour tenir en échec un agresseur ou pour lui faire assumer la responsabilité de l'escalade ; l'escalade déléguée de la part des Occidentaux ; la riposte nucléaire générale, ultime garantie de la dissuasion.

(6) En 1967, le général Charles Ailleret, chef d'état-major des armées françaises, et le général Lyman Lemaitre, commandant suprême des forces alliées en Europe, ont signé des accords sur la coopération, en temps de paix comme en période de crise, entre les forces alliées et les forces françaises.

(7) Le général Guy Méry a été chef d'état-major des armées françaises entre août 1975 et octobre 1980. Il a été remplacé par le général Claude Vanbrunswich, lui-même remplacé en janvier 1981, date de sa mort. Les fonctions sont occupées, depuis, par le général Jean-Louis Lacaze.

(8) La force mobile du commandement allié en Europe a été créée en mars 1960, et elle réunit des éléments terrestres et aériens de huit pays de l'OTAN (Belgique, Canada, République fédérale d'Allemagne, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni et États-Unis). Sa mission est officiellement de réduire, dans certaines zones et dès le premier signe d'une crise grave, la possibilité de voir un agresseur risquer une attaque en essayant de commander un territoire à un pays de l'OTAN avant que les autres membres de l'alliance n'aient pu réagir.

[N.D.L.R. - Les incertitudes sont de la réaction.]

AVEC LES FORCES D'EXPLOITATION ET DE REMPLACEMENT

Une évolution du dispositif soviétique en Europe

L'OBSERVATION de certaines manœuvres de l'armée rouge en 1981, la lecture de plusieurs revues militaires tant soviétiques que polonaises et la réorganisation - en cours - du dispositif soviétique en République démocratique allemande ont donné à penser aux services de l'OTAN que les états-majors soviétiques sont en passe de modifier profondément l'ordre de bataille de leurs forces aéroterrestres en Europe.

Selon les états-majors alliés, apparaissent désormais, au sein du pacte de Varsovie, derrière les forces opérationnelles du premier échelon engagées sur le front, ce que l'OTAN a appelé les « Pact follow-on forces », ou forces d'exploitation et de remplacement, distinctes de deux autres ensembles : les forces du deuxième rang et les forces de réserve. Ces « Pact follow-on forces », qui peuvent entrer en action aux côtés ou en soutien des forces opérationnelles du premier échelon du front, comprennent :

1) Les forces opérationnelles du deuxième échelon du front, différentes des forces du deuxième rang davantage en arrière du dispositif. Situées à environ 200 kilomètres des forces opérationnelles du premier échelon avec lesquelles elles constituent les forces du front, ces forces opérationnelles du deuxième échelon sont chargées de remplacer le premier échelon au contact - lorsque le potentiel de celui-ci est réduit à 40 % de sa capacité initiale - et d'exploiter les succès, sur le terrain, de ces mêmes forces opérationnelles du premier échelon (qui représentent environ 20 % des effectifs susceptibles d'être engagés).

2) Les Groupements opérationnels de manœuvre, qui sont des divisions totalement indépendantes, avec leur corps blindé, leur artillerie, leurs hélicoptères d'attaque ou de manœuvre Mi-8 ou Mi-24, leurs hélicoptères anti-hélicoptères Mi-29 et leur soutien logistique. Ils sont chargés, dès la première phase du combat classique, de pénétrer profondément à l'intérieur du dispositif allié pour en neutraliser les bases nucléaires, les commandements, les centres de contrôle et de communication, la défense anti-aérienne, et pour désorganiser les arrières alliés en paralysant leur ravitaillement. Ces Groupements opérationnels de manœuvre rappellent les groupements mobiles, de chars et d'artillerie, que l'armée rouge institua après la bataille de Kourak, en 1943, contre les divisions allemandes.

Dans ces conditions, le commandement suprême allié en Europe a exigé de ses divisions du front qu'elles fixent les éléments de tête adverses, sur le champ de bataille, suffisamment longtemps pour avoir le temps d'attaquer les forces d'exploitation et de remplacement du pacte de Varsovie avant qu'elles ne rejoignent les forces opérationnelles du premier échelon.

Des armes nouvelles

Dans la mesure où, à l'heure actuelle, 60 % des six mille têtes nucléaires tactiques de l'OTAN sont installées à bord de « vecteurs » dont la portée ne dépasse pas 15 kilomètres et dans la mesure où il s'agit d'aller chercher ces « Pact follow-on forces » au sein des divisions soviétiques en République démocratique allemande, en Pologne et en Tchécoslovaquie pour en interdire la progression vers l'ouest, la stratégie allée en Europe tend à reposer sur l'emploi, contre des objectifs fixes ou mobiles, d'armes d'attaque en profondeur - dans les 50 à 200 kilomètres - qui auraient un effet de destruction, sur le terrain, comparable à celui de charges nucléaires de une à trois kilotonnes.

Ces mêmes armes classiques sont aussi censées s'opposer à la progression - à l'intérieur du dispositif allié - des Groupements opérationnels de manœuvre. Ces unités rencontreraient, fatalement, des problèmes de logistique en parcourant un territoire hostile, et elles seraient vulnérables. Mais il est difficile d'user contre elles d'armes nucléaires, même de faible puissance, puisqu'il serait absurde d'entraîner des populations ouest-allemandes pour les protéger d'une invasion étrangère.

A l'appui de sa thèse, le général Rogers cite l'arme ouest-allemande MW-1 de saturation de zone, véritable barrage de 4500 sous-munitions larguées en grappes contre des blindés ou des pistes d'aviation sur une surface de 12 hectares. Les états-majors américains ont recensé d'autres armes équivalentes, comme les munitions françaises Durandal (Mitra) ou BAP-100 (Thomson-Brandt), les missiles américains T-22 (Vought) ou T-16 (Martin-Marietta) et diverses autres sous-munitions américaines ou britanniques relevant du concept Assault-Breaker (briseur d'assaut).

J. L.

هناك ان الشغل

DIPLOMATIE

LE SOMMET DU PACTE DE VARSOVIE

La Roumanie n'appuierait pas les thèses stratégiques de M. Andropov

Prague (A.F.P.). - La première des deux journées du sommet du pacte de Varsovie s'est déroulée, mardi 4 janvier, au château de Prague, dans le plus grand secret, avec la participation de tous les « numéros un » des sept pays de l'Europe de l'Est, dont le chef de l'U.R.S.S., M. Andropov. Le seul communiqué officiel sur cette session du comité politique consultatif, diffusé par l'agence tchécoslovaque C.T.K., indique que les questions « de la sauvegarde de la paix, de la poursuite de la détente, du renforcement de la sécurité et du développement de la coopération en Europe » étaient inscrites à l'ordre du jour.

Cet accord sur les problèmes de sécurité est corroboré par la présence de tous les ministres de la défense des pays membres (Bulgarie, Hongrie, Pologne, R.D.A., Roumanie, Tchécoslovaquie, U.R.S.S.), aux côtés des dirigeants des partis, chefs de gouvernement et ministres des affaires étrangères, ainsi que du

commandant en chef des forces du pacte, le maréchal soviétique Koulikov.

Les observateurs à Prague supposent que les débats sur ces problèmes ne sont pas complètement unanimes, du fait de l'attitude roumaine. Selon des sources bien informées, au cours de la phase préparatoire du sommet, Bucarest s'est en effet montré peu désireux d'endosser l'intégralité des positions soviétiques dans le grand marchandage stratégique Est-Ouest. Le jour même de l'ouverture du sommet, l'organe du P.C. roumain, *Scinteia*, a rappelé, comme par hasard, les positions du président Ceausescu sur la question des missiles à moyenne portée en Europe. M. Ceausescu est contre tout nouveau déploiement des missiles déjà installés, soit une « option zéro » qui n'est guère celle des Soviétiques mais qui est celle des Américains.

Le quotidien du P.C. soviétique, le *Pravda*, a quant à lui, choisi mardi, de mettre en garde les Etats-Unis et l'OTAN contre la confection de « scénarios insensés d'aventures atomiques limitées », alors que selon lui, « la tranquillité et la volonté de paix » sont les caractéristiques de la réunion de Prague.

Le communiqué officiel précise que les sessions de mardi avaient été successivement présidées par le numéro un polonais, le général Jaruzelski, et M. Ceausescu, et qu'une minute de silence avait été observée à la mémoire de Leonid Brejnev. Au château de Prague, dont la zone est interdite à la circulation, le seul signe visible de la réunion est un immense drapeau rouge soviétique avec le drapeau tchécoslovaque. Aucun centre de presse ne fonctionne, et si l'agence C.T.K. a signalé que cent vingt journalistes, sans distinctions de nationalité, couvrent l'événement, aucun Occidental n'a pu recevoir d'accréditation.

Les propositions du dirigeant soviétique avivent les dissensions politiques en Allemagne fédérale

Bonn. - Les avances de M. Andropov ont animé la vie politique allemande et influencé déjà la campagne des élections législatives du 6 mars. Le ministre d'Etat - tel est son titre officiel, mais la fonction est celle d'un secrétaire d'Etat - M. Möllemann, vient de déclarer qu'il trouvait des éléments positifs dans les propositions du Kremlin, et que, s'il regardait l'« option zéro » (pas de fusées à moyenne portée à l'Ouest comme à l'Est) comme une solution « idéale », il lui paraissait concevable qu'on y arrivât par étapes et que l'on se contentât, pour l'instant, d'un compromis.

Il ne s'en oppose pas moins aux termes du projet soviétique (réduction du nombre des SS-20 stationnés en Russie occidentale, en échange d'une renonciation à l'armement additionnel des Pershing II et des missiles de croisière), qui laisserait, selon lui, le monopole de la menace atomique en Europe à l'U.R.S.S. Le gouvernement fédéral n'a pas adopté d'attitude rectiligne face aux propositions de M. Andropov. Malgré toutes les objections que l'on peut formuler à leur égard, on relève qu'elles introduisent un « mouvement » dans le problème de la limitation des armements, sur lequel les Deux Superpuissances s'affrontaient jusqu'ici dans une véritable guerre de position.

La question est de savoir si ce mouvement reflète l'amorce d'une évolution ou s'il n'est qu'une manœuvre destinée à jeter le trouble dans le camp occidental. Les Allemands comptent beaucoup sur la visite à Bonn de M. Gromyko, qui est attendu le 16 janvier et y restera jusqu'au 18, pour se faire une religion. Ils sont conscients d'être l'objet d'attentions particulières de la part des Soviétiques, mais ne se désolent pas pour autant à un dialogue en toute franchise.

De son côté, le parti social-

De notre correspondant démocrate, par la bouche du vice-président de son groupe parlementaire, M. Ehmske, a manifesté l'intention de garder la politique étrangère à l'écart de la campagne électorale, tout en s'empressant d'accuser le gouvernement d'exploiter la situation créée par les propositions de Moscou à des fins partiales. Certains membres de la C.D.U. laissent entendre, en effet, que les dirigeants sociaux-démocrates se montrent plus « sensibles » aux appels du pied de Moscou que ne le sont les partis de l'actuelle coalition. Bien qu'entre ceux-ci il y ait aussi des nuances dans l'attitude qu'ils prennent à cet égard. Le candidat S.P.D. à la chancellerie, M. Vogel, se rendra cette semaine à Washington et pourrait faire ensuite, du 10 au 12 janvier, un voyage à Moscou, dont l'ordre du jour n'est pas encore fixé.

On prête à M. Vogel la pensée de trouver « légitime » la revendication du Kremlin concernant la comptabilisation des arsenaux nucléaires britanniques et français dans le « paquet » à négocier. Le candidat ne s'est pourtant pas exprimé en public dans ce sens. C'est donc un procès d'intention qu'on lui fait à ce stade.

M. Vogel aime à se présenter en « partisan de la paix », bien qu'il n'ait rien à voir avec le groupe qui portait jadis cette étiquette. Il se fait ainsi une image qui pourrait le rapprocher du courant neutraliste, celui des Verts, notamment. Mais il n'est pas équitable de le juger avant qu'il ne soit revenu de ses deux voyages d'investiture et qu'il ait prononcé les discours-programmes qu'on attend du leader qu'il est devenu.

En bref, les propositions soviétiques atteignent la R.F.A. à un moment de son histoire où les incertitudes l'emportent sur les certitudes. Il en faudrait certes davantage pour semer un véritable désordre dans les

esprits. Mais il suffit qu'on s'interroge sur les visées de M. Andropov pour que les dissensions s'installent sur la scène politique.

ALAIN CLÉMENT.

A LA SECTION SOCIALISTE DE NARBONNE

M. Guidoni, député de l'Aude annonce sa nomination comme ambassadeur à Madrid

M. Pierre Guidoni, député socialiste de l'Aude, a confirmé lui-même, mardi après-midi 4 janvier, au cours d'un échange de vœux à la section socialiste de Narbonne, une rumeur qui courait depuis quelque temps : il a été nommé ambassadeur à Madrid en remplacement de Raoul Delaye, décédé accidentellement le 24 octobre.

M. Guidoni (qui a ajouté qu'il ne se présenterait pas aux élections municipales) a précisé « n'avoir pas demandé ce poste ». Il le rejoindra, a-t-il dit, avant la fin du mois, et ses fonctions commenceront principalement « à amorcer l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun ».

Le gouvernement était décidé à nommer à Madrid une personnalité politique et avait proposé le poste d'abord à M. A. Savary, puis à M. J.-P. Cox - qui l'avait refusé - avant que le ministre de la coopération ne quitte le gouvernement. M. Guidoni est un ami personnel de longue date de M. Felipe Gonzalez, nouveau premier ministre socialiste espagnol.

La nomination de M. Guidoni n'en est pas moins insolite à plusieurs titres. D'abord par la façon dont elle est annoncée. Les ambassadeurs bénéficient de privilèges strictement réglementés et sont nommés qu'après avoir obtenu dans les formes protocolaires l'agrément des gouvernements qu'ils rejoignent. Les gouvernements tiennent beaucoup à cette procédure confidentielle et manifestent toujours leur mécontentement quand on leur force la main. En l'occurrence, il est possible que l'agrément ait été obtenu oralement, car il semble douteux que les démarches formelles aient pu être faites si rapidement.

M. Guidoni, d'autre part, conserverait son poste de député. Il serait, en effet, nommé « parlementaire en mission », charge qui peut être conférée six mois à un député ou à un sénateur. Si une telle procédure est fréquemment utilisée pour des opérations ponctuelles et par définition temporaires, il est sans précédent qu'une charge d'ambassadeur, dans le rôle s'inscrit nécessairement comme telle. Au bout de six mois, M. Guidoni devra choisir entre son ambassade et son mandat.

Sur le fond des choses, quelles que soient les qualités de M. Guidoni et ses relations avec M. Gonzalez, il n'est pas certain que son choix s'imposait. Aucun homme d'Etat faisant ses premiers pas aux plus hautes responsabilités n'apprécie de partir (même contre toute réalité) « guidé » par un étranger. Au demeurant, les problèmes franco-espagnols (candidature à la C.E.E., problèmes basques) sont des problèmes nationaux fondamentaux, non des questions de personne.

A cet égard, il existe un précédent, celui de M. J.-F. Deniau, avec l'Espagne précisément, nommé à Madrid après un agrément obtenu

Les entretiens à Paris du ministre yougoslave des affaires étrangères porteront sur les échanges et le non-alignement

Belgrade. - Le séjour que le secrétaire fédéral yougoslave (ministre des affaires étrangères), M. Moïsov, effectuera à Paris à partir d'aujourd'hui et jusqu'au 7 janvier est sa première visite officielle à un pays occidental depuis la formation du gouvernement de Belgrade en mai 1982. Elle doit confirmer, estiment les milieux yougoslaves, la continuité des bons rapports entre les deux pays, confirmés surtout depuis l'arrivée au pouvoir de la gauche en France. M. Moïsov procédera, avec M. Cheysson, ministre des relations extérieures, et M. Chauderagor, chargé des affaires européennes, à un examen détaillé du dossier franco-yougoslave.

Les Yougoslaves sont particulièrement intéressés au développement du commerce réciproque, dont les progrès sont jugés trop modestes. Au cours des neuf premiers mois de 1982, il a été de 582,2 millions de dollars, dans les deux sens, et de 1,3 million de dollars seulement supérieur à celui de la même période de l'année précédente. Les exportations de la Yougoslavie ont atteint 157,5 millions et ses achats en France 42,7 millions de dollars. Le déficit de la balance commerciale yougoslave a été ramené, il est vrai, de 329,9 millions à 267,2 millions de dollars, mais ce résultat ne fut obtenu qu'à la suite d'une réduction des importations, non d'un accroissement des exportations.

Les Yougoslaves croient d'ailleurs

De notre correspondant

que ce déficit, qui se maintient depuis des années, est devenu un facteur qui limite à l'expansion des échanges. A leur avis, il pourrait être résorbé progressivement par une coopération technique et scientifique plus étendue et par des investissements en commun qui, dans plusieurs secteurs (énergie automobile), donnent déjà de bons résultats.

M. Moïsov exposera les efforts de son pays pour assainir son économie, efforts auxquels la France accorde dès le début son soutien politique et des crédits d'autant plus appréciés

que l'on ignore pas, à Belgrade, les difficultés auxquelles elle-même doit faire face.

A l'égard des grands problèmes internationaux, notamment au Proche-Orient, les positions de Paris et de Belgrade sont proches ou similaires. La Yougoslavie se félicite tout particulièrement des récents contacts de Paris avec quelques-uns des pays non alignés les plus importants. Elle demeure, en effet, fermement attachée au mouvement des non-alignés, dont elle attend une réaffirmation internationale au sommet de La Nouvelle-Delhi, en mars.

PAUL YANKOVITCH.

L'Union internationale des travailleurs de l'alimentation condamne l'arrestation de syndicalistes libres en U.R.S.S.

De notre correspondante

Genève. - M. Dan Gallin, secrétaire général de l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation (I.U.T.A.) - dont le siège est à Genève et qui représente cent soixante-seize organisations syndicales de soixante et un pays, - a adressé un message à M. Youri Andropov et à des dirigeants soviétiques. Elle condamne les nouvelles arrestations de syndicalistes libres à Leningrad, où ont été interpellés le 8 décembre Lev Volokhovsky, membre du conseil des délégués de l'Union interprofessionnelle libre des travailleurs (S.M.O.T.), et le 20 décembre Alexandre Skobov, membre de ce conseil, et Irène Tsourkova, militante du S.M.O.T.

L'I.U.T.A. précise que Lev Volokhovsky, né en 1945, est l'un des fondateurs, en 1978, du S.M.O.T. Ar-

été une première fois en mars 1979, il fut condamné à deux ans de travaux forcés. En janvier 1980, il a été transféré dans un camp de travail en Sibirie, puis relâché en mars 1981. Alexandre Skobov, vingt-quatre ans, avait été arrêté une première fois en octobre 1978 en tant que fondateur de l'Union de la jeunesse communiste révolutionnaire de Leningrad. Il fut condamné en avril 1979 à l'interdiction dans un hôpital psychiatrique et relâché en juin 1981. Irène Tsourkova, vingt-trois ans, faisait partie du même groupe, avec son mari Arkadi Sourkov, vingt-trois ans également, condamné en même temps que Skobov à cinq ans de travaux forcés et deux ans de bannissement.

ISABELLE VICHNIAC.

1789-1989 : à quoi sert la Révolution !

entretien avec François Furet

L'affaire Matteotti

par Denis Mack Smith

Le XX^e siècle commence à Waterloo

par Jacques Henri Pirenne

Les voyages d'Ulysse

par François Hartog

L'absinthe : le fléau de la France

par Jean-Pierre Panouillé



L'histoire
chaque mois
un rendez-vous
avec les grands
historiens
d'aujourd'hui

n° 52

20 F en vente partout

Abonnement : un an 180 F au lieu de 225 F*

Je souscris un abonnement d'un an (11 N°s) au prix de 180 F

Nom

Adresse

Je règle par : [] chèque bancaire [] chèque postal (à valoir) [] mandat à l'ordre de L'HISTOIRE - A retourner, accompagné de votre règlement, à L'histoire 57 rue de Seine 75006 Paris. Etranger 200 FF - Belgique : Soumillion 28 Av. Massenet 1190 Bruxelles. * Prix de vente au numéro. M.O.A.

Cambodge

• LA DÉCOUVERTE DE NOUVEAUX CHARNIERS contenant les restes de dix mille personnes tuées par les Khmers rouges dans la province de Battambang a été rendue publique à Phnom-Penh. L'annonce de cette découverte coïncide avec la célébration, le 7 janvier, du quatrième anniversaire du renversement du régime de M. Pol Pot et de son remplacement par celui, vietnamien, de M. Heng Samrin. - (Reuters.)

[Des découvertes de charniers ont déjà été annoncées à plusieurs reprises dans le passé dans des circonstances analogues.]

Espagne

• L'ETA MILITAIRE a revendiqué mardi 4 janvier l'assassinat de deux gardes civils en gare d'Iruia. Dans un communiqué, l'ETA-M accuse le gouvernement « social-démocrate », et notamment le ministre de l'Intérieur, M. José Barrionuevo, de suivre la même politique vis-à-vis du pays basque que ses prédécesseurs. L'ETA-M affirme qu'on ne peut à la fois la considérer comme une bande de délinquants et lui demander une trêve de six mois après laquelle des négociations seraient possibles. - (A.F.P.)

Iran

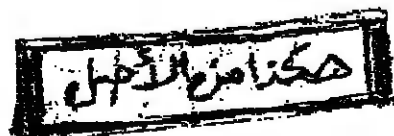
• LES AUTORITÉS ONT LEVÉ, mardi 4 janvier, les mesures de rationnement de l'essence prises au début de la guerre du Golfe, il y a vingt-huit mois, rapporte l'agence de presse iranienne IRNA. Limitée dans un premier temps à 40 litres par voiture et par mois, la ration d'essence avait été récemment portée à 90 litres. - (Reuters.)

Madagascar

• RECTIFICATIF. - Dans l'article de Jean-Claude Pomont sur « La reconduction du gouvernement jusqu'aux élections législatives » (Le Monde du 5 janvier), il fallait lire que le président Ratsiraka, réélu le 7 novembre, a été investi dans ses fonctions - et non réélu - le 2 janvier.

Thaïlande

• LES PROCHAINES ÉLECTIONS GÉNÉRALES se dérouleront le 12 juin, a annoncé mardi 4 janvier le ministre de l'Intérieur. Les élus à la Chambre des représentants bénéficieront de pouvoirs plus étendus, conformément à la Constitution, qui prévoit une diminution des prérogatives du Sénat, dont les membres, nommés, sont en grande partie des militaires. - (Reuters.)



PROCHE-ORIENT

Israël

DANS LA PERSPECTIVE DES PROCHAINES ÉLECTIONS

Les milieux gouvernementaux craignent que la visite du président Navon aux Etats-Unis ne rehausse son prestige

Jérusalem. - Le président de l'Etat d'Israël, M. Itzhak Navon, est arrivé le 4 janvier à Washington pour une visite de neuf jours aux Etats-Unis. Il devait être reçu, ce mercredi 5 janvier, par le président Reagan. Ce voyage d'une personnalité dont le rôle est essentiellement honorifique et symbolique ne retiendrait guère l'attention si M. Navon n'était considéré comme un possible successeur de M. Begin à la tête du gouvernement, et même comme le plus sérieux rival de l'actuel premier ministre dans la perspective des prochaines élections.

M. Navon a en effet pris soin d'annoncer récemment qu'il ferait savoir, en février, ses intentions quant à son avenir. Ancien dirigeant du parti travailliste, élu en 1978 à la présidence, son mandat arrive à échéance au mois de mai, et il a, d'ores et déjà, indiqué qu'il n'écarterait pas « un retour à la politique », ce qui suscite bien des spéculations en Israël, mais aussi aux Etats-Unis.

En cinq ans, M. Navon a su donner à la fonction présidentielle un prestige qu'elle n'avait jamais eu jusqu'alors et il jouit d'une popularité dont ses prédécesseurs, souvent oubliés, ne bénéficiaient pas. Bien que tenu par la tradition à une stricte neutralité politique, il n'en a pas moins exercé une certaine influence, plus particulièrement, en septembre dernier, lorsqu'il a pesé de tout son poids dans le débat provoqué par l'affaire des massacres de Sabra et de Chatila pour amener M. Begin à accepter la création d'une commission d'enquête.

Si, comme cela paraît de plus en plus probable, les conclusions de la commission devaient être sévères pour le gouvernement de M. Begin, ce dernier, ainsi qu'il l'a laissé entendre à plusieurs reprises, pourrait recourir à des élections anticipées et ses chances de succès sont grandes. Pour l'opposition travailliste, actuellement en bien mauvaise posture

De notre correspondant

(une fois de plus en proie à la querelle qui oppose depuis longtemps M. Shimon Peres, président du parti à son second, M. Itzhak Rabin), le seul moyen de contester une nouvelle victoire du Likoud serait, selon un avis largement partagé en Israël, de désigner M. Navon pour mener la campagne électorale.

De nombreux militants travaillistes en sont à ce point convaincus qu'ils ont dès le mois de décembre commencé à faire circuler une pétition pour « préparer » la candidature éventuelle de M. Navon (le Monde du 14 décembre).

Un sondage apparemment accablant a été publié le 3 janvier par Haaretz. Il indique que 58 % des personnes interrogées estiment que le parti travailliste n'est pas en mesure de revenir au pouvoir, 24 % seulement sont d'une opinion contraire. Ce sondage confirme les précédents, en soulignant notamment le discrédit des dirigeants actuels du parti et leur impopularité, alors que la cote de M. Begin n'a pas été beaucoup entamée par les protestations qu'a soulevées l'aventure libanaise.

M. Navon fait figure d'homme neuf et il dispose, de surcroît, d'un atout important que n'ont pas la plupart des hommes politiques israéliens qui sont ashkénazes : M. Navon est sépharade. Il pourrait ainsi, du moins le pense-t-on parmi ses amis, attirer au parti travailliste les voix de nombreux Israéliens originaires des pays arabes (sépharades) qui forment le gros de l'électorat de M. Begin.

Un calcul de Washington ?

Dans les milieux gouvernementaux et au sein du Likoud, on redoute le danger politique que représente M. Navon. On craint que son voyage aux Etats-Unis ne rehausse davantage son prestige et ne lui serve de tremplin pour une nouvelle carrière. On soupçonne même que les dirigeants américains se livrent à un calcul en le recevant.

Il est vrai que ces derniers ne cachent pas leur curiosité à l'égard d'un possible futur premier ministre, comme le montre la presse américaine. Dans l'entourage de M. Begin, on a déjà reproché au président Reagan, lorsqu'il a annoncé son plan de paix au Proche-Orient en septembre, de faire le jeu du parti travailliste, car cette ébauche de solution, sur plus d'un point, rejoint le plan proposé depuis longtemps par les travaillistes, notamment quand il privilégie un accord avec la Jordanie. L'administration Reagan a du

mal à cacher que les travaillistes pourraient être à ses yeux des alliés plus accommodants que ne le sont M. Begin et son cabinet, qui rejettent catégoriquement le « plan Reagan ».

Dans l'entourage de M. Begin, on n'a guère apprécié le fait que la Maison Blanche présente le voyage de M. Navon comme une visite officielle « de travail ». On craint que M. Reagan et les membres de son administration ne fassent assaut d'amabilités envers M. Navon, réservant leurs critiques pour le voyage que doit effectuer M. Begin à Washington, le mois prochain.

Les discussions à cette occasion s'annoncent difficiles, surtout si d'ici là les négociations entre Israël et le Liban ne progressent pas. D'autre part, les amis de M. Begin redoutent l'attitude de certains dirigeants de la communauté juive américaine, qui éprouvent de plus en plus de difficultés à manifester leur solidarité avec Israël à cause de leur appréciation négative de la politique de l'actuel premier ministre, notamment depuis le début de la guerre au Liban. Certains pensent que le « lobby juif » pourrait ne pas servir les intérêts du gouvernement israélien en montrant quelque faveur à l'égard de M. Navon.

FRANCIS CORNU.

Liban

Les affrontements à Tripoli ont fait mardi une quarantaine de morts

Beyrouth (A.F.P.). - Les affrontements à la roquette et à l'artillerie qui ont opposé à Tripoli, mardi 4 janvier, pour la cinquième journée consécutive, les milices musulmanes rivales ont fait, selon la police, quarante et un morts. Plusieurs immeubles ont été détruits par des incendies qui n'ont pu être rapidement circonscrits.

Deux militaires israéliens tués près de Beyrouth

C'est le plus lourd bilan en une seule journée depuis le début de la lutte engagée il y a sept semaines pour le contrôle du port du nord du Liban entre les Alaouites pro-syriens et les Sunnites soutenus par les Palestiniens.

L'ancien premier ministre Rachid Karame, importante personnalité sunnite de Tripoli, s'est rendu à Damas dans la journée pour tenter

Syrie

Washington s'inquiète de l'éventuelle construction de bases de missiles sol-air Sam-5

Le gouvernement américain suit avec la plus grande attention les informations de l'armée israélienne, selon lesquelles la Syrie aurait entrepris la construction de deux sites pour des missiles soviétiques Sam-5, a-t-on indiqué mardi 4 janvier au département d'Etat.

Interrogé à ce sujet, le porte-parole du département d'Etat, M. Alan Romberg, a déclaré ne pas être en mesure de confirmer ces informations. « Il est évident que nous regretterions toute mesure prise par l'une des parties dans le conflit israélo-arabe qui soit susceptible d'accroître le risque de conflit dans la région », a-t-il ajouté.

Le porte-parole de l'armée israélienne avait annoncé mardi que la Syrie avait entrepris de construire deux nouvelles bases de missiles de défense anti-aériens Sam-5. Selon le porte-parole, les bases sont construites à l'intérieur du territoire syrien, assez loin de la frontière.

Le Sam-5, long de 16 mètres, a une portée supérieure à 160 kilomètres. Il est beaucoup plus puissant que les Sam-6, déployés dans la plaine de la Bekaa par la Syrie en 1981, et détruits et jadis dernier par Israël. Selon une source militaire de Tel-Aviv, l'est-major israélien ne pense pas que des Sam-5 aient déjà été livrés par Moscou à la Syrie. On ajoute de même source que ces missiles pourraient détruire des avions israéliens survolant le territoire libanais. Or Israël exige de pouvoir patrouiller librement dans l'espace aérien libanais. L'année dernière, le

général Ariel Sharon, ministre israélien de la défense, avait mis en garde Damas contre la construction de batteries anti-aériennes sur le territoire syrien le long de la frontière libanaise.

Enquête sur d'éventuelles tortures de prisonniers palestiniens

Une enquête sur d'éventuels cas de tortures et des décès de prisonniers palestiniens dans le Sud-Liban et en Israël est en cours, a annoncé mardi le ministre israélien de la défense, M. Ariel Sharon. M. Sharon, qui a fait cette annonce devant la Knesset, avait été alerté, selon la radio, par le député communiste Tewfik Toubi, du parti Rakah, qui a dénoncé des cas de tortures dans le camp de prisonniers palestiniens d'Al-Ansar au Sud-Liban. Ce camp compte près de sept mille détenus palestiniens.

Selon M. Tewfik Toubi, quatorze détenus palestiniens seraient morts

dans la prison israélienne proche de Meggida, dans le nord d'Israël. Le député a précisé que le prisonnier palestinien qui lui avait donné cette information, M. Abdel Fattah Salim, avait depuis « disparu ». Le ministre israélien de la défense a assuré au Parlement que l'armée israélienne procédait à une enquête sur ces deux affaires.

D'autre part, le capitaine Mordekhai Artzi a reconnu mardi devant la cour martiale de Jérusalem avoir battu lui-même des prisonniers palestiniens en Cisjordanie. « Cela, a-t-il dit, n'avait rien d'exceptionnel. Tous ceux qui ont fait leur service dans la région vous raconteront la même chose. Cela fait des années que ça dure. Tous les officiers étaient en courant et se taisaient ».

Sept militaires israéliens, dont le gouverneur militaire adjoint de Hébron, passent actuellement en cour martiale, accusés de « brutalités » contre des Palestiniens en 1982. (le Monde des 16 octobre et 30 décembre 1982). - (A.F.P., Reuter.)

du jeudi 6 au samedi 8
nocturne jeudi jusqu'à 22 heures

smalto SOLDE

44, RUE FRANÇOIS-1^{er}
5, PLACE VICTOR-HUGO
A MARSEILLE, 38, RUE ST-FERREOL
A STRASBOURG, 22, PLACE KLEBER
A DEAUVILLE, RUE GONTAUT-BIRON
A CANNES - LE GRAY-D'ALBION - LA CROISSETTE

SOLDES POUR ELLES
A MARSEILLE, STRASBOURG
ET PLACE VICTOR-HUGO

LA ROSIERE



UN ROYAUME NEIGE ET
SOLEIL ENTRE 1500 et 2400m
A proximité du Val d'Isère,
Tignes, Les Arcs, la Plagne.

1850
HIVER Station-village chaleureuse
• Enneigement maximum
• 40 km de pistes
• Accès vers l'Italie
• Garderie d'enfants...
JANVIER « PLEIN SKI » - 20 à 25%
sur toutes les prestations de
la station.
ETB Faucett Flor exceptionnelles
• Dans le pré-parc de la Vanoise
• A 7 kms de l'Italie
• Luge d'été...

Téléphonez ou écrivez-nous : SERVICES DU TOURISME
73000 LA ROSIERE-MONTVALEZAN - Tél. (04.79) 07.11.14

HOMMAGE A JEAN-PAUL SARTRE

Sous la présidence d'honneur de
Madame Simone de Beauvoir
avec R. MISRAHI - C. LANZMAN
J. POULLON

Jeudi 6 janvier à 20 h 30
CENTRE RACHI
30, bd. de Port-Royal, Paris 6^e

Le pull cashmere
Ballantyne
Un cadeau prestigieux!

Boutique **aramis**
36 rue du Faubourg St Honoré Paris
265.73.76

ISTH Centre
AUTUEL Depuis 1959 TOLBIAC
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES
EXPERTISE COMPTABLE
DECS
ANCIEN ET NOUVEAU
PROGRAMMES
• Préparation complète
Janvier à Juin et
Août compris
TOLBIAC 83, Av. d'Haute 75013 Paris
Tél. 585.59.35

FORUM CENTRALE ENTREPRISES

11 et 12 janvier 1983

Plus de 70 entreprises pour vous informer...
La présence d'entreprises à taille humaine...

JEU CONCOURS SPÉCIAL ÉTUDIANTS

Plus de 100 000 F de prix
(micro ordinateurs, planches à voile, voyages, etc.)

ÉCOLE CENTRALE DE PARIS

Tél. : 661-33-10, Poste 228 - Châtenay-Malabry - RER Antony

ondes courtes, idées longues

RFI devenue société nationale le 1^{er} janvier
vous présente ses meilleurs vœux pour 1983.



DIFFUSION EN EUROPE : 49 m OC - 6 175 kHz
B.P. 9516 PARIS (16^e) - Téléphone : 230-30-71

هكسان الاول

AFRIQUE

EUROPE

République Sud-Africaine

Des représentants de la communauté métisse se rallient aux réformes constitutionnelles du gouvernement

Johannesburg. — Après des consultations avec le gouvernement et de longues hésitations, le parti travailliste métis a accepté, mardi 4 janvier, de participer au processus de réforme constitutionnelle engagé par le pouvoir minoritaire blanc. Selon la réforme en cours, qui exclut la majorité noire et doit être soumise à l'approbation du Parlement, les métis et les Indiens d'Afrique du Sud pourront élire, à partir de 1984, des représentants qui siègeront à l'Assemblée nationale, dans deux Chambres séparées. Ils feront également partie, à concurrence de vingt-cinq métis et de treize Indiens, d'un collège de quatre-vingt-huit personnes (dont cinquante Blancs) chargé d'élire le futur chef de l'exécutif (1).

Réuni en congrès à Ekurhuleni, au cœur du Bantoustan zoulou, les députés travaillistes se sont prononcés à une écrasante majorité (plus de trois cent « pour » et neuf « contre ») en faveur de la résolution présentée par la direction du parti. Tout en ne considérant pas les propositions gouvernementales comme une réponse adéquate aux demandes de la population, car elles excluent le plus grand nombre (les Noirs, soit 70 % de la population), le parti travailliste « estime cependant que sa participation à une structure parlementaire tricontinentale peut l'aider à atteindre ses objectifs et à servir sa direction à poursuivre sa voie de

De notre correspondant la négociation avec le gouvernement de l'heure ».

Cette volte-face de la part d'un parti qui, l'an dernier encore, réclamaient de la communauté internationale des sanctions économiques contre le régime de l'apartheid, constitue, à maints égards, une incontestable victoire pour le pouvoir en place. Elle va d'abord permettre de faire l'économie d'un référendum métis réclamé par de nombreuses organisations communautaires. Quoi qu'il en soit, le parti travailliste métis, comme le plus important de la communauté métisse, on ignore son influence réelle, et l'on jugeait, en haut lieu, qu'un référendum pouvait se révéler hasardeux.

Obligatoire pour tous les métis de plus de dix-huit ans depuis 1980, l'inscription sur les listes électorales n'a toutefois concerné, jusqu'ici, que 630 000 personnes sur une population totale de 2,7 millions d'individus, dont 1,2 million d'adultes. En extrapolant les résultats de consultations communautaires anciennes, l'adhésion du parti travailliste doit se situer entre 18 % et 20 % de l'électorat potentiel métis. Mais rien ne dit que son influence ne va pas désormais s'accroître.

Issus des unions entre les premiers colons blancs et des femmes bantoues ou malaises (2), la com-

munité métisse rêve depuis toujours d'une intégration totale avec les Blancs. Jusqu'en 1956, les métis de la péninsule du Cap, où résident encore 80 % de la communauté, ont, d'ailleurs, bénéficié d'un droit de vote « modéré » — en fonction du niveau d'instruction et du statut social — au Parlement.

Depuis cette époque, les métis, dont le niveau de vie est nettement inférieur à celui des Blancs, mais nettement supérieur à celui des Noirs, sont allés, dans leur quête d'assimilation, d'échecs en humiliations. La dernière en date fut l'expulsion massive de quarante mille d'entre eux, de la ville du Cap, pour être relégués à 40 kilomètres de là, dans une nouvelle cité « purement métisse ». Le quartier historique, où ils vivaient depuis des décennies, fut réclassé zone blanche, puis entièrement rasé.

Des « ennemis de seconde classe »

« Les métis n'oublieront jamais toutes les injustices », a déclaré M. Allen Hendricks, mais, selon lui, au nom du réalisme, et de la survie d'un parti menacé de débordement sur sa droite, les travaillistes doivent profiter des structures et des tribunes qui leur sont offertes. Ils « s'exprimeront et négocieront au nom et en faveur de la communauté noire tout entière ». Ces bonnes intentions ont été accueillies avec la plus grande suspicion par les Noirs. Peu avant le vote, le chef des Zoulous, M. Buthelezi, pourtant partisan du dialogue avec le pouvoir blanc, avait mis en garde les députés contre ce qu'il considérait comme « le plus dangereux piège jamais imaginé par l'apartheid pour diviser la nation noire ».

En sa qualité de président de l'Alliance noire sud-africaine (SABA), qui regroupe plusieurs partis politiques non blancs, dont le parti travailliste, le « premier ministre » du Bantoustan zoulou avait prévenu les congressistes qu'ils risquaient, en acceptant les propositions du gouvernement de transformer les métis en « ennemis de seconde classe de la communauté africaine ».

Pour l'évêque noir Desmond Tutu, il s'agit « ni plus ni moins de la cooptation de Blancs honoraires dans un système oppressif qui n'a plus assez de policiers et de militaires blancs pour tenir les noirs à leur place. Il s'agit, pour le pouvoir, de gagner un peu plus de temps en séparant les élites des masses, et en brisant l'unité grandissante de tous les opprimés ».

PATRICE CLAUDE.

(1) L'actuel poste de président de la République est purement honorifique, le pouvoir exécutif étant entre les mains du premier ministre et de son gouvernement.
(2) Les Hottentots constituaient une tribu africaine qui vivait dans la région du Cap à la fin du dix-huitième siècle. Les Malais avaient été « importés », en tant qu'esclaves, par les premiers colons.

R.D.A.

Les évêques catholiques dénoncent la militarisation dans l'enseignement et défendent le droit à l'objection de conscience

Pour la première fois l'Eglise catholique de R.D.A. a pris clairement position le 1^{er} janvier sur la question de la paix et dénonce une certaine militarisation de la société allemande. Dans une lettre pastorale lue dans toutes les églises catholiques, les évêques déclarent vouloir préciser leur point de vue dans le débat actuel à propos de l'objection de conscience et « surtout... encourager à défendre fermement la conviction que la paix est possible et que l'engagement en sa faveur a un sens ».

« L'Eglise, poursuivent-ils, ne peut pas formuler le concept politique de la paix : cela n'est pas de son ressort. L'Eglise en revanche ne peut pas se taire lorsqu'elle assiste à des développements qui peuvent conduire à la perte (...) ».

Les évêques rappellent que la législation est-allemande prévoit le droit à l'objection de conscience. Ils estiment que « quiconque use de ce droit devrait pouvoir être assuré qu'il n'aura pas à en subir les inconvénients ». « Nous respectons bien sûr, disent les évêques, la conviction de ceux qui espèrent, par le service militaire, servir la paix dans le monde. Mais à partir de là, nous demandons que l'on réfléchisse à d'autres formes de service de remplacement. L'aspiration de la jeunesse de notre pays à la paix ne doit pas être accueillie avec suspicion mais, au contraire, avec ouverture et confiance ».

Enfin, les évêques se déclarent préoccupés par le fait que l'on apprenne de plus en plus à « penser en termes militaires » dans les lycées et les établissements de formation professionnelle : « il est à craindre qu'une telle éducation ne dispose les nouvelles générations à la solution violente des conflits et n'affaiblisse leurs tendances pacifistes ».

L'Eglise catholique (il y a 1,2 million de catholiques en R.D.A.) s'était jusqu'à présent abstenue de toute prise de position sur ce sujet, à l'inverse de l'Eglise protestante, devenue depuis deux ans le point de ralliement pour tous les jeunes gens opposés à l'éducation militaire et au service armé obligatoire. Tout jeune Allemand de l'Est reçoit en effet, à partir de quatre ans, une initiation aux pratiques militaires à l'école. Le mouvement pacifiste non officiel reprend à son compte le slogan venu de

R.F.A. : « Construire la paix sans armes », certains de ses membres demandant le retrait de chacune des deux Allemagnes des troupes et des armes étrangères qui y sont stationnées. Il réclame également le droit à l'objection de conscience et la libre discussion de ces questions.

Ce mouvement est évidemment infiniment moins développé que son homologue ouest-allemand. Les autorités de Berlin-Est y ont répondu par la répression (interpellations de manifestants notamment), par une intensification de la campagne officielle en faveur de la paix ainsi que

par une loi du 25 mars 1982 qui, à l'inverse de ce que demandaient les pacifistes, élargit la conscription. Celle-ci, notamment, est rendue obligatoire pour les femmes de dix-huit ans à cinquante ans en temps de guerre, et les obligations des réservistes sont accrues.

Cette lettre pastorale, dont la lecture avait été annoncée, a provoqué une très forte affluente dans les églises catholiques le 2 janvier. En certains endroits, des groupes de jeunes protestants s'étaient joints aux fidèles catholiques. Les organes de presse n'ont fait aucune allusion à ce texte.

Pologne

Sept anciens dirigeants de Solidarité seront poursuivis pour avoir tenté de « renverser le gouvernement »

Les sept anciens dirigeants de Solidarité placés en état d'arrestation à la veille de Noël devraient être poursuivis pour avoir entrepris une « action concertée visant à renverser le gouvernement par la force et à affaiblir l'Etat polonais ». Données mardi 4 janvier par le porte-parole du gouvernement, M. Urban, cette information n'a été assortie d'aucune indication sur les faits qui pourraient étayer l'accusation. « L'enquête est en cours et nous ne pouvons rien dire de plus à ce sujet », s'est contenté de déclarer M. Urban, qui a, en revanche, confirmé que l'insurrection ouverte contre les cinq membres du Comité d'autodéfense sociale (KOR) devrait être close à la fin de ce mois.

Tout comme les sept syndicalistes poursuivis, ces cinq militants du KOR avaient été arrêtés dans la nuit du 12 au 13 décembre 1981. Ils avaient été immédiatement placés en détention dans les centres d'interrogatoire qui viennent d'être fermés à la faveur de la « suspension de l'état de guerre ». Les seules activités qui pourraient leur être reprochées sont donc antérieures au coup d'Etat. Ce sont en fait les procès de Solidarité et de l'opposition démocratique qui se préparent.

Au cours de cette même conférence de presse, M. Urban a attribué à un « malentendu » le chiffre de trois mille six cents prisonniers politiques régulièrement donné par la presse occidentale. Leur véritable nombre serait aujourd'hui, selon lui, de mille cinq cents, eu égard aux libérations intervenues. Cette précision surprend dans la mesure où c'est le vice-ministre de l'intérieur lui-même qui avait fait état, le 9 décembre, devant une commission de la Diète, de trois mille six cent seize arrestations pour raisons politiques. Il paraît vraisemblable que plus de la moitié de ces personnes aient été libérées depuis, et il est étrange que les autorités n'aient pas tenu à lever plus tôt le malentendu.

A propos de la visite en Pologne du pape, officiellement prévue pour le 18 juin, M. Urban a précisé qu'il était « trop tôt pour parler des détails » du programme. Il a néanmoins espéré que ce voyage « contribuerait à améliorer et approfondir les relations entre l'Eglise et l'Etat ».

L'agence officielle PAP a, de son côté, annoncé la nomination à la direction du Théâtre national de Varsovie d'un metteur en scène de Cracovie, qui remplace ainsi l'un des plus éminents hommes de théâtre polonais, M. Adam Hanusiewicz. Celui-ci a été limogé pour son appui au boycottage de la télévision par les acteurs.

Le vice-président du conseil, M. Madej, a enfin indiqué mardi que la Pologne allait soumettre à ses créanciers occidentaux de nouvelles propositions pour le rachat de la dette extérieure de 25 milliards de dollars. Ces propositions, a-t-il dit, porteront sur « des périodes plus longues de rachat et des remboursements moins importants pour les années qui viennent ». Si l'on comprend bien cette formulation euphémistique, il s'agit là de l'annonce d'une demande de nouveaux délais de paiement.

A lire avant les visites officielles

du président Mitterrand en Afrique en janvier

- « Le Maroc prépare l'avenir », N° 628-627
- « La Révolution béninoise à dix ans », N° 631
- A paraître :
- « Togo : l'autosuffisance alimentaire atteinte », N° 632
- L'exemplaire : F 62

Ce sont de récents numéros spéciaux de la revue « Europe Outremer » à 6, rue de Bassano, 75116 PARIS Tél. : 720-23-94 - CCP Paris 361-57 G

Mozambique

Un témoignage sur l'enlèvement des deux ingénieurs français

Maputo (A.F.P.). — Les deux ingénieurs français enlevés le 28 décembre (le Monde du 30 décembre) sont tombés dans une embuscade, a affirmé, mardi 4 janvier, le technicien français blessé, M. Alain Back.

La Résistance nationale du Mozambique (R.N.M., opposition armée au gouvernement) a revendiqué ces actes.

Avant de quitter Maputo pour Paris, M. Back a expliqué à des amis qu'il rentrerait au chantier après être allé faire ses achats de Noël au chef-lieu de la province, Quelimane. Les deux ingénieurs, MM. Robert Soumilon et Georges Ferret, le suivaient à bord d'une voiture surmontée comme la sienne de drapeaux et marquée du sigle des entreprises qui construisent une ligne à haute tension dans le nord du Mozambique, la C.C.E.-d'Alto (France) et la S.A.E. (Italie). Sans aucun avertissement, a-t-il affirmé, sa voiture a été mitraillée : le chauffeur mozambicain s'est effondré. Lui-même, blessé au bras droit, a été éjecté de la voiture quand elle est sortie de la route.

Pendant cinq heures, il est resté caché dans un buisson jusqu'à la nuit, alors que des hommes, vêtus de tenues semblables à celles des militaires mozambicains, fouillaient la

brousse à sa recherche. Pendant ce temps, il a entendu des rafales d'armes automatiques et des coups isolés, ce qui lui a fait croire que les deux Français et les trois Mozambicains qui les accompagnaient avaient été tués. Deux hommes qui voyageaient avec M. Ferret sont revenus au camp le lendemain, privés de leurs vêtements. Ils ont affirmé que les deux Français avaient été enlevés ainsi que plusieurs Mozambicains. Sept à huit voitures ont été détruites ou saisies par la R.N.M., ont-ils déclaré.

Les deux hommes avaient été libérés après qu'on leur eut coupé les oreilles, mutilation habituellement infligée par la R.N.M. à ceux suspectés d'avoir des liens avec le Frelimo, le parti au pouvoir au Mozambique.

Quelque cinquante Italiens, Français et Suédois, ainsi que deux cents Mozambicains ont cessé le travail sur le chantier dans le nord du Mozambique, en attendant que les autorités locales donnent toutes les garanties sur leur sécurité, a-t-on appris de bonne source à Maputo. Selon un expert employé sur le chantier, le travail devrait reprendre « prochainement » et être achevé comme prévu en mars.

Halte au Vol

1 serrure à 5 points
IZIS - LAPERCHE
ou PICARD

Matériel
GARANTI 5 ANS
+
1 blindage acier
15/10
+
4 goudjons d'acier
anti-dégondage
+
renforcement
du bâti bois par
1 cornière en acier
+
3 cornières anti-pince
à l'extérieur sur le
pourtour de la porte
+
1 barre de seuil

OFFRE EXCEPTIONNELLE
(limitée)
(au lieu de 3.350 F)
3.000 F TTC
Pose et dépt. compris
PARIS BANLIEUE

PARIS PROTECTION
55, av. de la Motte Picquet
75015 PARIS
566.65.20
CREDIT GRATUIT
3 Vars 15

35.000 stages qualifiants pour les 18/21 ans.

Mars 1982 : Par ordonnance le Gouvernement décide de la mise en place de nouvelles formations professionnelles destinées aux jeunes de 16 à 18 ans sans diplôme ni qualification.

Septembre 1982 : Le Ministre de la Formation Professionnelle donne le coup d'envoi de l'action "Un métier pour réussir".

Décembre 1982 : Cent quarante mille jeunes se sont présentés aux permanences d'accueil dans toute la France. Parmi eux, il y a des jeunes de plus de 18 ans qui n'ont pu bénéficier du dispositif et qui sont aux prises avec les mêmes difficultés que leurs cadets.

Aujourd'hui : Le Gouvernement vient de décider un contingent de 35.000 stages qualifiants pour les jeunes de 18 à 21 ans. Ces stages viennent renforcer les autres possibilités de formation existantes.

Cette nouvelle mesure requiert la participation de tous ceux qui ont concouru efficacement à la mise en œuvre des formations destinées aux jeunes de 16 à 18 ans.

Cela correspond aux attentes de nombreux jeunes et à l'intérêt de la France. Un pas de plus est franchi vers une politique de formation de grande ampleur en faveur de tous les jeunes.

Ministère de la Formation Professionnelle

Information dans les Permanences d'Accueil des localités.

مكتبة الطفل

EUROPE

LE QUINZIÈME ANNIVERSAIRE DE L'ACCESSION AU POUVOIR DE M. DUBCEK EN TCHÉCOSLOVAQUIE

Le 5 janvier 1968 commençait l'éphémère printemps de Prague. Il se révéla, en Tchécoslovaquie, de l'espérance qu'avait suscité l'arrivée de M. Dubcek au pouvoir. Le régime de M. Husak, appuyé par les troupes soviétiques, souvent estimées à quatre-vingt mille hommes, a imposé la normalisation. La population, apparemment persuadée que toute résistance est inutile, manifeste son sentiment en se tenant à l'écart, en multipliant les temps libres et en prolongeant les week-ends. Les autorités ont longtemps essayé, en améliorant le niveau de vie, de com-

pencher la frustration d'un peuple qui avait cru au retour de la liberté. Mais la crise économique a provoqué un ralentissement très sensible de la croissance.

Nous publions ci-dessous la tribune que nous ont confiée des membres du Comité pour la défense des libertés en Tchécoslovaquie. Ce comité a été créé à Paris en janvier 1980 par des communistes contestataires ou des militants engagés dans la lutte pour le socialisme.

Point de vue

La vérité vaincra

par ARTUR LONDON, ALEXANDRE ADLER et ANTOINE SPIRE (*)

Prague, il y a quinze ans, le 5 janvier 1968, Alexander Dubcek succédait à Novotny. C'était l'aboutissement d'une lente évolution qui devait conduire à ce qu'on a appelé le printemps de Prague. Pour la première fois, de l'intérieur d'un parti communiste, un mouvement de réformes profondes s'engageait sur une voie démocratique, mobilisant une grande partie du corps social. Le socialisme à visage humain faisait son entrée en Europe.

La conjonction, au cœur de cette Europe, d'une restauration presque totale des libertés démocratiques fondamentales et du maintien de la propriété publique instituée en 1948 déclenchait d'immenses espoirs au moment où partout le réveil des luttes ouvrières se conjugait à la rébellion de la jeunesse socialiste. Il apparaissait alors que les deux grands courants du socialisme européen, divisés durablement depuis la révolution d'Octobre, pouvaient, au moins dans leurs avant-gardes, se rejoindre, dans la même sympathie accessible envers cette révolution tchécoslovaque. Celle-ci, enfin, donnait son sens à la première révolution de 1945, vite annulée par la reprise en main stalinienne de 1948.

Non, la criminalité stalinienne et l'autoritarisme n'étaient pas le socialisme réel. La fenêtre ouverte à Prague indiquait au monde le chemin d'un espoir toujours, jusque-là, déformé. La liberté d'expression et de diffusion des idées était rétablie, le Parlement se mettait à fonctionner, les Eglises s'affranchissaient de la tutelle de l'Etat, les droits des nationalités étaient pris en compte, les archives du parti et de l'Etat s'ouvraient aux historiens, le sentiment national était enfin réhabilité et de libres confrontations s'installaient dans la presse, à la radio et à la télévision. Des réformes économiques profondes étaient engagées qui rendaient aux unités de production l'autonomie et la souplesse nécessaires à une économie moderne, tandis que l'instauration des conseils ouvriers confiait enfin à la classe ouvrière la possibilité de jouer ce rôle dirigeant que les banderoles officielles n'avaient proclamé pendant vingt ans que pour mieux le piétiner dans les faits.

Contrairement aux clichés facilement admis, ce mouvement ne s'est pas fait contre la majorité des communistes, mais, au contraire, avec leur concours actif. Contrairement à la vulgate communiste, il ne s'est pas fait sur l'initiative du parti, mais plutôt par une véritable réconciliation nationale entre ceux qui étaient communistes et ceux qui ne l'étaient pas. Ainsi dans cette vieille démocratie d'Europe s'esquissait une solidarité nationale d'un type entièrement nouveau et qui, beaucoup plus que bien des épisodes sanglants qui ont déchiré notre siècle, mérite le nom de révolution, au sens fort du terme. Chacun voulait contribuer au renouveau. Pour la première fois, spontanément, dans financiers et journées de travail gratuites perdaient ce caractère formaliste et obligatoirement que les « samedi communistes » avaient codifié en U.R.S.S.

La 21 août 1968, l'intervention militaire de l'U.R.S.S. devait mettre fin à cette espérance unique dans l'histoire. Pourtant, les idées semées à Prague sont plus que jamais vivantes. On croit trop, chez nous, que l'intérêt d'une politique se mesure à l'aune des victoires éphémères. C'est la religion des vainqueurs qui triomphe.

souvent fait loi au détriment de la justice et de la vérité. Si le printemps de Prague fut écrasé, il n'en a pas moins laissé un héritage dont l'importance ne doit pas être sous-estimée.

Et d'abord l'eurocommunisme. Que de faux débats autour de cette notion pour mieux annoncer son inévitabilité et mieux l'enterrer. Pourtant, par-delà les vaines polémiques et les disputes quant à l'aire de l'application de l'eurocommunisme, comment ne pas percevoir là un mouvement qui a entraîné la plus avancée du mouvement communiste dans la direction indiquée par le printemps de Prague. Partis italien, espagnol, japonais, mexicain, parti français pendant un court moment, ont entamé dans les années 70 une évolution qu'ils n'ont pas tous menée au bout, mais qui, dans chaque cas, a supposé la remise en cause du modèle soviétique et l'impossibilité de constituer le socialisme sans développer les libertés et la démocratie.

C'est le parti communiste italien qui a le mieux incarné ce mouvement en prédisant, à l'occasion de la restauration de l'état de guerre en Pologne, que « s'était épuisée la révolution d'Octobre ». L'analyse faite par la direction du parti communiste italien est sans appel : « Démocratie et socialisme sont indissociables et ne peuvent s'affirmer que dans le total respect du droit de chaque peuple à décider de son propre sort. Dans les pays de l'Est européen, on se trouve désormais face à des crises répétées et dramatiques qui mettent en cause la conception monolithique du pouvoir, l'absence d'institutions qui représentent effectivement les rouages de la société, la manière fermée, hiérarchique de concevoir les rapports à l'intérieur du « camp socialiste », le socialisme comme modèle et non comme processus historique qui se développe à l'échelle mondiale dans les formes les plus diverses. »

En remettant fondamentalement en cause les dogmes passés, les dirigeants communistes comme Enrico Berlinguer ou Santiago Carrillo - aujourd'hui tant diffamés après qu'il eut permis le succès de la transition démocratique en Espagne et par là-même la victoire de la gauche aujourd'hui - ont su rompre avec tous les dogmes d'un passé pourtant glorieux et ont ainsi ouvert la possibilité d'une réunification du mouvement ouvrier en Europe et donc les conditions véritables du socialisme pour demain. Ils ne l'auraient pas pu sans l'indication contenue dans leur énoncé de Prague. Peu importent aujourd'hui les revers, passagers dans le cas de l'Italie ou plus durables dans le cas de l'Espagne, car la question communiste demeure ainsi posée en des termes radicalement différents des années 50, non plus affrontement entre partisans et adversaires de l'Union soviétique mais débat respectueux des différences entre les deux courants du socialisme.

Prague a aussi semé à l'Est. Il est vrai que le mouvement polonais est, par ses formes d'organisation, les « *solidarnosc* », le mouvement ouvrier pour la défense des libertés en Tchécoslovaquie.

(*) Président et membres du comité pour la défense des libertés en Tchécoslovaquie.

Publicité

cycle d'introduction en douze leçons PHILOSOPHIE

Cours d'introduction destiné à donner un aperçu de la Philosophie, des principes qui la régissent, ainsi que de son application pratique. Le cours tourne autour d'un système de référence aux hommes et aux termes réfléchis qui cherchent à se connaître eux-mêmes ainsi que le monde dans lequel ils vivent.

Les cours durent environ deux heures, avec une courte interruption et ils fournissent aux membres des groupes l'occasion de discuter des problèmes qui leur tiennent à cœur.

Aucune connaissance spécialisée n'est requise au départ. La prochaine série de douze cours commence : le mardi 11 janvier 1983, à 20 h - 43 rue Gachard, 1050 Bruxelles.

Comment s'inscrire ? Vous pouvez vous inscrire par lettre, par téléphone, lors de la soirée d'information ou la première par à partir de

Les frais d'inscription s'élèvent à 1000 FB par trimestre.

Aucune autre contribution ne sera requise.

Les cours sont donnés également en néerlandais et en anglais.

ECOLE DE PHILOSOPHIE ASBL

Rue Gachard 43, 1050 Bruxelles - Tél. : 02/640.72.26 (de 9 h à 12 h)

ASIE

Chine

RECEVANT UNE DÉLÉGATION DU P.S. FRANÇAIS

M. Hu Yaobang a confirmé que Pékin souhaite normaliser ses relations avec l'U.R.S.S.

Pékin. - Les dirigeants chinois paraissent décidés à aller de l'avant, avec prudence mais sans optimisme, afin de parvenir à une détente dans leurs relations avec l'Union soviétique. Tel est le sentiment qu'a recueilli au cours de conversations qu'elle a eues, du samedi 1^{er} au mardi 4 janvier, avec des représentants du P.C. chinois, une délégation du parti socialiste français composée de MM. Jacques Huntzinger, membre adjoint du secrétariat national, chargé des relations internationales, et Jean-Luc Domenach.

Destinés à donner un peu plus de substance aux relations officielles établies entre les deux partis en février 1981 à l'occasion de la visite de M. Mitterrand, alors numéro un du P.S., ces entretiens ont donné aux responsables socialistes français la possibilité de se faire une meilleure

De notre correspondant

idée des positions de Pékin sur plusieurs grands dossiers internationaux à quelques mois du voyage présidentiel envisagé en Chine. En même temps, ils ont permis un approfondissement du dialogue de nature tant idéologique que politique entre le P.S. et le P.C.C.

Outre quatre réunions de travail avec M. Qiao Shi, membre suppléant du secrétariat et responsable de la section internationale du comité central, les représentants du P.S. ont été reçus par M. Hu Yaobang, secrétaire général du P.C.C., et un déjeuner a été organisé à leur intention par M. Yao Guang, premier vice-ministre des affaires étrangères.

C'est apparemment sur la question des relations sino-soviétiques et le problème du Cambodge que les échanges ont été le plus détaillés et les points de vue exposés du côté chinois le plus novateurs. A propos des rapports avec Moscou, si la critique que fait Pékin de l'hégémonisme et, en particulier, du surarmement soviétique demeure, il n'en reste pas moins, selon la délégation du P.S., que la volonté existe de parvenir à une normalisation des relations d'Etat à Etat.

M. Hu Yaobang aurait été très clair sur ce point. Une telle détente devrait se fonder sur des résultats substantiels susceptibles de figurer dans un document définissant le cadre des futurs rapports bilatéraux. L'absence d'un tel document ne serait pas toutefois, selon Pékin, un obstacle à la recherche d'une amélioration des rapports entre les deux pays.

Le test du Cambodge

Les dossiers à propos desquels Pékin souhaiterait obtenir des gestes de Moscou sont connus. Il s'agit de la situation à la frontière sino-soviétique de l'Afghanistan et du Cambodge. Mais il est de plus en plus clair que l'attention que porte Pékin à ces trois dossiers n'est pas égale. Si la question de l'Afghanistan paraît avoir été abordée assez rapidement, en revanche, la délégation française a eu l'impression que « certaines évolutions, même si elles sont symboliques, pourraient intervenir assez rapidement » dans le dispositif militaire frontalier des deux pays. Il faut voir là la confirmation de rumeurs circulant depuis un certain temps sur un possible retrait partiel des troupes de 10 ou 20 kilomètres par rapport à la frontière. Une telle mesure, qui n'aurait, au demeurant, aucune conséquence sur la balance stratégique des forces, serait même, selon des sources militaires, déjà effective en certains points.

C'est toutefois au Cambodge que se situe, pour les Chinois, le « test essentiel » de la bonne volonté soviétique. A cet égard, la position de Pékin est apparue aux socialistes français « assez ouverte ». Désormais

favorable à une solution politique de ce problème, la Chine n'exigerait plus, pour que démarrent des négociations, un retrait total des troupes vietnamiennes du territoire cambodgien. Un allègement partiel des forces de Hanoi suffirait.

Ces indications confirment d'autres informations données auparavant par les Chinois à une délégation du parti communiste (marxiste-léniniste) français, et selon lesquelles Pékin se contenterait maintenant, avant l'ouverture de conversations, d'un engagement de la France à retirer ses corps expéditionnaires selon un certain calendrier. La question reste de savoir qui participerait à de tels pourparlers destinés à définir des garanties internationales en vue de l'établissement d'un Cambodge indépendant, neutre et non aligné.

Si la Chine est évidemment une partie intéressée à une telle négociation, le P.S. considère que la France l'est aussi. La délégation socialiste en tout cas en sentant que Pékin « n'est pas indifférent au rôle que pourrait jouer la France dans la recherche d'un règlement ». Dans cette perspective, les socialistes français ont souligné les relations « très amicales » que le P.S. entretient avec le prince Sihanouk, « symbole d'un Cambodge indépendant ». Toute solution du problème cambodgien passe par Sihanouk, a déclaré M. Huntzinger. Un tel soutien n'implique nullement pour le P.S. la reconnaissance du gouvernement de coalition anti-vietnamien, au sein duquel les Khmers rouges restent un élément inacceptable. La divergence avec les Chinois sur ce point est nette, puisque Pékin considère au contraire ces derniers comme « l'une des principales forces de résistance sur le terrain ».

M. Huntzinger a, par ailleurs, confirmé qu'il n'existerait pas d'objections du côté chinois à la livraison à la Chine de matériel militaire défensif. Dans l'esprit de la position définitive ici même l'été dernier par M. Cheysson, ministre des relations extérieures, il a déclaré que « le P.S. pense que c'est une bonne chose d'opérer des transferts de technologie vers les pays en développement qui le souhaitent ». A propos de la vente éventuelle à Pékin de Mirage 2000, il a indiqué qu'il s'agissait là « d'un appareil défensif d'interception aérienne qui permet à celui qui le possède de préserver son intégrité territoriale. Ce ne serait donc pas une mauvaise chose pour la Chine d'être dotée d'un tel appareil, à condition toutefois que soient satisfaites certaines conditions financières et commerciales ».

M. Huntzinger a enfin évoqué à l'issue de ses entretiens avec M. Qiao Shi plusieurs questions d'ordre humanitaire, et en particulier le cas de la fiancée d'un citoyen français, M^{lle} Li Shuang, qui purge actuellement une peine de deux ans de camp de rééducation par le travail.

MANUEL LUCBERT.

Laos

VIENTIANE A PASSÉ UNE IMPORTANTE COMMANDE DE MÉDICAMENTS A RHONE-POULENC

(De notre correspondant en Asie du Sud-Est.)

Bangkok. - Les autorités laotiennes ont récemment signé avec la division santé de la société Rhône-Poulenc un contrat de fourniture de produits pharmaceutiques, antibiotiques et matériels médicaux notamment. Cette commande - la première passée à la France depuis 1975 - porte sur un montant d'environ 1 million de dollars. Elle servira à approvisionner, dans le courant de cette année, les futures pharmacies d'Etat de Vientiane, et, partant, à lutter contre le marché noir des médicaments importés en fraude de la Thaïlande voisine ou expédiés, sous forme de colis familiaux, par les Laotiens réfugiés à l'étranger.

D'autre part, des pourparlers devaient s'engager, au cours du premier trimestre de 1983, entre le ministère laotien de la santé et la division santé de Rhône-Poulenc à propos de la création d'une société mixte de production. Il s'agirait, en l'occurrence, d'agrandir l'unité de Vientiane et d'ajouter à la fabrication d'aspirine et de vitamines celle d'antibiotiques.

Rhône-Poulenc a déjà une « tête de pont » au Vietnam, à Ho Chi Minh-Ville. « Nous avons pris des risques, mais nous ne le regrettons pas », affirme M. Frédéric Benoit, son représentant permanent sur place. La firme française a, en effet, créé avec le ministère vietnamien de la santé, en février 1979, une société mixte de fabrication de médicaments - Vinaspec - dans laquelle elle détient 49 % du capital. Elle est, en outre, un partenaire commercial privilégié de la métropole sudiste, qui, l'an dernier, lui a acheté pour 15 millions de dollars de produits divers.

JACQUES DE BARRIN.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

L'ancien vice-président Spiro Agnew rembourse des pots-de-vin

Baltimore (A.F.P.). - L'ancien vice-président de M. Richard Nixon, M. Spiro Agnew, a dû rembourser mardi 4 janvier 268 482 dollars à l'Etat du Maryland, pour des « pots-de-vin » qu'il aurait touchés entre 1967 et 1969, alors qu'il était gouverneur du Maryland, puis vice-président des Etats-Unis, ainsi que les intérêts afférents.

Le chèque de M. Agnew a été remis au secrétaire au Trésor du Maryland par le procureur général de l'Etat, au cours d'une conférence de presse. « Le crime ne paie pas », a déclaré ce dernier.

En fait, M. Agnew n'a jamais été condamné par une cour pénale, et il a répété mardi qu'il était innocent de ce qui lui était reproché. Cependant, un tribunal civil a estimé qu'il avait bien reçu les « pots-de-vin » et qu'il devait donc rendre l'argent. Selon M. Spiro Agnew, l'affaire devrait

lui coûter environ 500 000 dollars, puisque les frais de justice sont à sa charge. Il a renoncé cependant à faire appel.

L'affaire a commencé en 1976 à l'initiative d'une classe de l'école de droit de l'université George-Washington, dans la capitale fédérale. Dans une plainte déposée par trois résidents d'un comté du Maryland, il était dit que les constructions réalisées pour l'Etat coûtaient plus cher, du fait de pots-de-vin versés à M. Agnew entre 1967 et 1969 par des ingénieurs en quête de contrats. Les plaignants demandaient le remboursement de ces pots-de-vin et les intérêts cumulés.

En 1973, M. Agnew avait démissionné de la vice-présidence et avait été condamné à trois ans de prison avec sursis et 10 000 dollars d'amende pour évasion fiscale.

Pérou

Arrestations et affrontements armés dans le département d'Ayacucho

Lima (A.F.P., A.P.). - Quarante-deux personnes ont été arrêtées dans la région d'Ayacucho, dont cinquante dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du maire par intérim de la ville, a-t-on appris, mardi 4 janvier, de source officielle. Un juge et un maire de district figuraient parmi ces cinquante personnes arrêtées.

D'autre part, dix-sept guérilleros auraient été tués mardi à l'est du département d'Ayacucho au cours d'un affrontement avec les forces de l'ordre.

Des guérilleros ont attaqué des paysans, toujours dans la région d'Ayacucho, blessant gravement l'un d'eux. Des inconnus armés ont blessé un militaire dans la capitale du département.

Le nouveau ministre des finances, M. Carlos Rodríguez Pastor (le Monde du 5 janvier), a affirmé, mardi à Lima, que le Pérou n'avait pas l'intention de renégocier sa dette extérieure, qui s'élève à 10 milliards de dollars, parce qu'il espère obtenir de nouveaux prêts de l'étranger.

« Alors que nous avons besoin d'obtenir de nouveaux prêts, nous

ne pouvons donner l'impression que nous ne sommes pas en mesure de rembourser en embaissant une renégociation », a-t-il dit. Les échéances de la dette extérieure du Pérou pour 1983 s'élèvent, selon des sources proches de la Banque centrale, à 1,2 milliard de dollars. 600 millions de dollars sont dus, en outre, au titre des intérêts.

Le ministre a indiqué que, à la fin de l'année 1982, le déficit de la balance des paiements était de 1,5 milliard de dollars, mais que le déficit commercial, évalué à 500 millions de dollars, « était inférieur de moitié aux prévisions ».

Les services de la dette absorbent jusqu'à 36 % du budget de l'Etat, qui est, pour cette nouvelle année, de 5,6 milliards de dollars, avec un déficit estimé de 1,2 milliard de dollars.

M. Rodríguez a confié qu'il continuerait à suivre les grandes lignes de la politique menée par son prédécesseur, M. Manuel Ulloa, basé sur des mini-évaluations de la monnaie et une libération des prix pour la plupart des produits de consommation courante.

هناك انوار

LES CÉRÉMONIES DE VŒUX A L'ÉLYSÉE

M. François Mitterrand invite les Français
« à l'effort et à la mobilisation » en 1983

M. François Mitterrand a placé l'année 1983 sous le signe « de la mobilisation et de l'effort » en recevant, tout au long de la journée de mardi 4 janvier, les vœux traditionnels des différents représentants de la nation.

Comme à l'habitude, les membres du gouvernement, arrivés à pied dans la cour de l'Élysée derrière le premier ministre, ont ouvert, à 10 heures, la série des cérémonies.

Après avoir reçu les vœux du gouvernement (le Monde du 5 janvier), M. François Mitterrand a notamment insisté sur la nécessité, pour les ministres, de « se faire obéir par leurs administrations ». « De ce point de vue, a-t-il ajouté, j'observe tout de même un certain nombre de défaillances... Il faut avoir de l'autorité sur l'administration ce qu'il ne faut pas confondre avec l'autoritarisme. Pour avoir de l'autorité, il ne faut pas se contenter de donner des instructions, il faut veiller à leur exécution. Et là-dessus, monsieur le premier ministre, je suis sûr que vous comptez sur votre vigilance pour que dans chaque secteur de l'Etat, cette règle simple soit respectée par les ministres qui ont la charge de l'Etat. »

Devant les corps constitués, le président de la République s'est attaché à masquer la différence entre l'Etat et la nation : « L'Etat n'est pas le souverain, a-t-il dit. Il est au contraire au service de la nation. » M. Mitterrand a ensuite déclaré : « Rien n'oblige l'Etat à multiplier les textes ou à intervenir à tout propos, car il n'est finalement pas le seul à pouvoir répondre aux besoins (...). C'est une propension naturelle de notre esprit, en raison même de nos traditions de droit écrit. Il ne faut pas croire qu'un problème est réglé parce qu'il figure noir sur blanc sur un document. Mais il faut freiner cette tendance naturelle à répondre à toutes les aspirations ou à combler tous les vides. Dans certaines circonstances, l'Etat doit savoir s'effacer. Telle est, selon moi, le conditionnement de son autorité et de son efficacité : être la solution ultime lorsque son action devient à l'évidence indispensable. »

Quant à la manière de faire, pour y parvenir, c'est plus compliqué. D'autres avant nous ont essayé, sans grand succès, d'attendre donc du gouvernement qu'il marque dans cette affaire, comme dans d'autres,

tandis que retentissent les airs joués par la batterie-lautier de la garde républicaine.

Répondant brièvement aux vœux du gouvernement que venait de lui présenter M. Mauroy, le chef de l'Etat a notamment appelé les ministres à faire preuve de davantage « d'autorité sur l'Etat et sur leurs administrations ».

Le long cortège de personnalités qui se sont succédés dans la salle des fêtes et diffé-

rents salons du palais ne s'est interrompu qu'à l'heure du déjeuner. Le président de la République est alors sorti dans la cour de l'Élysée pour passer en revue la garde républicaine avant de confier à sa table le premier ministre, les présidents des Assemblées et les présidents du Conseil constitutionnel et du Conseil économique et social.

Mercredi après-midi, le chef de l'Etat devait recevoir les représentants des « forces vives » de la nation, puis ceux de la presse. manifesté dès les lendemains de la nuit du 4 août et a pris peu à peu une telle ampleur que notre pays est aujourd'hui couvert d'un tissu de petites privilèges, chacun en appelant un autre. On les dénonce parfois, mais ils résistent efficacement aux faibles attaques dont ils sont l'objet. Comment ne pourrais-je vous encourager à ne pas faiblir dans l'intention que vous avez manifestée récemment de lutter contre ces abus ? L'obstacle n'est pas négatif, il n'a vraiment plié jusqu'ici que la faveur d'une révolution.

Le second facteur de prolifération des textes est la tentation de répondre à l'attente des uns ou des autres ou de décourager une pression corporative ou politique, par l'élaboration d'un texte, par sa seule existence, de toutes les vertus, alors que passe au second plan le souci de son application.

La « sérénité » des armées

Devant les chefs des armées, M. Mitterrand a réaffirmé le caractère global de la dissuasion dans la politique de défense de la France. Répondant aux vœux présentés par le chef d'état-major des armées, le général Lacaze, le chef de l'Etat a souligné que la dissuasion « comporte des priorités, d'abord la composante nucléaire, qui doit garder le niveau de suffisance nécessaire ». Il a ajouté : « Je veillerai à ce que les autres composantes conservent pour le présent et l'avenir les capacités requises par leurs missions, précédemment parce que tout est complémentaire (...). J'ai été très sensible à l'expression des vœux que vous venez de me transmettre, général. A travers eux, j'ai ressenti les préoccupations d'une armée consciente des difficultés de l'heure, beaucoup plus sereine, je le crois, qu'on ne le dit, prête en tout cas à s'engager avec détermination sur la voie qui lui sera tracée. Il me suffit de vous remercier à nouveau, d'échanger des propos avec nombre de vos subordonnés, d'apprécier la qualité des citoyens français qui ont réappris à aimer leur armée, pour avoir confiance, non pas une confiance déraisonnable fondée seulement sur un souhait, mais sur des données positives. »

Le chef de l'Etat a ensuite rendu hommage, tour à tour, à l'œuvre accomplie par le Parlement — en se félicitant de l'équilibre des pouvoirs — et par le Conseil constitutionnel, dont il a salué l'indépendance. Puis il a reçu Mgr Lustiger, le pasteur Maury et le grand rabbin Sirat. Au cours d'une brève conversation informelle, a indiqué M. Michel Vauzelle, porte-parole de l'Élysée, le chef de l'Etat et ses interlocuteurs ont évoqué la place et la nécessité d'une éthique dans la société actuelle, ainsi que le rôle de la France dans la défense des droits de l'homme.

Enfin, M. Jacques Chirac, qui présentait les vœux du Conseil de Paris, a entendu M. Mitterrand exalter les vertus d'un « bon dialogue » et d'une « bonne concertation » entre l'Etat et sa capitale.

Reste la question, essentielle, de l'Etat et de sa réforme. M. Mitterrand a souligné qu'il s'agit plus « d'ajuster » la gauche s'avisant, peut-être un peu tard, qu'elle ne dispose pas de l'instrument adéquat et qu'elle gagnerait à la réforme en le dépolluant de ses fonctions « inutiles ». On voit donc poindre une nouvelle conception de l'Etat (le Monde du 16 décembre), tirant la conséquence d'un constat : à savoir que tout « Etat-providence » a cessé d'être un instrument de lutte contre la crise et l'indigence, son tour, par ses pesanteurs, la crise elle-même.

Celles-ci tiennent en partie à la perméabilité des hommes politiques, à l'absence de membres du gouvernement, aux corporatismes. A cet égard, les propos adressés par M. Mitterrand aux ministres ont valeur de mise en garde.

Le président de la République n'ignore pas en effet que le sort de la gauche dépendra aussi de sa capacité à résister à de telles pressions, pour faire prévaloir l'intérêt général, comme de son aptitude à vider de sa substance toute critique fondée sur l'aggravation de l'emprise de l'Etat et de la bureaucratie sur la vie des citoyens.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Une nouvelle conception de l'Etat

M. François Mitterrand a saisi l'occasion des traditionnelles cérémonies de présentation des vœux à l'Élysée pour développer trois thèmes : la nécessaire autorité des ministres sur leur administration ; les dangers d'une trop grande prolifération de textes de tous ordres ; le souhait de voir l'Etat « alléger » de ses fonctions « inutiles ».

Trop de « défaillances », a dit le chef de l'Etat en incitant les membres du gouvernement à « se faire obéir » par leurs administrations ; la difficulté n'est pas nouvelle, M. Mitterrand l'a déjà soulignée à l'Élysée lors des cérémonies de présentation des vœux pour 1982. Le message peut cependant donner lieu à diverses interprétations.

Il y a, sans nul doute, de la part du chef de l'Etat la volonté de rappeler la prééminence de la nation sur l'Etat, de ses représentants sur les fonctionnaires. On retrouve là l'idée chère aux socialistes, que l'action de la gauche serait entravée par une haute administration réticente, voire hostile. N'a-t-elle pas été, comme l'a dit M. Claude Estier, formée à l'école du libéralisme économique classique ? La conviction de M. Mitterrand émise, en accordant à l'Élysée, que certains grands corps (l'inspection des finances pour ne pas la nommer) « tenaient » l'Etat ; or, disait-il, « on ne peut être deux » dans ce rôle. Certains socialistes en avaient conclu qu'il faudrait « couper des têtes »...

Mais le message vaut pour les ministres eux-mêmes, coupables, pour certains d'entre eux (on voit mal que MM. Delors, Fabius, Chevènement ou Bérégovoy, par exemple, puissent entrer dans cette catégorie), de ne pas exercer l'autorité nécessaire. Ce vice de fonctionnement, inquisiteur après dix-huit mois de pouvoir, a tenu à une trop longue cure d'opposition, et donc à l'insécurité.

Mais cet argument perd chaque mois de sa pertinence. Il faut donc, aussi et surtout, mettre en cause le comportement des membres du gouvernement et de leurs cabinets : souvent pléthoriques, ces cabinets ont voulu et veulent encore tout faire par eux-mêmes, au prix d'une débauche

de l'effort et à la mobilisation en 1983.

La prolifération des textes

Le président de la République a donc accueilli favorablement les propos de M. Pierre Nicolai, vice-président du Conseil d'Etat, qui lui avait détaillé les inconvénients d'une trop grande prolifération des textes. A son tour, M. Mitterrand a mis en cause l'« esprit français », et son goût pour considérer qu'un problème est résolu dès lors qu'il est codifié.

Mais l'« esprit français » a bon dos : n'est-ce pas la culture d'une partie non négligeable de la gauche ? N'est-ce pas ce gouvernement qui a entrepris de changer la société par des lois et des décrets de tous ordres ? Il est vrai que le président et son premier ministre considèrent que l'essentiel (c'est-à-dire les grandes réformes de structures) a été fait. Nous sommes donc entrés dans une phase de « gestion » du changement, et donc, logiquement, de moindre production de textes.

« Selon un sondage réalisé par la Sofres du 21 au 29 décembre auprès de mille personnes en âge de voter et publié par le Parisien libéré daté du 5 janvier, une majorité de Français (46 % contre 36 %) jugent négativement le bilan de l'action du président de la République depuis son élection. En septembre 1982, une enquête similaire donnait 47 % d'avis négatifs contre 34 % d'avis favorables. Parmi les éléments positifs du bilan de cette action, 52 % des personnes interrogées placent au premier rang la paix sociale, tandis que le pouvoir d'achat arrive bon dernier avec 16 %.

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a déclaré dimanche 2 janvier devant le congrès de la Fédération R.P.R. de Martinique, à Fort-de-France, que « l'action du gouvernement se soldait par un triple échec politique, économique et social ».

M. Chirac souhaite que la concertation
s'établisse entre l'Etat et Paris

Recevant, mardi 4 janvier, les vœux des journalistes accrédités à l'Hôtel de Ville de Paris, M. Jacques Chirac a évoqué les problèmes de la liberté de l'information et ceux des ressources des collectivités locales. Dans ces deux domaines le maire de Paris s'est montré fort critique à l'égard de l'évolution actuelle.

A propos de la presse M. Chirac a déclaré : « Le problème de l'indépendance se pose dans un pays où l'Etat a une tendance spontanée à vouloir contrôler l'information. Cela ne fait que s'accroître aujourd'hui dans des conditions préoccupantes pour ceux qui sont attachés à une certaine idée de la démocratie. Le maire de Paris a ajouté : « Ce problème ne peut être traité que par une grande réforme de l'information et de la communication qui permettra à la liberté de trouver sa place ».

M. Chirac, qui a déjà exposé les grandes lignes d'une libéralisation et d'une privatisation partielle de l'audiovisuel, présentera prochainement son plan en matière de communication.

Le maire de Paris a ensuite exposé ses « préoccupations » concernant les collectivités locales et plus particulièrement les grandes villes. La principale est inspirée, par la diminution des ressources dont disposent ces villes. M. Chirac voit trois raisons à cette baisse : la réduction des dotations de l'Etat, les transferts accrus de charges de l'Etat aux communes et les mécanismes de péréquation qui sont périmés et qui s'exercent notamment au détriment de Paris.

Le maire a estimé que « c'est à partir des grandes villes que la lutte contre la récession pourra être organisée » et il a affirmé : « Les perspectives sont très sombres pour les finances locales des grandes villes ».

« L'Humanité » exhorte les communistes à ne pas céder au découragement

Alors que le comité central du parti communiste doit se réunir, les 10 et 11 janvier, pour fixer les orientations du parti dans la campagne des élections municipales, l'Humanité publie, mercredi 5 janvier, un article d'André Wurmser, écrivain et éditeur du quotidien du P.C.F., qui met en garde les communistes contre le risque du découragement face à la situation politique actuelle.

Le titre de l'article d'André Wurmser : « La rogne, la grogne et le parti » reprend une formule par laquelle le général de Gaulle dénonçait, en 1961, « l'agitation qui trouble parfois la surface » de l'opinion. L'éditorialiste luge, toutefois, « alarmant » le nombre de ceux qui lui « font part de leur amertume, de leur mécontentement, voire de leurs hésitations ». Il déclare redouter les conséquences de « leur sous-estimation de ce qu'à de précieux, surtout à long terme, une politique d'union et la surestimation de ce qu'elle a, surtout dans l'immédiat, de désagréable ».

« Les communistes ou amis des communistes », écrit André Wurmser, ont vu « et c'est une grave erreur de leur part s'ils laissent ce qu'ils auraient préféré ne pas voir l'emporter dans leur esprit sur ce qu'ils sont contents d'avoir vu — le gouvernement de leur choix laisser la même télé-encroûtement l'opinion publique et répercuter le même anticommunisme et un antisocialisme plus injurieux ; les mêmes giscardiens continuer souvent de diriger, après la nationalisation, les mêmes entreprises, comme au temps où leur politique était celle du grand capital ; les riches demeurer aussi riches et les pauvres aussi ».

Le maire de la capitale a alors évoqué trois problèmes propres à Paris. Après la sécurité, il a cité la construction de logements. En raison des insuffisantes dotations de l'Etat, des contraintes économiques et aussi des effets de la loi Quilliot, M. Chirac redoute que la situation devienne « très préoccupante » et rappelle celle que le pays a connue après les dernières guerres. Enfin à propos des transports en commun dont la réforme sera étudiée par le Parlement, au printemps, le maire de Paris a souhaité que s'établisse une concertation entre l'Etat et les élus parisiens.

En conclusion M. Chirac a déclaré : « Je forme le vœu que s'établisse entre Paris et l'Etat des rapports de solidarité et de concertation, ce qui n'est pas tout à fait le cas aujourd'hui ».

UNE RÉACTION

DE M. PAUL QUILÈS

M. Jacques Chirac a brièvement évoqué le nouveau statut de la capitale en disant : « Je forme des vœux pour que le statut de Paris ne se révèle pas fâcheux. Mais puisqu'il a été voté et qu'il existe, il sera appliqué dans le meilleur esprit en faisant en sorte d'en tirer ce qui est positif et d'en réduire ce qui est négatif. »

M. Paul Quilès, député socialiste et chef de file des listes d'union de la gauche à Paris a relevé les propos de M. Chirac en déclarant : « Je note avec satisfaction que le maire de Paris, au-delà d'une reconnaissance obligée de la loi républicaine admet qu'on peut tirer des éléments positifs du nouveau statut. Il est aujourd'hui contraint de reconnaître que les idées de décentralisation et de démocratisation sont compatibles avec le principe d'unité de la capitale. »

« L'Humanité » exhorte les communistes à ne pas céder au découragement

Alors que le comité central du parti communiste doit se réunir, les 10 et 11 janvier, pour fixer les orientations du parti dans la campagne des élections municipales, l'Humanité publie, mercredi 5 janvier, un article d'André Wurmser, écrivain et éditeur du quotidien du P.C.F., qui met en garde les communistes contre le risque du découragement face à la situation politique actuelle.

Le titre de l'article d'André Wurmser : « La rogne, la grogne et le parti » reprend une formule par laquelle le général de Gaulle dénonçait, en 1961, « l'agitation qui trouble parfois la surface » de l'opinion. L'éditorialiste luge, toutefois, « alarmant » le nombre de ceux qui lui « font part de leur amertume, de leur mécontentement, voire de leurs hésitations ». Il déclare redouter les conséquences de « leur sous-estimation de ce qu'à de précieux, surtout à long terme, une politique d'union et la surestimation de ce qu'elle a, surtout dans l'immédiat, de désagréable ».

« Les communistes ou amis des communistes », écrit André Wurmser, ont vu « et c'est une grave erreur de leur part s'ils laissent ce qu'ils auraient préféré ne pas voir l'emporter dans leur esprit sur ce qu'ils sont contents d'avoir vu — le gouvernement de leur choix laisser la même télé-encroûtement l'opinion publique et répercuter le même anticommunisme et un antisocialisme plus injurieux ; les mêmes giscardiens continuer souvent de diriger, après la nationalisation, les mêmes entreprises, comme au temps où leur politique était celle du grand capital ; les riches demeurer aussi riches et les pauvres aussi ».

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Une nouvelle conception de l'Etat

M. François Mitterrand a saisi l'occasion des traditionnelles cérémonies de présentation des vœux à l'Élysée pour développer trois thèmes : la nécessaire autorité des ministres sur leur administration ; les dangers d'une trop grande prolifération de textes de tous ordres ; le souhait de voir l'Etat « alléger » de ses fonctions « inutiles ».

Trop de « défaillances », a dit le chef de l'Etat en incitant les membres du gouvernement à « se faire obéir » par leurs administrations ; la difficulté n'est pas nouvelle, M. Mitterrand l'a déjà soulignée à l'Élysée lors des cérémonies de présentation des vœux pour 1982. Le message peut cependant donner lieu à diverses interprétations.

Il y a, sans nul doute, de la part du chef de l'Etat la volonté de rappeler la prééminence de la nation sur l'Etat, de ses représentants sur les fonctionnaires. On retrouve là l'idée chère aux socialistes, que l'action de la gauche serait entravée par une haute administration réticente, voire hostile. N'a-t-elle pas été, comme l'a dit M. Claude Estier, formée à l'école du libéralisme économique classique ? La conviction de M. Mitterrand émise, en accordant à l'Élysée, que certains grands corps (l'inspection des finances pour ne pas la nommer) « tenaient » l'Etat ; or, disait-il, « on ne peut être deux » dans ce rôle. Certains socialistes en avaient conclu qu'il faudrait « couper des têtes »...

Mais le message vaut pour les ministres eux-mêmes, coupables, pour certains d'entre eux (on voit mal que MM. Delors, Fabius, Chevènement ou Bérégovoy, par exemple, puissent entrer dans cette catégorie), de ne pas exercer l'autorité nécessaire. Ce vice de fonctionnement, inquisiteur après dix-huit mois de pouvoir, a tenu à une trop longue cure d'opposition, et donc à l'insécurité.

Mais cet argument perd chaque mois de sa pertinence. Il faut donc, aussi et surtout, mettre en cause le comportement des membres du gouvernement et de leurs cabinets : souvent pléthoriques, ces cabinets ont voulu et veulent encore tout faire par eux-mêmes, au prix d'une débauche

Jeudi 6 janvier.
Le grand jour des soldes.

Franck & Fils
Paris 16^e

Franck et Fils, 80, rue de Passy, Paris 16^e. (Parking). Franck et Fils au Forum des Halles, à Paris 1^{er}, à la Maine Montparnasse.

POLITIQUE

LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME EN CORSE

Ce mercredi 5 janvier, les habitants de la Corse - où aucun incident grave n'a été signalé mardi - attendaient avec une grande curiosité les mesures que le conseil des ministres devrait adopter dans la matinée pour lutter contre le terrorisme dans l'île. Dans l'ensemble, les Corse estiment qu'une prochaine action d'ouverture de la police contre les

miliciens du Front de libération nationale de la Corse est des plus probables. Comme si les militants nationalistes pressentaient déjà des arrestations, le porte-parole de la Consulte des comités nationalistes (C.C.N.), mouvement séparatiste légal, a affirmé, mardi 4 janvier au soir, à Bastia : « Nous défendons

les militants nationalistes emprisonnés quels qu'ils soient ». Cette même Consulte des comités nationalistes se réunira en assemblée générale, à Bastia, le 29 janvier.

D'autre part, un correspondant anonyme a révélé, mardi 4 janvier, par un appel téléphonique au commissariat central d'Ajaccio, les attentats contre

la gendarmerie de Peri, mardi, et contre un gendarme mobile en faction devant la centrale thermique de Vizzio, il y a plusieurs semaines, au nom des « Brigades révolutionnaires corse », mouvement jusqu'à ce jour inconnu.

Les limites de la répression

Plus personne n'en doute. La « réponse » policière est sur le point d'être donnée en Corse. Les « conseils de guerre » entre MM. Mitterrand, Defferre et Franchessi en sont le signe annonciateur. Tout comme le long concubinage entre le secrétaire d'Etat à la sécurité publique et le président, dans sa retraite landaise la semaine passée. Après une politique de « description », la trêve et ses espoirs, se nous donc une réplique qui risque fort de rassembler à un « tout-policier » comme l'on parle du « tout-nucléaire ».

On aurait tort d'imaginer les forces de l'ordre ravies de partir « en chasse », sûres de marquer des points - sur-le-champ - dans la lutte qu'on leur assigne contre le Front de libération nationale de la Corse. Les policiers ont trop bien compris - de 1977 à 1981 - que la multiplication des arrestations, des incriminations et des condamnations par l'ex-Cour de sûreté de l'Etat n'aboutissait pas à un miracle. C'était l'époque de la « pêche au chub » selon la formule d'un policier : on arrêtait en masse, en gros. Sans se préoccuper des retombées politiques.

La stratégie du filtre - arrêter à bon escient, à coup sûr - a depuis succédé à cette « pêche au chub ». Les policiers ont été épuisés de la satisfaction, même si les résultats ont été maigres. Cette stratégie va-t-elle brusquement être mise en cause ? C'est là un risque, pour deux raisons majeures. Primo, même si les forces de l'ordre ont rarement bénéficié d'un tel consensus populaire favorable à leur action, toute erreur de leur part, toute « bavure » modifiera rapidement les fragiles rapports de force dans l'île. Secundo, le F.L.N.C. se satisfait sans doute d'une répression boulimique, avec son cortège de « martyrs ».

Toute répression est d'un usage difficile. La belle découverte... Elle est - dans le cadre de la République - indéfinissable dès lors que la sécurité des biens et des personnes n'est plus assurée. Elle est, aussi, une manière de piéger tendu par ceux qui la provoquent en Corse. Elle est, surtout, inefficace sans relais politique. Les policiers arrêtent des hommes. Ils ne se préoccupent pas d'économie ni d'identité culturelle.

LAURENT GRELSAMER.

(Suite de la première page.)

Quelques signes, déjà, laissent pressager une relance de la machine grippée. A commencer par l'inevitable, « raté » : l'annonce, mardi après-midi, d'un vol d'armes communi- au greffe du palais de justice de Bastia. Les différents services de police vérifient l'information, qui se révèle partiellement fautive. Aucune arme n'aurait été volée, mais des inconnus seraient introduits par effraction dans les locaux du greffe, pour y faire des recherches.

Deux interpellations

Et puis, ce même après-midi, des inspecteurs de la police judiciaire interpellent à Corte M. François Leonelli, un agent de l'Institut national de la recherche agronomique, âgé de vingt-neuf ans, et M. Ange Delfini, âgé de trente-quatre ans, employé au centre de protection sociale, deux nationalistes que le docteur-vétérinaire Jean-Paul Lafay, blessé le 31 décembre de trois balles de neuf millimètres, affirme avoir identifiés, l'été dernier, lors d'une tentative de négociation avec le F.L.N.C. pour échapper à l'impôt révolutionnaire.

Sans doute s'en verra par ces interpellations rattraper les erreurs du

Le « Front » et ses marges

premier jour de l'enquête. Samedi, les gendarmes de Corte avaient déjà appréhendé et interrogé, en effet, M. François Leonelli, onctueux parfois d'un avertissement urbain, en principe seule compétence. Voilà donc effacé au plus vite un cas patent de cette « guérilla » des policiers - traditionnelle dans l'île - dès qu'il s'agit de poursuivre le maquisard. Encore un bon signe. Mais surtout, l'enquête sur l'affaire Lafay - pourrait, avant même que s'organise une lutte générale contre le F.L.N.C., fournir certaines indications sur l'état actuel du mouvement clandestin.

Car l'agression contre le vétérinaire de Corte paraît, à y regarder de plus près, bien mystérieuse, et certains observateurs veulent déjà y voir l'illustration de quelque fragilité du « Front ». Des informations de source sérieuse permettent de se demander si, en se montrant récalcitrant et intrépidité, le docteur Lafay n'a pas poussé à bout quelques militants de base qui, par panique, auraient ensuite décidé une exécution sommaire sans en référer à leur direction politique.

Mieux vaut dérouler le fil de la version de la victime : à la mi-juin, le docteur Lafay se voit une première fois réclamer l'impôt révolution-

naire. Ses excellentes relations avec les éleveurs locaux lui permettent d'entrer en contact avec le F.L.N.C. Il rencontre, en juillet, dans le maquis, deux hommes en canoë qu'il affirme aujourd'hui être les deux nationalistes gardés à vue à Bastia.

Il leur annonce son refus de se soumettre au racket, mais propose de s'associer avec un autre vétérinaire, corse cette fois, qui pourrait être désigné par le F.L.N.C. Ses interlocuteurs demandent le temps de la réflexion. Le docteur Lafay espère ainsi gagner du temps. Mais, en novembre, le refus du F.L.N.C. lui est signifié par un tir nourri contre sa voiture et la façade de sa maison.

Pour tenter de convaincre encore, le vétérinaire cherche M. François Leonelli, parti en stage jusqu'au 19 décembre. Une dizaine de jours avant l'attentat, une rencontre, sous un prétexte professionnel, est organisée dans le cabinet du docteur. Le technicien de l'INRA se sait donc reconstruit, peut-être déjà démonté.

La tentative d'homicide, toutefois, ne peut pas lui être imputée. A en croire l'enquête des gendarmes, son alibi, le 31 décembre vers 19 heures, serait des plus solides. Et, de toute façon, les deux Corse arrêtés mardi ne sont pas officielle-

ment soupçonnés d'avoir commis l'agression. Le juge d'instruction, M. Gérard Pancrazi, espère seulement par cette procédure vérifier si le docteur Lafay a bien reconnu ces deux hommes des militants du F.L.N.C.

Cautionner les bavures

Si la thèse d'une initiative sans ordre de clandestins de base se vérifie, ce serait au moins la seconde fois en quelques mois que la direction du front devrait « couvrir » par une justification politique une bavure de ses troupes. En février déjà, un commando avait détourné le sens donné à une « nuit bleue » en tuant un légionnaire, et le F.L.N.C. avait dû cautionner cet acte dément.

Le front est aujourd'hui présenté comme un mouvement fort, bien structuré, mieux protégé qu'en 1980. Ses chefs auraient tiré la leçon des erreurs commises dans le passé par excès d'ambition, et les quelques deux cents activistes qui composeraient le F.L.N.C. courraient, en principe, moins de risques de se faire prendre qu'auparavant.

Mais ce mouvement, selon certains, aurait au moins une faiblesse : son manque de cohésion interne. Sa direction, depuis l'arrivée au pouvoir de M. Mitterrand, éprouverait des difficultés à « coller » à sa base. Il serait régulièrement traversé de vagues de jusqu'au-bordisme ou de brusques poussées d'initiatives personnelles. De nombreux attentats au plus fort de la trêve auraient été commis par des équipes isolées dans le sud de l'île, puis, dans ce plaines ornières, certains, au sein de l'organisation, refusant toute idée d'une association avec l'Etat.

Des signes disparates apparaissent parfois dans la clandestinité. Ainsi, ces « Brigades révolutionnaires corse » qui ont revendiqué l'attaque, lundi soir, d'une gendarmerie à Peri - ainsi qu'un attentat il y a quelques semaines contre un gendarme mobile - seraient composées de membres du front laissés sans ordre ou en mal d'action entre deux commandes de leur hiérarchie.

Le F.L.N.C. aurait aussi décomposé une autre composition : des « brigades » que lors de ce que certains appellent son « âge d'or » (1975-1981). De nombreux militants emprisonnés et condamnés sous le septennat précédent ne seraient pas retournés à la lutte active, soit par divergence avec les options prises - notamment sur le thème de la « chasse aux Français » - soit par choix personnel. Aurait alors été recrutée une génération de jeunes, originaires de la périphérie des villes, souvent oisive parce que sans emploi, parfois en lisière de la délinquance, en tout cas soucieuse de vivre la clandestinité comme une aventure aux parfums forts.

Ainsi peuvent s'expliquer, selon certains observateurs corse, les glissements constatés, ici ou là, vers des affaires de droit commun, rackets ou attentats à l'égard de la gendarmerie ou de la police. Les dirigeants du F.L.N.C. refusent de reconnaître mais qu'on dispute, en plus souvent à quelques-uns de ses membres isolés. « Un pistolet est payé de 3 000 à 5 000 F », remarque un commissaire, et nous pensons que certains clandestins profitent de leur situation pour offrir un négoce spéculatif.

Voilà un terrain véritablement favorable pour les policiers qui, à défaut de surprendre les posés de bombes en flagrant délit, peuvent prévoir d'autres « bavures », quelques incursions dans la délinquance et des discordances d'actions. Alors qu'ils s'efforcent à restaurer leurs enquêtes, les services de police adressent cependant une surprise : une mise en garde : viser la tête du F.L.N.C. est la seule chance d'enrayer en Corse le terrorisme. Mais c'est aussi attaquer le niveau le plus « modérateur » de la clandestinité nationaliste. L'Élysée et le ministre de l'Intérieur, explique-t-on, doivent savoir que la violence, en cas de bonnes prises, peut se révéler plus sauvage, plus désempée encore. On peut se sourire, mais l'évidence s'impose : le F.L.N.C. fournit dans l'île un dérivatif à une frange de la jeunesse.

PHILIPPE BOGGIO.

LES DÉCISIONS GOUVERNEMENTALES

Les commissaires de police ne veulent pas « porter le chapeau »

Une réserve extrême prévalait, mercredi matin 5 janvier, au cabinet du secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique, alors qu'était présenté en conseil des ministres le « plan » regroupant un « ensemble de mesures cohérentes » destinées à lutter contre la violence en Corse. On se contentait de préciser que le détail de ce dispositif devrait être présenté, avec quelque solennité, à 15 heures, lors d'une conférence de presse, par M. Gaston Defferre et Joseph Franchessi.

De ce plan, qui marque un changement de stratégie policière (le Monde du 5 janvier), connaît-on du moins les principales têtes de chapitre : coordination des services concernés, augmentation des effectifs, mutations de responsables.

En matière de coordination, le changement d'habitudes recherché concerne aussi bien les services de la police nationale entre eux - on souligne à Paris une mauvaise coordination - entre renseignements généraux et police judiciaire en

Corse-du-Sud - que les rapports de la gendarmerie et de la police nationale. Le nom de M. Pierre Quilici, cinquante ans, actuellement adjoint au commissaire central-directeur départemental des polices urbaines à Marseille, a d'abord été avancé pour le poste de coordonnateur des services de police en Corse. Bien que non confirmé en haut lieu, la mutation dans l'île de ce commissaire divisionnaire corse par son père et sa mère et originaire de la région de Porto-Vecchio est, selon notre correspondant à Marseille, imminente.

Mais la fonction qu'il occupera à l'été l'objet de discussions, durant la journée de mardi, au ministère de l'Intérieur. La formule suggérée par certains - qu'il soit nommé directeur du cabinet de M. Paul Rouzeau, commissaire de la République de Corse-du-Sud, préfet de région, n'était pas acceptée par tous. En fait, le « plan » adopté prévoirait sans doute une coordination à un plus haut niveau : tant le chef d'es-

cadron Christian Prouteau, pour l'Élysée, que le commissaire Robert Broussard, pour le secrétariat d'Etat chargé de la sécurité publique, se sont plusieurs fois rendus en Corse depuis cet été...

Quant à l'augmentation des effectifs, elle avait été envisagée avant les événements du nouvel an par la direction générale de la police nationale : un télégramme avait été adressé aux services généraux d'administration de la police (S.G.A.P.) afin de rechercher vingt à vingt-cinq inspecteurs volontaires pour la Corse - moitié pour la police judiciaire, moitié pour les renseignements généraux. « C'est la qualité plus que le nombre que l'on recherche », précise-t-on dans les directions centrales concernées.

Reste la mutation de deux des principaux responsables policiers de l'île. M. Jean Morazzini, directeur régional des R.G., mis à la disposition de la direction centrale, et M. Jean Biancamano, commissaire central d'Ajaccio, mis à la disposition générale de la police nationale. Ce remplacement de deux policiers corse par des « continentaux » suscite les commentaires peu amènes de M. Robert Naud, secrétaire général du Syndicat des commissaires de police. « Il est parfaitement scandaleux qu'on fasse porter le chapeau à deux commissaires de police, nous a-t-il déclaré. Ils n'ont fait qu'exécuter les ordres du gouvernement. Pourquoi ne pas avoir le courage de dire : on a tenu une politique, la concertation, la malade tendue, et c'est un échec ! N'aurait-on pas donné comme consigne, après le 10 mai, de ne pas interdire qui que ce soit ? »

Dans les services centraux, concernés, on se refuse à dire nettement que les deux commissaires concernés auraient « démissionné ». « On change de politique, donc on change les hommes », confie-t-on officiellement. On fait seulement remarquer que ces deux mutations, dont l'une au moins, celle de M. Morazzini, était envisagée avant le week-end dernier, concernent des fonctionnaires résidant à Ajaccio (Corse-du-Sud), où une petite « guerre » entre services était plus sensible qu'à Bastia (Haute-Corse).

EDWY PLENEL.

DANS LA COMMUNAUTÉ NIÇOISE

Tristesse, impuissance, incompréhension

De notre correspondant régional

Nice. - Qu'il s'agisse de la condamnation de la violence ou de la gravité de la situation, toutes les motions recueillies auprès de la communauté corse de la Côte d'Azur (1) convergent. « Nous devons nous refuser catégoriquement cette aventure », déclare M. Nonce Franceschetti, secrétaire général du syndicat des dockers du port de Nice. « Des lors que des citoyens français sont menacés dans leurs biens et dans leur personne au seul motif qu'ils sont non-Corses, ajoute un avocat niçois, M. Jean-Pascal Carliotti, on atteint le seuil de l'insupportable ».

Tous ne vont pas cependant jusqu'à avouer, comme le fait M. Charles Danesi, président de la Fédération des amicales corse des Alpes-Maritimes, leur « honte d'être Corse en ce moment ». La plupart flétrissent en termes très vifs les « postures de bombes » du F.L.N.C. considérées par un fonctionnaire de l'éducation nationale comme « des parasites », ou accusés par M. Franceschetti, de s'être « apparentés à des groupes fascistes » s'ils ne « font marcher, selon M. Danesi, des imbéciles et quelques jeunes égarés ».

Le jugement porté sur les groupes extrémistes par les étudiants corse de l'université de Nice est beaucoup plus nuancé : plus compréhensif. A la Faculté universitaire des Collines, Marie-Catherine, vingt-deux ans, une étudiante en économie, originaire de Calenzana, déplore : « Les gens, les indépendants, les socialistes, les communistes, les politiques à une action terroriste », mais ne veut pas oublier « la violence » et « l'effort par lequel on a pu vaincre l'Etat existant en tant que nation ». Pro-autonomistes, les jeunes Corse étaient d'ailleurs à l'époque, à 90 % et « il faut être sincère », on s'est toujours battu contre la colonisation que l'état particulier n'a pas fait vraiment disparaître.

Comme Marie-Louise, vingt-six ans, future psychologue, les étudiants corse de Nice sont en fait « un peu perdus ». Ils n'approuvent pas plus, comme cette camarade cannoise, le « soi-disant impôt révo-

lutionnaire » sous lequel se dissimulent certainement, pour M. Franceschetti, des « actes de gangstérisme ». Personne, en bref, ne reconnaît, au lieu de le sentiment général, selon M. Charles Ciochetti, un avocat niçois qui a longtemps présidé l'association locale des Corse, est celui « de la tristesse, de l'impuissance et de l'incompréhension ».

Une ingérence étrangère ? Pourquoi pas ? « Cette façon d'agir ne peut pas être corse », on voit bien en revanche comment la situation pourrait dégénérer vers l'autodéfense ou la réurgence, sous une forme ou sous une autre, d'un nouveau mouvement franc.

Menaces

Sans mésestimer non plus les risques d'une xénophobie à rebours des continentaux à l'égard des Corse, les émeutes manifestes sont déjà la conséquence de menaces reçues par l'un des responsables de l'annuaire des Corse de Nice et signés « L. Pinzani » ; celle aussi adressée au vice-président de l'association d'Amibes, lui enjoignant de « faire sa valise », ou encore la destruction du pare-brise de la voiture d'un étudiant corse de Nice, avec cette laconique inscription : « Va-t-en ! ».

La solution ? « Certainement pas la répression. Elle a échoué et elle échouera encore. » A moins, estime Doumé, vingt et un ans, qu'elle soit sélective et qu'elle vise à annihiler le noyau extrémiste. Mais qui le compose ? « Peut-être pas non plus le parachutage de policiers continentaux qui ne connaissent pas grand-chose à l'histoire psychologique corse ». Plus sûrement, sans doute, pense M. Jacques Susini, adjoint au maire de Cannes, « par une mobilisation des Corse de l'île eux-mêmes », et, complète M. Carliotti, « sans que l'Etat républicain ne baise pour autant les bras ».

GUERRE

(1) Elle est estimée à vingt-deux personnes, dont dix mille à Nice.

Chiner à Paris

C'est d'abord faire un tour dans cette véritable caverne d'Ali Baba qu'est « Le Dépôt-Vente de Paris » où sont déposés sur 2400 m² les objets les plus insolites comme les meubles anciens et d'occasion voire les pianos, livres de poche ou réfrigérateurs. Le Dépôt-Vente de Paris, 81, rue de Lagny, Paris 20^e.

PROBLÈMES PSYCHOLOGIQUES & SOLITUDE MORALE

Consultations par correspondance Renée Deschamps, docteur en psychologie 2250 Route de Mandé, 34100 MONTPELLIER

POUR BIEN S'ASSOIR ET BIEN DORMIR

Sans l'éloigner du mur, la banquette-lit STEINER se transforme en vrai lit pour 2 personnes par un simple basculement.

CAPÉLOU 37, Av. DE LA REPUBLIQUE 75011 PARIS - M^e Parmentier DISTRIBUTEUR TEL. 357.46.35

مکان العمل

POLITIQUE

Deux militants socialistes s'interrogent sur la politique de défense de la gauche

La revue *Alternatives* non violentes publie une série d'articles sur la gauche et l'arme nucléaire. M. Patrick Viveret, membre du P.S., rocardien, évoque le débat qui avait eu lieu, en 1977, au sein de son parti, où il avait défendu « une ligne de transition vers l'abandon du nucléaire ». M. Viveret estime que le soutien à cette position était alors « de l'ordre de 50 % des militants de base du parti », ce qui n'empêcha pas l'adoption, en 1979, du projet socialiste, qui « contient un véritable total et sans réticence, non seulement au « maintien en état », mais aussi à la « modernisation » de l'arsenal nucléaire ».

Selon M. Viveret, « la décision de lancer un septième sous-marin nucléaire » correspond à « la version théologique » de dissuasion nucléaire, reprise par les socialistes, mais, « d'autre part, il est certain que les liens avec l'OTAN se sont plutôt resserrés depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir ».

Il explique : « Je crois que la gauche, si elle ne trouve pas un vrai débat sur la défense, est condamnée à juxtaposer plusieurs politiques : elle va, d'une part, garder la politique de dissuasion, (...) mais, en même temps, elle va poursuivre une politique internationale, qui ne correspond pas à ce système de défense : à la fois plus européenne,

plus tiers-mondiste et plus atlantiste ».

M. Viveret estime que, s'il apparaît en France « un vrai mouvement antinucléaire (...) authentiquement démocratique », c'est-à-dire qui ne soit pas « un simple paravent de la politique du P.C. », le parti socialiste « sera obligé d'en tenir compte » et d'ouvrir un débat sur ces questions.

M. Pierre-Luc Séguillon, rédacteur en chef de *Témoignage chrétien*, membre du P.S., où il milite au C.E.R.E.S., se déclare, lui aussi, partisan d'un débat, mais il souligne qu'il ne serait pas « conséquent pour notre pays, au moment où il en a le plus besoin, de renoncer à l'indépendance de décision que lui donne l'arme nucléaire ».

Vice-président du Conseil mondial de la paix, M. Séguillon observe un « retour prudent, mais de plus en plus insistants, de l'idée d'une défense européenne, prolongement de la défense atlantique, avec, pour seul adversaire potentiel, l'U.R.S.S. ». Il espère qu'« il sera tiré quelque enseignement » du fait que « les gages donnés ostensiblement aux États-Unis (...) pour obtenir leurs bonnes grâces l'ont été en pure perte ».

* *Alternatives non violentes*, n° 46, Craignolles, 42210 MONTROND.

M. Giscard d'Estaing à Charenton-le-Pont le 21 janvier

M. Valéry Giscard d'Estaing se rendra, le vendredi 21 janvier, à Charenton-le-Pont (Val-de-Marne), à l'invitation des républicains d'Ile-de-France.

Charenton-le-Pont, pour les giscardiens d'Ile-de-France, a valeur de symbole. C'est ici que M. Giscard d'Estaing, pour la première fois, exprima son vœu de voir la France gouvernée au centre, en 1971. C'est là qu'il termina, en 1974, sa campagne électorale pour le premier tour de l'élection présidentielle. C'est encore là qu'il se rendit, en 1981,

avant le premier tour de l'élection présidentielle.

M. François Léotard, secrétaire général du P.R., M. Alain Griotteray (P.R.), maire de Charenton-le-Pont et vice-président du conseil régional d'Ile-de-France, et M. Christine Boutin, conseiller général de Rambouillet, participeront à cette manifestation, au cours de laquelle seront présentés les principaux candidats du parti républicain pour les élections municipales en Ile-de-France. (Carr.)

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Le P.C.F. accuse M. Fiszbin de « faire le jeu de la droite »

La fédération de Paris du P.C.F. a publié, mardi 4 janvier, une déclaration répliquant à l'annonce, par M. Henri Fiszbin, du maintien de sa candidature aux élections municipales dans le dix-neuvième arrondissement de Paris (le Monde du 5 janvier). « Alors qu'un accord d'union est intervenu à Paris, M. Henri Fiszbin, en prétendant représenter une tendance du parti communiste — ce que rien ne lui permet de faire — a décidé de présenter une liste qui s'oppose à l'union de la gauche elle-même. Cela ne peut que faire le jeu

de la droite et de Jacques Chirac », estime la fédération communiste de la capitale.

M. Fiszbin a répondu à cette déclaration, mercredi matin, en soulignant qu'il n'a pas décidé de présenter une liste qui s'oppose à l'union de la gauche, mais que, « conseiller sortant du dix-neuvième arrondissement », il « demande à figurer sur la liste de la gauche, afin que se réalise, dès le premier tour, l'union sans exclusive nécessaire pour battre la droite ».

D'une ville à l'autre

AUDE

LIMOUX. — Les négociations qui étaient en cours entre le parti socialiste, le parti communiste et le Mouvement des radicaux de gauche pour la constitution d'une liste d'union conduite par M. Robert Badoc, P.S., maire sortant, ont échoué. La majorité ira donc divisée à la bataille. La liste de M. Badoc comprendra des socialistes et des radicaux de gauche. Le parti communiste présentera ses propres candidats.

CHER

VIERZON. — M. Didier Doucet, assistant parlementaire de M. Pierre Bas, député R.P.R. de Paris, conduira une liste d'opposition républicaine. Le maire sortant de Vierzon est M. Fernand Nicouraud, P.C.

ESSONNE

DOURDAN. — M. Michel Pinton, secrétaire général de l'U.D.F., a annoncé officiellement, dimanche 2 janvier, qu'il « conduira la liste d'union de l'opposition ».

HAUTE-GARONNE

MURET. — Le maire sortant, M. Jacques Douzans (div. opp.), qui sollicitera le renouvellement de son mandat, a reçu l'appui des fédérations du R.P.R. et de l'U.D.F. de la Haute-Garonne. Mais un autre candidat de l'opposition, M. Albert Tissandier (U.D.F.), qui bénéficie

pour sa part du soutien des sections locales du R.P.R. et de l'U.D.F., a annoncé qu'il constituera une liste.

HÉRAULT

MONTPELLIER. — M. Georges Frêche, député socialiste de la première circonscription et maire sortant, sollicitera le renouvellement de son mandat à la tête d'une liste d'union de la gauche, qui comprendra vingt-huit socialistes, quatorze communistes, quatre radicaux de gauche, quatre P.S.U. et neuf personnalités n'appartenant à aucun parti politique.

MEURTHE-ET-MOSELLE

TOUL. — M. Jean Feidt, P.S., conduira la liste d'union de la majorité, qui comprendra vingt-six socialistes et sept communistes. Le maire sortant est M. Jacques Gosset, R.P.R.

OISE

MONTAIGNEY. — M. Maurice Bamber, secrétaire fédéral du P.C. de l'Oise, adjoint au maire de Creil, conduira la liste d'union de la gauche, le maire communiste sortant, M. Trin, ne sollicitant pas le renouvellement de son mandat.

SEINE-SAINT-DENIS

SAINT-DENIS. — M. Philippe Borderie, U.D.F., conduira la liste d'union de l'opposition. Il affrontera la liste d'union de la gauche du

M. Max Gallo (P.S.) conduira la liste d'union de la gauche à Nice

De notre correspondant régional

Nice. — Les fédérations socialiste et communiste des Alpes-Maritimes ont rendu public, le mercredi 5 janvier, l'accord auquel elles sont parvenues pour la constitution d'une liste d'union de la gauche à Nice. Cette liste sera conduite par M. Max Gallo, député (P.S.) de la première circonscription des Alpes-Maritimes, avec, aux deuxième et troisième rangs, M. Charles Carreza, conseiller général, premier secrétaire de la fédération départementale du P.C.F., et M. Pierre

Josset, conseiller municipal sortant (sans étiquette). Elle sera composée de trente-deux socialistes, vingt-quatre communistes et treize autres candidats appartenant au Mouvement des radicaux de gauche, au P.S.U., au Mouvement gaulliste populaire, à l'Union progressiste et au Mouvement des démocrates, parmi lesquels le général François Binoche (gaulliste populaire) et M. Max Cavaglione (Nice-Ecologie), tous les deux conseillers municipaux sortants. — G.P.

LE P.S. SOUTIENT

M. FAJNZYLBERG A SÈVRES

La section socialiste de Sèvres (Hauts-de-Seine) a décidé, mardi 4 janvier, par 34 voix contre 4, de constituer une liste pour les élections municipales autour du maire sortant, M. Roger Fajnzylberg. La direction du P.C.F. avait fait savoir qu'elle refuserait la constitution d'une liste d'union sur laquelle figurerait M. Fajnzylberg, membre du collectif national de Rencontres communistes et, pour cette raison, exclu « de fait » du parti communiste. Les militants socialistes sévriens devaient donc choisir entre l'union avec les communistes « officiels », contre le maire sortant, ou avec M. Fajnzylberg et son association Sèvres-Demain, dont font partie plusieurs militants et élus municipaux toujours membres du P.C.F.

La décision de la section socialiste devrait entraîner la présentation d'une liste du P.C.F., conduite par M. Georges Lenormand, ancien maire, ancien conseiller général, qui s'opposera donc à celle que dirigera le maire sortant.

(Publié)

ÉCOLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE

23, bd Vaucluse, 75 de la Jette, 92, Neuilly

Téléphone : 747-51-95

Alain GOUTHIER

IBM France est le 5^e exportateur français.

5^e exportateur français au classement entreprises*, 1^{er} exportateur français en informatique et matériel de bureau, 80 % de sa production exportés vers plus de 100 pays, IBM France participe au développement économique français.

MOCI Compagnie IBM France, 5, place Vendôme - 75001 Paris - Tél. 296.14.75.

Le Monde

JUSTICE

UN HOMME JUGÉ POUR LE MEURTRE DE SA FEMME ATTEINTE D'UN CANCER

Un crime d'amour

A-t-on le droit de donner la mort à une personne atteinte d'une maladie incurable pour abréger ses souffrances ? Une question que la législation française ignore toujours. C'est pour cette raison que les crimes d'euthanasie sont qualifiés par le code pénal d'homicides volontaires. Pourtant, est-ce bien un meurtre ce qui s'est passé, le 7 juin 1981, le jour où Jacques Buquet, trente-huit ans, a décidé de tuer son épouse Jeanine, de vingt-trois ans son aînée, atteinte d'un cancer ? Une histoire étonnante qui est examinée comme un crime presque banal par la cour d'assises de Paris, les 4 et 5 janvier. Un procès sans précédent pour un cas pas ordinaire.

Le personnage a d'abord surpris tout le monde. Un physique ingrat, un air triste et renfrogné, quelques maigres paroles d'explication et une immense détresse. Il ne s'est donc pas agi d'un débat d'idées, mais tout simplement d'une histoire peu commune. Une histoire qui commence à l'âge de quinze ans et demi pour Jacques Buquet, alors apprenti cuisinier. C'est à l'hôtel Côte d'Azur à Dieppe qu'il connaît Jeanine Delorme, la femme de son patron. Elle a déjà trente-huit ans, mais ils s'aiment.

Un amour qui aboutit à un mariage sept ans plus tard, après le service militaire de Jacques. Les réticences de la famille de ce « petit garçon » de vingt-deux ans n'ont rien changé. Ils vivent un amour dissimulé, à l'abri des autres, ne rencontrant pratiquement personne. « On était dans notre monde. On était bien ensemble, c'est tout ! » Lui est travailleur, même s'il a un peu tendance à boire. Ils décident d'exploiter un restaurant ensemble, à Paris, où ils cachent leur bonheur. Mais les affaires marchent mal. Le restaurant est liquidé. Peu importe. Jacques reprend son métier de cuisinier, jusqu'au jour où la maladie frappe.

En 1978, Jeanine est opérée. On lui enlève les organes génitaux, mais le cancer est là. Alors, va commencer un long calvaire, une descente aux enfers de la douleur, jusqu'au jour où le professeur François Bodin annonce à Jacques que le cas « est désespéré », que « toute thérapeutique est inutile ». Jacques quitte alors son travail et se consacre entièrement à sa femme. Il ne dira pas à la cour ce qui s'est passé pendant ces trois années, indiquant simplement : « Je ne voulais pas qu'elle sache. Je n'aurais pas voulu que quelqu'un lui dise. » Jeanine ne l'a jamais su.

« Joss Randall »

Pour faire face aux difficultés financières, il fait des « extras » et se décide à faire appel à sa sœur pour assister Jeanine pendant son absence car elle ne peut déjà plus se relever seule. Le mal est inexorable et la souffrance de plus en plus insupportable. Une première fois il prépare son arme, une vieille carabine qu'il a depuis dix ans et dont il avait coupé la crosse et le canon pour tirer sur les rats dans les caves. « Comme Joss Randall », dirait-il aux policiers, l'homme au fusil à canon scié interprété par Steve McQueen. Mais Jacques n'a pas pu. « Elle était d'accord sur le principe. On en avait parlé

Après le suicide de M^{re} Fiterman

M. MAUROY S'EST RENDU AU DOMICILE DU MINISTRE DES TRANSPORTS

M. Pierre Mauroy s'est rendu, mardi matin 4 janvier, au domicile de M. Charles Fiterman, ministre d'Etat, ministre des transports, dont la fille s'est donnée la mort. M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de la présidence de la République, a lui aussi, rendu visite à M. Fiterman, auquel il a remis un message de condoléances de M. François Mitterrand.

M. Georges Marchais s'est rendu auprès de M. et M^{re} Fiterman. Le comité central du parti communiste a exprimé sa *profonde affection* au ministre d'Etat et à son épouse. Sylvie Fiterman avait été retrouvée morte, lundi 3 janvier, dans son automobile, à Mennecy (Essonne). Un pistolet avait été retrouvé dans le véhicule et les gendarmes avaient conclu au suicide. Sylvie Fiterman, qui était âgée de vingt ans et demeurait à Villejuif (Val-de-Marne), avait laissé deux lettres dont une adressée à ses parents.

(Publié)
ÉCOLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE
23, bd Vival-Boulet, de la Jante, 92, Neuilly
Téléphone : 747-61-35

Alain Gauthier
Centre officiel d'examen - Marina marchande
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

TOURNOI DES 5 NATIONS
RUGBY
Match IRLANDE-FRANCE
A DUBLIN, le 19-2-1983
2 890 F
Comprend : Vol aller-retour :
hôtel luxe ; entrée stade ;
assurance
airson (S.E.T.I.)
25, rue La Boétie
75008 PARIS
Tél. : 268.15.70

A Mon Seul Désir
Le charme de Venise
au cœur de Paris
lustres, lanternes, verres,
Maures
et un beau choix de
céramique contemporaine
26 place Dauphine, Paris
326.61.27

société

LE RÔLE DE M. PAPON SOUS L'OCCUPATION

L'ancien ministre va être entendu par le magistrat chargé d'instruire une série de plaintes

M. Maurice Papon, ancien préfet de police, ancien ministre, mais qui fut aussi secrétaire général de la préfecture de la Gironde, entre 1942 et 1944, sous l'occupation, doit être entendu dans la deuxième quinzaine de janvier par le doyen des juges d'instruction au tribunal de grande instance de Bordeaux, M. Jean-Claude Nicod.

Ce magistrat est, en effet, saisi d'une série de plaintes avec constitution de partie civile, déposées contre M. Papon par les ayants-droit de familles juives dont des membres furent déportés à cette époque, et qui ont fondé leur action sur les publications, par le *Canard enchaîné* des 6 et 13 mai 1981, de documents faisant apparaître le rôle joué alors dans ces déportations par l'ancien secrétaire général de la Gironde. Les pièces signées Maurice Papon faisaient apparaître notamment que ce dernier avait donné diverses instructions à des responsables de la gendarmerie en vue d'escorter, du camp de Mérignac en Gironde à celui de Drancy dans la banlieue parisienne, deux convois de juifs, les 2 et 13 février 1943.

A la publication de ces documents et des articles qui les accompa-

gnaient, M. Papon, alors ministre du budget dans le gouvernement de M. Barre, avait répondu dans un premier temps : « *Tout ça ne m'émeut pas beaucoup* ». Il avait parlé de « *trouage* » et peu après demandait au Comité d'action de la Résistance la constitution d'un jury d'honneur. Ce jury, présidé par M. Daniel Mayer, devait estimer, le 16 décembre 1981 : « *Il est indéniable que M. Papon, à compter de 1943, a rendu d'importants services à la Résistance française* ». Mais il n'en déclarait pas moins que « *faute d'avoir été mandaté par une autorité qualifiée de la Résistance française pour demeurer à son poste, M. Papon aurait dû démissionner de ses fonctions au mois de juillet 1942* ».

Cependant, dès le 8 décembre 1981, quatre plaintes de familles bordelaises avaient déjà été déposées à Bordeaux par M. Gérard Boulanger pour « *crimes contre l'humanité* ». Six autres émanant de familles juives de Reims, de Paris et de Lille le furent ensuite le 10 mai 1982 par M. Serge Klarfeld.

C'est dans le cadre de leur instruction que le doyen des juges d'instruction bordelais va donc convoquer M. Maurice Papon.

FAITS ET JUGEMENTS

Les suites judiciaires de l'affaire du « Palm Beach » de Cannes

L'information ouverte en septembre 1981 après la découverte d'irrégularités dans l'exploitation du casino le Palm Beach, à Cannes, est-elle entachée de nullité ? Sur l'initiative du parquet, qui a fait droit à une requête présentée par la défense, la question sera examinée, le 12 janvier, par la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence. Objet du litige : la décision du juge d'instruction d'aller au-delà des réquisitions introductives du parquet en ce qui concerne la qualification des faits.

Le 16 septembre 1981, trois dirigeants du Palm Beach, MM. Yves de Félix, directeur général, François Moraglia, directeur des jeux, et son adjoint, M. André Beraudo, avaient été interpellés. Il leur était reproché d'avoir ordonné ou couvert, au cours des quatre années précédentes, une série de paiements indus à la roulette au profit de certains clients étrangers pour une somme estimée à 3 ou 4 millions de francs. Deux jours après, ils étaient inculpés par le juge d'instruction chargé du dossier, M. François Badie, d'infraction à la législation sur la réglementation des

jeux et d'abus de confiance. Or, seul le premier de ces délits était visé dans la réquisition introductive du parquet. Le magistrat instructeur pouvait-il ainsi outrepasser sa saisine ? A-t-il, ce faisant, porté atteinte aux droits de la défense ?

La réponse à ces questions a été apportée, selon la défense, par plusieurs décisions de nullité totale ou partielle qui ont fait jurisprudence en la matière. Il ne semble pas, de surcroît, que des faits nouveaux aient, *a posteriori*, conforté l'inculpation d'abus de confiance prononcée par le juge et sur la base de laquelle les trois dirigeants du Palm Beach avaient été placés en détention provisoire. — (corresp. régional.)

● *Suicide d'un détenu*. — Marc Journiac, trente-quatre ans, a été trouvé mort, le 4 janvier, dans sa cellule de la prison de la Santé, où il s'est pendu. Il devait comparaître dans quelques semaines au tribunal de Paris. M. Alain Vernier, premier juge d'instruction, avait achevé l'information ouverte contre lui après l'agression à l'arme blanche qu'il avait commise le 31 août, à Paris, contre un chauffeur de taxi. Journiac avait été placé sous mandat de dépôt le 2 septembre. Ancien drogué souffrant de troubles psychiques, il avait déjà tenté à deux reprises de se donner la mort.



GRATUIT

CE DOSSIER PASSIONNANT vous présente l'encyclopédie CLARTÉS

Vous allez découvrir une NOUVELLE CULTURE pratique, réaliste, efficace, pour éclairer les problèmes d'hier, d'aujourd'hui et de demain.

Comment comprendre un monde qui bouge sans cesse ?

L'Histoire s'accélère. Notre vie aussi. Naguère, nous vivions "à 100 à l'heure". Aujourd'hui, nous allons

encore plus vite avec l'avion, le T.G.V., l'électronique, l'informatique, l'évolution de la pensée et des mœurs... Les médias (journaux, radio, télévision) nous submergent d'informations, parfois "orientées", parfois contradictoires.

Nous manquons souvent de la formation, du savoir et du recul nécessaires pour tout comprendre.

C'EST TOUT CELA QUE CLARTÉS MET À VOTRE DISPOSITION.

Ouvrage de lecture, cette passionnante Encyclopédie, en associant le passé et le présent, vous permet de recouper, sans cesse, l'Histoire, l'Homme, les Sciences Humaines, les Techniques, la Politique, les Arts, la Vie Pratique...

Épuisable banque de données, CLARTÉS vous fournit les éléments nécessaires pour comprendre le monde qui vous entoure.

Cette Encyclopédie "nouvelle manière" vous incite, en outre, à sortir constamment du cadre d'une recherche précise pour ouvrir votre curiosité à l'environnement du thème étudié.

"On ne peut qu'admirer la méthode et le soin avec lesquels cette grande entreprise a été conduite".
(Le Parisien Libéré)
"Une véritable fédération de savoir" (Nord-Matin)
"...des études complètes, intelligemment illustrées et fournissant de renseignements pratiques".
(La Dépêche du Midi)
"CLARTÉS suit le rythme du progrès et permet au lecteur de le suivre également".
(Le Figaro Littéraire)

AVEZ-VOUS, AUJOURD'HUI, LES MOYENS DE VOUS EN PASSER ?

GRATUIT LE DOSSIER CLARTÉS

Veuillez me faire parvenir, sans engagement, votre dossier illustré sur CLARTÉS, l'Encyclopédie du Présent.

Nom _____
Prénom _____ Age _____
Profession _____ Tél. _____
N° _____ Rue _____
Localité _____ Code Postal _____ MD 03

à renvoyer à :
ENCYCLOPÉDIE CLARTÉS
12, rue Lincoln - 75008 PARIS

COMÉDIE FRANÇAISE
JANVIER 1983
TERMEZZO
RAPAUDOVA
SEREYS
LA VIE
STUNSONGE
CALDERON
PLATEAU
ROMANQUE
GRACINE
KERSAT
LAVARE
SAMPLE
PROFESSOR

هكوان الوجل

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

DANTON

D'ANDRZEJ WAJDA

La statue de la guillotine

NOVEMBRE 1793, froid brumeux. Les gardes armés contrôlent les entrées des portes de Paris. Ces portes s'ouvrent facilement. Danton, qui revient d'Arcis-sur-Aube, natal, il était allé après son mariage. Roulant à allure, sa voiture dresse, drapée de long voile noir, quelque chose qui ressemble à une haute silhouette. Mouvement de caméra, regards de la guillotine, la machine inventée, ou, plutôt, perfectionnée, par le docteur Guillotin, pour procurer, par décapitation, une « mort douce » aux ennemis de la Révolution, condamnés à la peine capitale. A cette époque, la guillotine — qu'on appellera, plus tard, dans l'argot des prisons et des bagnes, l'« abbaye de Montreuil » ou, plus horriblement, « la Veuve » — fonctionne en permanence. Si le bon docteur Guillotin meurt en 1814, dans son lit, Danton vient de quelques mois à vivre, dans la Terreur.

Tiré d'une pièce polonaise, l'« Affaire Danton », conçu en coproduction avec la Pologne, joué par des acteurs polonais et français, le film de Wajda a été tourné en France.

La participation financière de la Pologne s'est faite avec le « geste » et, par crainte de manifestations, le cinéaste n'a pu réaliser, comme prévu, les scènes de foule avec nombreuse figuration à Cracovie. Les événements contemporains marquent quelque peu (Wajda s'en explique ci-dessous) ce film historique où s'affrontent, avec Danton et

Robespierre, deux conceptions de la Révolution.

Il y a là, évidemment, un débat politique, mais traité par Wajda, dans une impeccable maîtrise d'atmosphère et d'époque, en forme de tragédie shakespearienne. S'il fallait chercher une comparaison, ce serait plutôt du Jules César de Mankiewicz que du « Napoléon » d'Abel Gance. Wajda retrace, ici, les événements de novembre 1793 à avril 1794, qui constituèrent

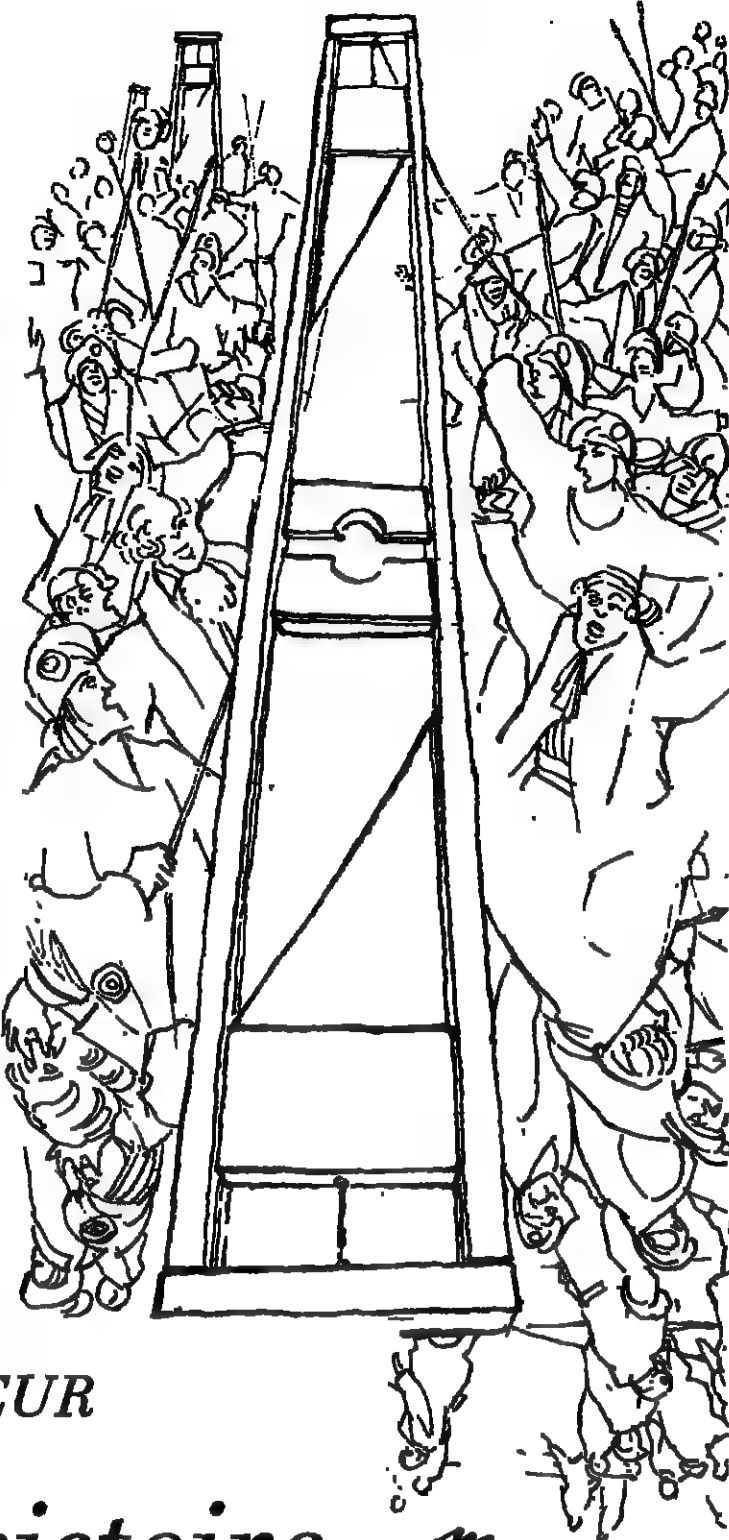
discours, le mouvement impétueux des idées, mais par la psychologie et le comportement des adversaires en présence : Danton, le tribun aimé des gens de la rue, débraillé, porté, sanguin, et Robespierre, l'idéaliste froid, déterminé, possédé par une sorte de foi, mystérieux. Danton, l'être amoral, compromis dans les tractations financières, l'incorruptible... non, ce n'est pas simple. Ce qui se joue, entre ces deux hommes plus ou

un chemin. Blème, inquiétant, assailli de doutes qu'il veut repousser. Wojciech Pzozniak (un des acteurs de la Terre, la grande promesse) interprète un Robespierre d'une ambiguïté surprenante. On le voit s'efforcer de raisonner, d'expliquer et Camille Desmoulins (Patrice Chéreau, admirable), puis tout aller à la fatalité qu'il porte aussi en lui.

Une mise en scène narrative et, pourrait-on dire, « classique » tient la tension permanente. La maison Duplay, apparaît la figure rigide et fanatique d'Elisabette, le appartement de Danton, le salon de Camille Desmoulins, tremble la Lucile — qui viendra, folle, douleur, son enfant nu dans les bras, au Tribunal révolutionnaire — définissent les mœurs et les caractères.

Aucune « image d'Épinal », aucun morceau de bravoure dans cette récréation magistrale des affrontements aboutissant, inéluctablement, à un procès politique jugé d'avance. Les accusés se voient refuser le droit à la parole. Igor Luther, directeur de la photographie, a su créer des couleurs grisâtres, bleutées, verdâtres, correspondant au réalisme révolutionnaire. Le peintre républicain David (il est là, dans son atelier), dans le couloir, coule sur la guillotine, comme un homme de l'Éducation au chapeau de l'Éducation. Le film ne se termine pas là. Réservons la surprise de la dernière scène, où Wajda achève, d'une manière stupéfiante, le portrait moral de Robespierre, vainqueur de Danton.

J. S.



« Si le ressort du gouvernement populaire dans la révolution est la vertu, la vertu est la terreur : la vertu sans laquelle la terreur est funeste ; la terreur sans laquelle la vertu est impuissante. La terreur n'est autre chose que la justice prompte, sévère, inflexible ; elle est donc une émanation de la vertu ; elle est le principe particulier qu'une conséquence du principe général de la justice appliqué plus ou moins à la patrie. »

Robespierre : extrait du rapport sur « Les principes de morale politique qui doivent guider la Convention », 5 février 1794.

fois, la première partie de la Terreur et la Vertu. La populaire émission de télévision, « La caméra explore le temps », de Stello Loxau, Alain Decaux et André Castelot.

Les Girondins ont été éliminés, la guerre étrangère menace aux frontières, l'insurrection royaliste agite la Vendée. La Révolution, Robespierre, en train de se dévoyer. Il faut se montrer impitoyable. Danton, lui, rassemble les modérés, veut la paix et la fin de la Terreur. Tel est le débat. Il n'existe pas, par les seuls

moins soutenus par leurs partisans, c'est, outre le goût du pouvoir, les passions intérieures, les sentiments secrets, les différences de nature.

A la tentation révolutionnaire (que l'on voit surtout à la Convention, au tribunal), dans laquelle Danton, même en barque, répond l'indignation des esprits, le feu tout flamme Danton, sous la cendre de Robespierre, lance un boulet, d'une énergie qui prend une note de puissance sexuelle. Danton explose comme un volcan, marchant, le front haut, sur

UN ENTRETIEN AVEC LE RÉALISATEUR

L'impossible victoire

« **E**NTENDONS-NOUS bien », dit Wajda. « Dans le film, Danton n'est pas Lech Wałęsa et Robespierre Jeruzalski ! Et si l'on voit des files d'attente à la porte des magasins d'alimentation, ce n'est pas pour faire penser au sort des Polonais. A Paris, en 1793, il y avait la famine. Tout le monde sait, en Pologne, que ma femme Krystyna et moi-même sommes des militants de Solidarité. Je ne veux pas d'interprétation abusive. Il y a notre lutte en Pologne et il y a ce film qui a été fait, en France. Un sujet qui me permettait une réflexion sur certains aspects de la Révolution française. »

En 1981, Wajda a pu approfondir, mais c'est tout. La pièce de Stanisław Przybyszewski, que j'avais montée plusieurs fois au théâtre, m'intéressait par sa portée, parfaitement agencée, d'un procès politique. Il y avait eu, autrefois, des procès politiques comme celui de Danton, mais c'est la Révolution française qui a, en quelque sorte, inventé le procès politique où le droit et la loi ne sont plus que des faux-semblants. Très influencé par les travaux d'Albert Mathiez, Stanisław avait une véritable passion pour Robespierre, et elle avait fait de Danton un trafiquant, un traître, un homme qui voulait s'enrichir. Après avoir consulté les ouvrages du professeur Baszkiewicz, la plus haute autorité en Pologne sur Danton et Robespierre, et ceux du professeur Stefan Meller concernant les mœurs et coutumes sous la Révolution, j'ai pensé qu'il fallait porter sur Danton un regard différent. Jean-Claude Carrière a écrit le scénario définitif du film, après ces consultations et discussions. Je m'étais toujours demandé pourquoi les dirigeants de la révolution bolchevique s'étaient tellement intéressés à ces deux personnages. D'une certaine manière, le film répond à cette question. Avant 1918, Lénine était surtout Danton ; il voulait renverser l'État tsariste comme votre tribun avait contribué à la chute de la royauté. Après 1918, Lénine n'a plus cité que Robespierre et l'a beaucoup analysé. C'est qu'alors il voulait préserver le nouvel État révolutionnaire en soviétique, garder le pouvoir et ne pas laisser s'établir une « vacance » de l'autorité.

Cela dit, il ne s'agissait pas, pour moi, de privilégier Danton ou Robespierre, en mettant

l'un en l'autre. En fait, j'ai cherché des conceptions plus modernes, plus psychologiques sur Danton. Il a toujours été ouvert contre la monarchie et une révolution républicaine ; il avait su concilier le peuple ; il n'a pas été foncièrement révolutionnaire ; il a même eu un instant de doute, en 1794, quand il a été accusé de trahison et de concubinage, ce n'était pas suffi-

« Tu montreras ma tête au peuple, elle en vaut la peine. » Cette apostrophe au bourgeois, sur les marches de l'échafaud, le 5 avril 1794, Georges Jacques Danton entrera dans la légende populaire. Visage grêlé, cou de bœuf, capture puissante, Danton débordait jusqu'à ses épaules aux gens de la rue, ce chef révolutionnaire, issu d'un magistrat d'Arcis-sur-Aube, deviendra, dans les manuels d'histoire des écoles de la III^e République, une sorte de héros, repoussoir de Robespierre. Plusieurs générations ont reçu cet enseignement, et, même si, à la longue, les images d'Albert Mathiez ont réhabilité le « révolutionnaire sanglant », ouvert la voie à d'autres travaux, il en est resté quelque chose.

Danton a abattu la royauté à coups de hache. Il a lancé l'assaut sur les Tuileries, le 10 août 1792, entraînant les prisonniers royalistes en septembre, voté la mort de Louis XVI, contribué à établir la Terreur. Il s'est livré à des tripotages financiers, des affaires douteuses. Mais les Français se sont intéressés à la pêche en eaux troubles de la politique. Et puis, en 92, lorsque l'invasion prussienne a mis la patrie en danger, Danton a galvanisé les énergies — De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace — et sauvé la situation. Alors, tout compte fait, on lui a gardé indulgence.

Paris, au milieu de la Terreur, Danton habitait Saint-Germain, près de l'entrée de la cour du commerce, où il habitait avant sa mort. En province, des rues et des boulevards portent son nom. Celui de Robespierre a été donné à une lointaine station de la ligne de métro aboutissant à Montreuil, banlieue communiste.

est pour le condamner à mort. On ne l'a pas guillotiné à cause de ses idées révolutionnaires mais parce qu'il avait mal géré la Terreur par rapport à son adversaire, Robespierre. Danton était un homme pratique. Il s'adaptait aux circonstances, qu'on en fasse une Terreur ou qu'il s'agisse d'une Terreur totale de la Révolution. La scène où il dîne avec Robespierre lui demande, ironiquement : « Qu'est-ce que tu fais pour le peuple ? », existait dans la pièce mais a été réécrite. Car, à ce moment-là, le peuple réclamait Danton n'a plus grand-chose et la Révolution. Elle lui échappe et profite de la bourgeoisie.

une puissance pour supprimer, successivement, la droite et l'aile gauche de la Convention, mais il se retrouvait isolé, usant le droit à la parole des masses qui ne pouvaient plus lui parler. Sa politique était une sorte de jeu très conscient, le reflet de l'intelligence. Il était le chef de la Terreur populaire et il est mort le 28 juillet 1794 (10 Thermidor), un jour plus tard après Danton.

Saint-Just (interprété par Bogusław Lindal) peut apparaître bizarre, morbide. Sur ses portraits, il donnait l'impression d'un chérubin, ce qu'on sait lui change cette image. C'était le membre le plus jeune

du Comité de salut public, pour renforcer sa position, il se vieillit, un comportement fortement artificiel. Il se levait tôt le matin, se baignait son trop-plein de lait et faisait du cheval, pour avoir, ensuite, des sueurs à l'écoulement. C'est l'impression qu'il avait de Robespierre. Je le vois comme quelqu'un de très compliqué.

Le personnage de Fouquier-Tinville, procureur public, était beaucoup plus à Roger Planchon qu'à la pièce ou à moi. En film, je regardais Planchon apporter, par des tranches très légères, des modifications au texte. Il avait perdu du principe que, dans la histoire révolutionnaire, Fouquier-Tinville était un homme noir et fait indépendant, et il a joué cette indépendance : la lutte pour la destruction d'une certaine loi et la nécessité de détruire l'ancien régime politique.

Camille Desmoulins était, en mon esprit, un personnage très bizarre. La pièce le présentait comme le « porte-plume » de Danton. Ce n'est pas vrai. Il exprimait ses opinions personnelles, auxquelles il ajoutait parfois des prises de position très importantes. J'avais rencontré Patrice Chéreau qui lui avait demandé s'il avait quelque chose à dire sur la conception du rôle et plus je voyais en lui ce que j'attendais. Il a refusé. J'ai gardé l'espoir, je suis resté à la charge le temps de quelques jours, mais il a refusé. La pièce, au moment de l'écriture, j'avais, quelle chance !, les grands acteurs français et polonais à diriger mais on ne savait pas qui serait le meilleur.

Finalement, Chéreau a accepté en me disant : « Je joue avec vous votre responsabilité, je ne suis pas sûr de moi. » Camille Desmoulins est intelligent, mais il a une peur qu'il avait du mal à tenir un discours. Chéreau n'avait pas joué le rôle de l'intelligence ; il la possédait naturellement. Et quand il s'énervait, il bégayait un peu. J'espérais beaucoup de lui : le résultat a dépassé mes espérances. Mais — et c'est vrai pour ceux, toutes celles qui ont joué dans le film — quand on a un bon acteur dans un emploi, il dépasse toujours la conception du metteur en scène.

Propos recueillis par JACQUES SICLIER.

COMÉDIE-FRANÇAISE

salle Richelieu

JANVIER 1983

INTERMEZZO

de GIRAUDOUX

mise en scène :

Jacques SÈREYS

LA VIE

EST UN SONGE

de CALDERON

mise en scène :

Jorge LAVELLI

ANDROMAQUE

de RACINE

mise en scène :

Patrice KERBRAT

L'AVARE

de MOLIÈRE

mise en scène :

Jean-Paul ROUSSILLON

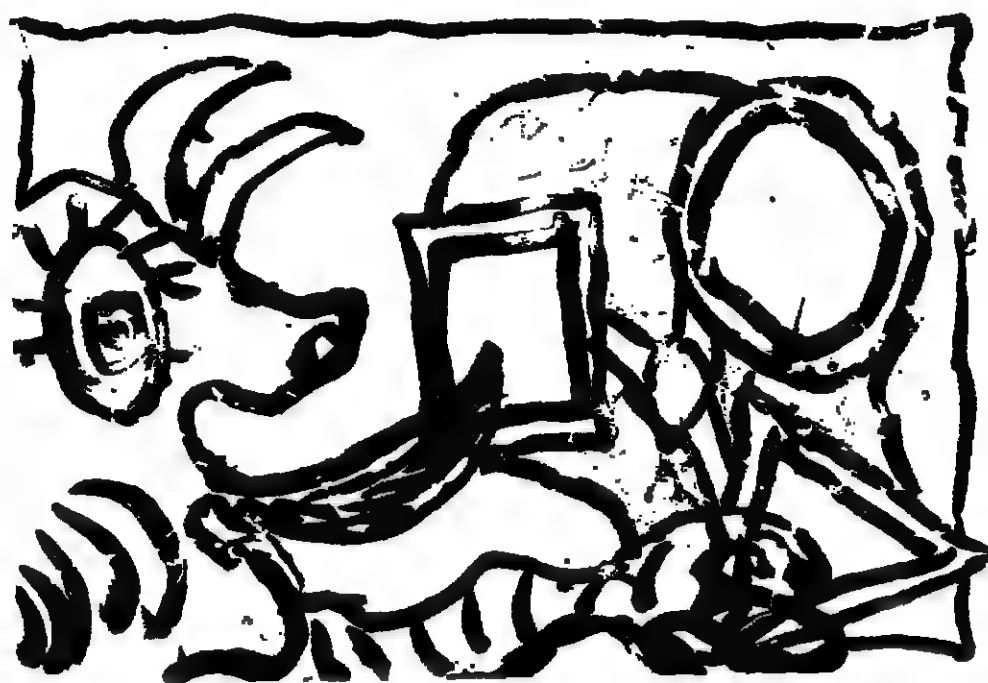
En alternance

de 11h à 18h

COMÉDIE-FRANÇAISE

1680

مكتبة المثل



Peintures d'Appel et Alechinsky à la Fondation Maeght

Une fête de scribes

On connaît ces grands ateliers du pays flamand d'où sortaient des tableaux dus à plusieurs mains. Le maître les « signait » de son style en peignant son pinceau partout, mais pour recréer un détail maladroite pour donner une homogénéité au travail de groupe. Il avait été le maître d'œuvre.

Appel et Alechinsky ont peint à la Fondation Maeght, mais ils n'ont pas voulu d'un troisième maître pour concilier leurs styles. Les deux artistes ont formé une œuvre homogène. Les deux artistes du Cobra, le Hollandais Appel et le Belge pointu, ont employé dans ces œuvres une technique qui est leur marque : c'est celle que pratique habituellement Alechinsky lorsqu'il dessine sur papier, d'abord froissé, puis étalé, et qui plus interrompent la surface du pinceau souple, tout en maintenant l'intégrité de son rythme. Pour finir, la lavie unifie la chassée-croisée des signes particuliers dans les précieuses grisailles obtenues par le délavement de l'encre. Les deux artistes ont obtenu, à la fin, une œuvre qui est la leur.

Le duel a eu lieu à Bougival en 1977. La règle : attendre que l'autre tire avant de dégrader. L'un avait une allure de volcan, l'autre y ajoute

un étrange volatile. Il fait rouler le pinceau au bord d'un précipice ? Un aimable monstre sorti d'une lointaine souvenance ne tarde pas à surgir. Après une lettre d'invitation bien sûr, la tradition Cobra, nos deux peintres sont revenus chacun sur son territoire. Les peintures d'Alechinsky et d'Appel les montrent au meilleur d'eux-mêmes.

Alechinsky insiste et s'élève dans un nuage de couleurs et de lignes profondes d'hélium. Des images littéraires pullulent dans cet espace sans perspective où il n'y a ni arrière ni avant, tout juste un haut et un bas. Une peinture coulée de la pointe du pinceau, l'artiste s'élève par terre. Alechinsky pense que c'est le meilleur moyen pour chercher, et trouver, la clef de ses songes, ouvrir les vannes au flot d'allégories imaginaires qui se déversent dans la toile. L'arabesque des courbes y revient sous des formes renouvelées de vagues montantes, les arabesques gringolantes, d'elles galopant aux yeux ronds. La peinture d'Alechinsky est de l'écriture. Une ligne de scribe s'élève à l'horizon, le passage des mots aux images. Elle est la marque du passage de la tradition à l'abstraction lyrique, l'autre versant de la rupture dans l'art contemporain qui s'est opérée avec Cobra à l'aube des années 50.

Hokusai à Binche

C'est du côté de la gestualité que l'on trouve l'origine de ces origines extrême-orientales grâce à Hokusai, le peintre japonais. C'est le Chinois de New-York, qui lui a enseigné les techniques de l'art en condition de peintres. Ayant eu la révélation de l'expression picturale au sein du Cobra, Alechinsky a pu en quelque sorte s'en débarrasser pour le trouver.

Les peintures récentes de l'aquarelle, sur papier, marouflées sur toile, le montrent dans la splendeur d'une efflorescence colorée toute orientale, mouvante, aérienne, éthérée. C'est de l'air et c'est de l'eau. Le tableau s'envole fluide et volait dans un régime de camaïeux bleus, verts, rouges... Le peintre semble le retenir par la prédelle quadrangulaire des collages de vieux papiers manuscrits qui l'entourent sur la géométrie incandescente de l'espace peint, où la kermesse emplumée de Binche rejoint, par son ne sait quelles toutes personnes, les tempêtes océaniques d'Hokusai.

Un petit livre de Pierre Restany retrace l'épopée d'Appel sculpteur, mais pas d'un sculpteur taillant la pierre ou pétrissant la glaise, mais

d'un sculpteur-assembleur d'objets hétéroclites ramassés lors de promenades, à Amsterdam, New-York ou Paris. Pierre Restany intitule cette douce manie, qui consiste à aller à la recherche des rebuts des grandes cités, « assemblage ». Un art qui a été qu'Appel pratique depuis 1950, et qui change avec les lieux et avec les époques. Dans la rue, le peintre fonctionnait comme un radar : il « trouve » c'est-à-dire qu'il va tirer un morceau de bois flotté, de la vieille machine, de la tôle ou de la poupée de celluloid. De même que Picasso avait « vu » une vieille selle ou un guidon de vélo, sa sculpture du *Bucane*. Ce sont les regards qui font l'art, dit Marcel Duchamp.

Appel en a fait avec le « cirque » de ses assemblages de rebuts auxquel on a coup de peinture vive donne un réjouissant effet de jeunesse. Ces dernières années il s'est consacré à ses tableaux. Il plaisir de peindre et de bien peindre. En témoignent ces œuvres récentes de grand format. Travail de longue haleine, les larges images qui charrient une véhémence expressionniste dans les profonds sillons de la matière picturale. Le tout provient d'une fois

GALERIE D'ART DE LA PLACE BEAUVAU
94, Faubourg Saint-Honoré Paris 8^e
Jean Minet, Régine Minet présentent :

BIAUSSAT

sous la présidence de M. Sylvain FLOIRAT

Janvier 1983

ARCHITECTURES

Des Japonais

Le livre de l'architecture moderne (photo, cinéma, danse, peinture académique ou new-wave, musique rock ou romantique), les japonais grimpent à l'affiche, franchissent les barrières douces de l'art et de la culture. Pour mieux nous « éduquer » au vidéo, magnéto, son... ou simplement pour montrer au monde le nouveau visage de l'expansionnisme nippon.

En architecture, les japonais sont très présents dans les expositions de l'été et de l'automne, les architectes japonais veulent montrer ce qu'ils ont fait dans les récents concours lancés à Paris, où ils sont massivement inscrits (1).

Tokyo, ces derniers temps, on ne parlait que du parc de La Villette, avec « plancher » sur la Défense. Et équipes, un peu pauvres, intriguées par ces dossiers ouverts à Saint-Denis par exemple, demandent avec empressement au visiteur français ce qu'il fallait entendre par « atmosphère populaire d'un quartier ouvrier ». Vu Tokyo, comment imaginer en effet les feux de la nuit, les parfums de la rue de la Défense, ceux des guinguettes et des gazettes... Quant à l'affirmation, faite pour un projet, que le boulevard périphérique est une frontière barbelée entre la ville et sa banlieue, elle est tout simplement impossible à justifier face à un citadin nippon, habitué à voir les autoroutes urbaines se chevaucher, à envoyer et faire le grand tour, à traverser les rues, des canaux décaisés du Tokyo, archipel oublié.

Dans ce grand désordre agité, étonnant, épressé, des micro-événements, enclavés dans la jungle urbaine — une expression bien usée qui mérite d'être employée ici — une dernière fois, tellement elle convient à cet urbanisme de coexistence d'accumulation, de juxtaposition qui semble ignorer le plan, la table mise et l'alignement, et qui croît en volume, sur les décharges fânées de ce qui précède. Côté à côté, buildings et maisons basses, enjambées par les chemins de fer, trains d'une banlieue qui ne finit jamais, sur plusieurs centaines de kilomètres, entre mer et montagne. Une banlieue qui

ménage des centres, plusieurs centres, et des creux, des mailles plus larges, des respirations.

Ensembles et sous-ensembles : c'est bien ce qui apparaît dans l'imbroglio des adresses, où l'on note le quartier, le secteur, et l'ilot dans lequel il restera à trouver sa place, en interrogeant les voisins, l'immeuble lui-même. Un diagramme figure parfois au dos des cartes de visite et permet de s'orienter, par rapport au nord, au sud, à la caserne, à la librairie ou au fleuriste du coin. Difficile à saisir, formée de quartiers typés mais changeants. On vous prévient que la vie nocturne a délaissé récemment Akasaka pour les environs de la gare de Shinjuku, l'équivalent d'un Montparnasse où les cinémas, les restaurants, les boîtes de nuit, les boutiques ouvertes jusqu'à 20 heures ou 22 heures ont proliféré jusqu'à créer des galeries souterraines bordées de commerces reliées de proche en proche, d'un parking à l'autre.

Toujours à la veille de la catastrophe

La ville bouge, ne respecte rien, semble-t-il, si ce n'est l'enclavement immense et solennel du palais impérial, de son parc entouré d'un mur fortifié et de douves : un grand silence, une pause, au cœur de cette métropole qui ne dort jamais.

Les architectes japonais ne prétendent pas changer la ville. Une ville qui se défait et croît d'un même mouvement, « une ville toujours à la veille d'une catastrophe », selon Arata Isozaki, qui est l'un des architectes japonais les plus sensibles à l'idée européenne de l'urbanité. « Au Japon, nous n'avons pas de typologie urbaine ». C'est-à-dire que l'équivalent des places italiennes ou des boulevards haussmanniens n'existe pas. La maison japonaise isolée ou en ville est la même ; au point que, même sur des parcelles très petites, les maisons ne sont pas mitoyennes, et qu'une étroite bande de terrain est laissée libre autour de la construction.

Même chose pour les buildings, ce qui détermine des bordures boyaux irrégulières entre les édifices. Isozaki

vient de concevoir le quartier central de Tsukuba City, en réaction contre l'urbanisme des années 50 de cette ville nouvelle universitaire et scientifique : une grande place basse entourée d'un bâtiment situé aux limites du terrain et qui forme, dit-il, comme un grand mur. Une place urbaine alignée du dessin en étoile de Michel-Ange pour le Campidoglio (maintes fois utilisé depuis). Un patchwork à la mode.

Après avoir travaillé avec Kenzo Tange et formé avec ceux de sa génération (il est né en 1931) le groupe « métaboliste », qui voyait l'architecture en ensembles profonds, organiques, en cubes qui se multiplient à l'infini, Isozaki a suivi une voie plus libre et subtile. « Pour moi, le post-modernisme signifie la pluralité après le prétendu modernisme : historicisme, populisme, high-tech, ou relations avec les nouvelles tendances artistiques... Je veux être libre par rapport à toutes ces orientations. Je suis délectable : je veux pouvoir utiliser le style des années 20, celui des constructivistes, et par moment des références historiques ou le futurisme technologique. Le problème est de savoir comment. Si on s'en tient à un seul style, c'est ressassé. Il faut combiner, créer des conflits : non, le post-modernisme n'est pas démodé. Cela ne fait que commencer. »

Trois mille six cents architectes nippons, d'une grande agilité intellectuelle qui s'est formée aux universités américaines où il y avait un isolement, un membre à part entière de la Sabotage architectural. C'est lui qui avait mené à Paris l'exposition sur la Ma du Festival d'automne à y a quelques années. Sa finesse et sa subtilité le font respecter comme un « maître » par ceux de la « vague » qui apprécient moins favorablement le « beau parler » de l'homme d'affaires de son ancien compère métaboliste Kisho Kurokawa, V.R.P. de la qualité japonaise exportable, qui a montré ses œuvres à Paris l'été dernier. Le Monde du 28 juillet.

Il y a, dit-on, cinq cent mille architectes au Japon : la loi n'impose pas leur intervention ; beaucoup sont salariés des grandes entreprises de construction ; les autres travaillent presque seuls. A la tête d'une des

GALERIE ARIEL
140 bd Haussmann Paris 8^e
Cobra
Peintures
du 17 Janvier

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
et de la zone Centre (01 - 655-70-10)
GIRONELLA
avec ALECHINSKY
Dessins et peintures
T.L.J. de 10 h à 18 h, max. 12 h-18 h
Jusqu'au 22 Janvier

MUSÉE RODIN
77, rue de Valenciennes (75^e arr)
DESSINS de RODIN
Dossier 2 : UGOLIN
T.L.J. (sauf mardi) 10 h - 17 h
17 NOVEMBRE - 14 FÉVRIER

AMERICAN CENTER
281, rue de Valenciennes (144 - 221-42-20)
ANN BROWN
Dessins et peintures
Jusqu'au 29 Janvier

GALERIE DES ORFÈVRES
65, Quai des Orfèvres - Paris - 326.81.00
Robert Tancredi
Paysages d'Europe et d'Amérique
du 4 au 22 Janvier

JOCKEY
17 bd du Montparnasse
320-53-02
Pas comme les autres
on s'y amuse !...

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
58, rue de Richelieu - PARIS-2^e
JEAN GIRAUDEUX
Tous les jours de 12 h à 18 h
Jusqu'au 1^{er} mars 1983

CENTRES CULTURELS
ETRANGERS
CENTRE CULTUREL PORTUGAIS
FONDATION GULBENKIAN
51 avenue d'Iéna - 16^e
Mardi 11 Janvier, 20 h 45
RÉCITAL DE HARPE
MARIO FALCAO
œuvre de J. Rodriguez, Souza
Carvalho, Cardon, Caplet,
P. Hindemith, B. Britten, C. Rosa
et J. Albeniz
Jusqu'au 20 Janvier 1983
EMILIA NADAL
« Paysages Obliques »
(peintures)

GRAND PALAIS
FIGURATION CRITIQUE 13
du 8 au 21 Janvier

UN ARTISTE COBRA A LA MAISON DU DANEMARK
HENRY HEERUP
ornement et table
peintures - sculptures - gravures
142, avenue des Champs-Élysées - 75008 Paris - Métro : Ecole
T.L.J. de 12 h à 19 h ; dim. et fêtes de 14 h à 19 h - Entrée libre
JUSQU'AU 23 FÉVRIER

à partir du 13 Janvier
LES TROIS MOUSQUETAIRES
d'après Alexandre Dumas
mise en scène
MARCEL MARÉCHAL
Théâtre National de Marseille / La Criée
avec le concours du Conseil Général du Val-de-Marne
MAISON DES ARTS / CRÉTEIL 899.94.50

REOUVERTURE 18h30 20h30 11 JANVIER 83
THEATRE MUNICIPAL POPULAIRE DE LA VILLE
Sarah Bernhardt
ANIMATEUR DIRECTEUR JEAN MERCURE
2, place du Châtelet
loc. 274.22.77

هكسان الال

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

La parade du blanc

Selon une tradition bien établie, janvier est le mois du blanc. La créativité reste vive dans ce domaine, pour susciter l'envie de changer le décor du lit et de la table.

Deux tendances se dégagent, cette année, inspirées l'une de l'Orient et l'autre des arts déco. Pour la parure du lit, les dessins cachemire sont interprétés en ton rose ou bleu pâle pour « Bagdad » d'Anne de Solène, dans un pointillisme de bleu ou de gris rosé pour des draps et taies volantes de blanc de Descombes, style Rinzose Bordier. « Ben- » d'Agalye « Ben- » motifs roses et jaunes soulignés de noir et « Elsonora », de Béa, est une parure cachemire à dominante rouge brique.

La ligne arts déco fait revivre la géométrie des années 30. Dans la collection Springmeid, un jeu de quadrillages forme de grands chevrons dans un dégradé de beige-brun ou de gris-bleu. Une bande de motifs géométriques disposés en mosaïque souligne le drap et les taies « Canavas » de Jalle à petit damier. Dans le même esprit, « Graph » de Dorne est une taie d'une ligne à carreaux en blanc et marron ou bleu sombre sur écarlate.

Grands magasins et catalogues

Décorer, c'est en effet, pour les créations exclusives des grands magasins. Au Printemps, « Ben- » et « Smaragd » « Ben- » motifs roses et jaunes soulignés de noir, « Elsonora », de Béa, est une parure cachemire à dominante rouge brique.

Le linge de toilette est placé, lui aussi, sous le signe de la géométrie. C'est le parti pris par les trois « couturiers » de la maison : des rayures de tons vifs (rouge, jaune, bleu) chez Hechver ; des carrés et des zigzags de couleur pastel pour Ted Lapidus et les écossais très vifs en rouge, noir et camel de Renoma. Dans la collection de linge de maison de Christian Dior, des serviettes et des draps de bain en éponge jacquard sont ornés de larges diagonales marines, vert et blanc.

Pour le décor de la table, on retrouve une ambiance orientale avec « Paria », nappes boyasées à motif tissé or, créé par le couturier Emmanuel Ungaro pour Georges Moutet, et « Barodet » de Claude Palacci (Tissages modernes) à dessins cachemira. Autre style raffiné : des lillums gaufrés en rose et violette sur fond gris tourterelle (Garnier-Thiebaut) de légères plumes brodées en blanc et sur une collection de coton blanc (Anne de Solène) et une surnappe carrée en tulle noir brodé de gros papillons or (José Houel).

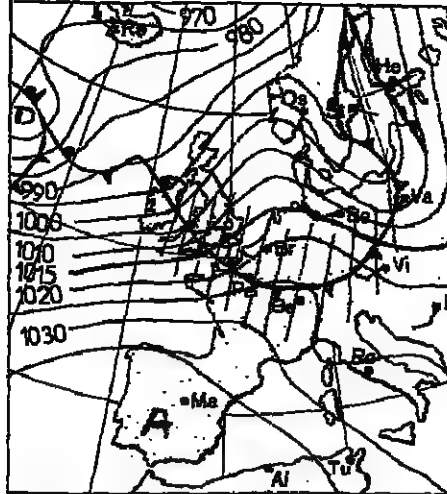
D'un charme discret, les nappes de l'italien Paria sont à fines rayures roses et vert tendre ou bleu et ocre ; une nappe de lillums à des rayures vives de roses sur fond blanc.

blanc est jonché de nœuds et d'iris d'eau. Sur le catalogue de La Redoute, une parure de lit très raffinée est imprimée d'un effet de moiré, en bleu doux, rose ou blanc. Dans le catalogue de collection Tertio des Trois Sœurs, de grandes feuilles stylisées sont enroulées en spirale, sur un fond rouge ou bleu. Sur le catalogue de La Blanche Porte, une parure de boudoir ou de lit d'enfant a un décor champêtre fait de motifs « appliqués » en blanc et en main.

JANY ALLIAME.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5.01.83 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 5 janvier à 0 heure et le jeudi 6 janvier à midi.

La France restera sous un ciel chaud de sud-ouest à sud. Les perturbations atlantiques, toujours au niveau des îles Britanniques, ont maintenant une bande pluvieuse s'étendant lentement du nord-ouest vers le sud-est la majeure partie du pays.

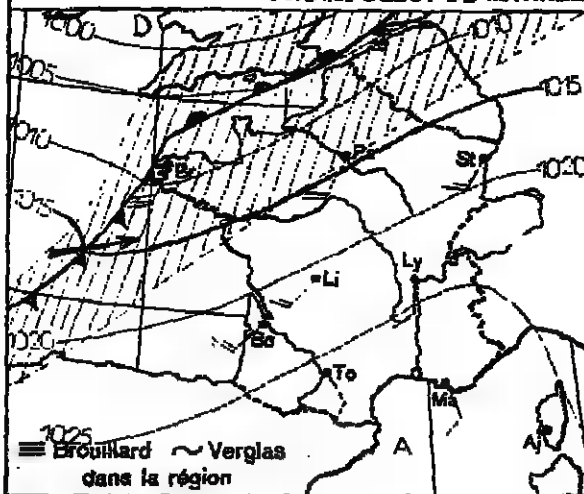
Jeudi, en début de journée, le ciel sera nuageux au nord de la Loire, Paris, la Picardie, les Ardennes et le Champagne. Un temps exceptionnellement doux pour la saison avec 12 à 13 degrés au lever du jour. Toujours à Paris, rafales sur les régions méditerranéennes et le sud-ouest modérées.

Entre ces deux zones, on aura un pays de l'Atlantique au Massif central, l'est, un ciel nuageux et toujours des températures nettement supérieures aux valeurs saisonnières.

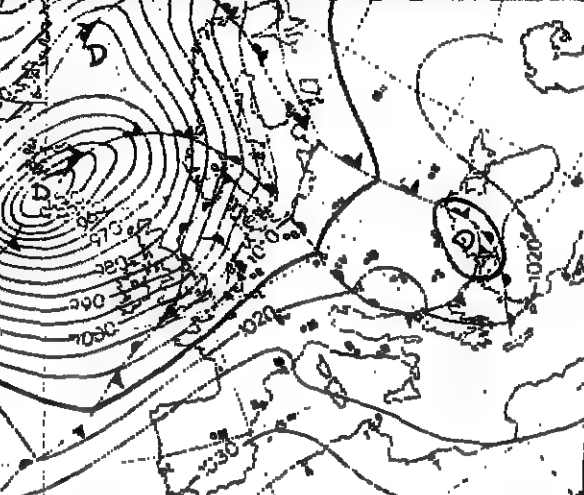
En cours de la journée la pluie gagnera le Massif central et les Alpes. Sur le bord de la Méditerranée, les nuages s'accumuleront, le ciel sera nuageux au sud et se renforcera. Les régions au nord de la Loire et dans le nord du pays le ciel sera plus variable. Quelques ondées locales et quelques éclaircies sont probables. Le lendemain, à Paris, un ciel nuageux chaud. L'après-midi 13 à 15 degrés sur l'Est et le Centre, 10 degrés sur l'Ouest et 16 à 20 degrés sur le sud de la France.

La pression atmosphérique réduite au niveau de Paris à 1016,2 millibars, soit 763,7 millibars de mercure.

PRÉVISIONS POUR LE 06.01.83 DÉBUT DE MATINÉE



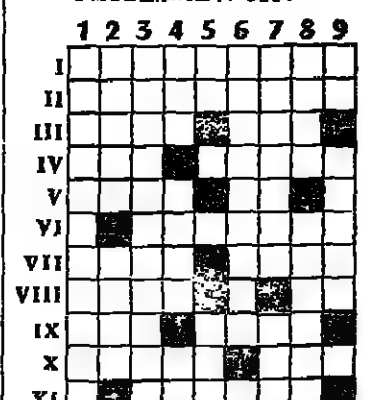
PRÉVISIONS POUR LE 6 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 janvier ; le second le minimum de la nuit du 4 au 5 janvier) : Alger, 15 et 7 degrés ; Biarritz, 18 et 7 ; Bordeaux, 12 et 11 ; Bourges, 11 et 11 ; Brest, 12 et 11 ; Caen, 13 et 9 ; Cherbourg, 11 et 9 ; Clermont-Ferrand, 12 et 11 ; Dijon, 10 et 8 ; Grenoble, 7 et 5 ; Lille, 12 et 7 ; Lyon, 10 et 7 ; Marseille-Marseille, 12 et 6 ; Nancy, 11 et 7 ; Nantes, 13 et 12 ; Nice-Côte d'Azur, 13 et 7 ; Paris-La Bourget, 13 et 9 ; Pau, 15 et 4 ; Perpignan, 17 et 6 ; Rennes, 13 et 11 ; Strasbourg, 12 et 8 ; Tours, 12 et 12 ; Toulouse, 13 et 4 ; Poitiers-Poitiers, 26 et 23.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3357



HORIZONTALEMENT

1. Est plus attiré par les grandes dents que par les jolies croupes. - II. Saint qu'on voit parfois milieu chèvres. - III. On suit quand elle est arrêtée. Petit, n'est qu'une mince consolation. - IV. Endroit où l'on saigne souvent. Utiles quand on glisse. - V. On l'a dans le nez quand elle est noire. Possessif. - VI. Donne des idées. - VII. Peut soutenir la culotte. Solidement bâti. - VIII. Entre dans le jeu. En riant. - IX. Prononcé sur le croix. On peut y voir des terrasses construites par Vauban. - X. Divisions administratives. Le préféré du collège. - XI. Doivent répondre pour un autre.

VERTICALEMENT

1. Comme ferait un bon compositeur. - 2. N'est jamais là quand il faut. - 3. Mot qu'on utilise quand l'air est très vif. - 4. Glace à Londres. Prit son père pour un ballot. Conjonction. - 5. Adverbe. Puissance. - 6. Sont complètement détruites quand on tombe du haut. - 7. Doit frapper pour bien convaincre. Fleuve côtier. - 8. Compagnon de saint Paul. Qu'on aime à faire frémir. - 9. Préposition. Sort des grandes chaudières.

Solution du problème n° 3356

Horizontalement

I. Prison. B.B. - II. Rattraper. - III. Neus. Obi. - IV. Se. Noël. - V. Ateul. - VI. Nivose. Ms. - VII. Noël. Sedan. - VIII. Rie. Rtl. - IX. Entonas. - X. Rein. Epoi. - XI. Erres. N6 (No).

Verticalement

1. Prisonnier. - 2. Râle. Io. Née. - 3. It. Avenir. - 4. Studio. Ions. - 5. Ors. Essen. - 6. Na. Nuée. - 7. Pool. Drap. - 8. Maison. - 9. Brillant. Io.

QUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

publiés au Journal officiel du mercredi 11 janvier :

■ DÉCRETS

■ Décret d'utilité publique n° 1000 du 10 janvier 1983 (département des Deux-Sèvres) : Fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Institut national de consommation.

■ UN ARRÊTÉ

■ Fixant l'intérêt d'ordre public à la création sur l'état du bénéficiaire des sociétés industrielles et commerciales qui procèdent à la création d'actions en faveur de leurs salariés en application de la loi du 24 octobre 1980.

ÉDITION

Le prix des livres

M. ÉDOUARD LECLERC CONTRE-ATTAQUE

M. Édouard Leclerc contre-attaque, après la parution du décret prévoyant des amendes pour les infractions à la loi sur le prix unique du livre. « Je m'élève, a-t-il déclaré, contre l'attitude d'un gouvernement qui protège le mégalomanisme intellectuel au profit d'un club d'éditionnaires et de libraires à la connaissance, c'est-à-dire les livres. »

Les Leclercs continueront à pratiquer des rabais supérieurs à 5 % que prévoit la loi. Ils risquent donc d'être pénalisés au cours des prochaines semaines. « Je lance un appel à tous les Français », déclare M. Édouard Leclerc, leur demandant de ne pas voter aux élections municipales pour ceux qui se présentent sous la bannière gouvernementale. « Si cela s'avère nécessaire, poursuit-il, je ferai distribuer un journal, tiré à cinq millions d'exemplaires, dans lequel la France, j'expliquerai Français les raisons de mon attitude. Mais j'ose espérer que le président de la République prendra avant. »

BREF

AUTOMOBILE

CITROËN COMMERCIALISE une série spéciale de LNA à la LNA « Canelle ». La LNA « Canelle » est une LNA 11 E (moteur 4 cylindres, 1124 cm³, 60 ch, consommation allure normale : 4,7 l à 80 km/h, 11 l à 120 km/h, 5,8 l en consommation urbaine). La carrosserie de couleur sable-doré est métallisée et vernie. On trouve en série des équipements radio, des sièges à dossier inclinable, des sièges arrière séparés et rabattables. Cette série spéciale sera vendue en France. Prix client clé en main T.T.C. : 36 000 F.

LA MAISON

CHAUFFE-EAU SOLAIRE. - Un chauffe-eau solaire à une originalité sphérique. L'eau de ce capteur-bouteille, installé sur le toit d'un pavillon, le soleil chauffe pendant la journée. Le stockage de l'eau chaude se fait dans la sphère même (capacité 230 l). L'appareil, d'un diamètre de 1,17 mètre, est vendu en kit à un prix moyen de 12 000 F avec un guide de montage et un film précis. L'installation à un chauffe-eau électrique, la régulation automatique est la priorité de l'écologie. Sorleac, La Mette-Saint-Etienne, B.P. 11, 66-60-49.

FENÊTRE DE TOIT. - Un spécialiste de l'étanchéité des toitures lance une fenêtre pour toit en pente. Conçue pour l'ameublement des combles en pièces d'habitation, cette fenêtre à double vitrage se raccorde (de l'intérieur du grenier) à une ouverture en tuiles, ardoises ou bardes. Elle s'ouvre selon quatre positions : projection, rotation, rétraction, plus un effet de « loggia » qui permet de s'accouder, de regarder le ciel ouvert. Dix modèles sont proposés, de 50 x 82 cm à 135 x 143 cm (en 110 x 116 cm, 2 120 F environ).

STAGES

ARTISANAT EN ÎLE-DE-FRANCE

- L'Association des amis du centre régional d'éducation populaire d'Île-de-France organise en 1983 des stages de formation professionnelle aux métiers de l'artisanat : poterie-céramique, grès, design-tapisserie, sculpture sur bois, peinture sur toile. Une semaine, moins de 700 F. * 1, rue de Dancourt-Levallois, 92290 Châtigny-Malesherbes. Tél. : 660-67-53.

VIVRE A PARIS

REOUVERTURE DES VOIES BERGERES

- A Paris, par suite de la déviation de la Seine, le voie sur berges rive gauche a été rouverte à la circulation, mardi 11 janvier dans l'après-midi. Toutes les voies express qui avaient été fermées en prévision de la montée des eaux sont désormais accessibles dans les conditions habituelles.

BEURRE A PRIX RÉDUIT

- Les consommateurs pourront cette année acheter du nouveau beurre à prix réduit grâce à une subvention accordée par le ministère de l'Économie et des Finances. Les prix seront inférieurs de 10 à 15 % aux prix habituels. Les magasins de détail.

ARCHITECTURE

CONCOURS POUR LA SIGNALÉTIQUE DU FUTUR

MUSÉE D'ORSAY

- L'Union des architectes du musée d'Orsay, chargé d'aménager un musée consacré à l'art de la deuxième moitié du XIX^e siècle et des premières années du XX^e, dans l'ancien palais de l'ancien musée d'Orsay, ouvre un appel à projets en vue du choix d'un spécialiste des problèmes d'image, de marque graphique et de signalétique. L'établissement public procédera, auprès des candidats retenus, à une consultation sur esquisses, résumées. Au terme de cette consultation, le spécialiste choisi aura pour tâche de concevoir, avec les architectes désignés par ailleurs, la signalétique d'ensemble du musée, la marque graphique de l'image, la marque du musée, la marque de la signalétique de l'intérieur aux entrées de l'édifice. Les candidatures devront être adressées avant le 21 janvier 1983 à l'Union des architectes du musée d'Orsay, 1, place Henri-Montherlant, 9, quai Anatole-France, 75001 Paris. Tél. : 544-41-85.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 7 JANVIER

- Le Théâtre du Rond-Point, 11 heures, entrée du théâtre Renaud-Barrault, M^{me} Pennec. - Centre Georges-Pompidou, 14 h 30, 78, rue Saint-Martin, M^{me} Allaz. - L'île Saint-Louis, 15 heures, rue Saint-Louis-en-l'Île, M^{me} Bouquet. - Chaux. - Costumes de cérémonies, 15 h 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie, M^{me} Legrégois. - M^{me} Cluny, 15 heures, 6, place Paul-Painlevé, M^{me} Bonna (Caisse des monuments historiques). - Fantin-Latour, 15 heures, Grand Palais (Approche de l'art). - Monet et M^{me} Marmottan, 15 heures, entrée, Louis-Boilly (M. Bouchard). - Le Musée de Nissim-de-Camondo, 14 h 30, 63, rue Monceau, M^{me} Notin (M^{me} Caneri). - L'Opéra, 13 h 34, entrée (Connaissance d'ici et d'ailleurs). - Trésor des cathédrales de Rouen, Bayeux, Caen, 15 heures, 6, quai d'Orléans (M^{me} Hager). - Chez un tourneur d'ébène, 15 heures, métro Art-et-Métiers (P-Y. Jastet). - La Grange-Batelière, 14 h 30, métro Le Peletier (Paris pittoresque insolite). - Uniformes civils XVII^e siècle à nos jours, 15 h 30, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie (Paris et histoire). - Le Marais, 14 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé). - Le Marais, 14 h 30, 2, rue du Sévigné (Le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

13 heures, 6, quai d'Orléans, M^{me} Hager : « Bruges et le Moyen Âge, itinéraire du rêve ». 18 h 30, 35-37, rue des Francs-Bourgeois, M. J.-P. Gouzy : « Le journal parlé de l'Europe ». 19 h 30, 45, rue des Écoles, M. P. Fluchaire : « Recherche d'équilibre physique, psychique, moral, spirituel... global » (Université Populaire de Paris). 19 h 45, 13, rue Vivienne, M. J. Haab : « L'Épiphanie » (Ergonia). 19 h 15, 11 bis, Keppler : « Raja yoga et occultisme » (Logos Unie Théosophes). (Entrée libre).

Le Monde

DIMANCHE

Dans son numéro du 9 janvier

Les frissons de Nice

Les rumeurs sur les menaces politiques viennent périodiquement troubler la tranquillité des Nîçois

Enquête de Michel Heurteaux

Une initiation à la télématique

Formation permanente

Vous souhaitez savoir utiliser, juger les offres par télécommunications : Transpac, Télétel, Antiope...

L'Université Pierre et Marie Curie (Paris-VI) vous propose un stage d'introduction à la télématique pendant une semaine en février.

Pour tout renseignement appeler le 633-10-32 ou écrire à UNIVERSITÉ PIERRE ET MARIE CURIE Formation télématique - 4, place Jussieu - 75005 PARIS Cedex 05

	La ligne	La ligne T.C.
D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	15,42	18,42
DEMANDES D'EMPLOI	21,80	25,85
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
CAPITAUX	151,80	180,03



emplois régionaux



Coopérative des agriculteurs
C.A. : 8 milliards, 2.000
Direction
recherche et liaison : I.A.N.P.E.

Responsable comptabilité filiales (réf. SG11)
Elabore et vérifie la comptabilité de 10 dans le cadre de systèmes informatiques. Assure les déclarations fiscales.
PROFIL : minimum le DECS et au moins 5 ans d'expérience de 3 à 5 ans en tant que responsable d'entreprise ou bancaire. Une connaissance de l'outil informatique, le sens du contact et de la négociation.
Pour cas il poste, il pourvoir les déplacements régionaux sont il prévoir.

TRÉSORIER (réf. SG10)
Le développement d'un système de gestion de groupe, il est journaliste, les comptes de 12 personnes.
PROFIL : il est gestion il diplôme ESCA. A l'expérience de 3 à 5 ans en tant que responsable d'entreprise ou bancaire. Une connaissance de l'outil informatique, le sens du contact et de la négociation.
Pour cas il poste, il pourvoir les déplacements régionaux sont il prévoir.

Env. C.V., photo et prétentions à C.A.B., service Org/EP R.P.100.

CHEF COMPTABLE
Nous venons de signer un contrat de travail et nous remplaçons nous.

CHEF COMPTABLE
Nous venons de signer un contrat de travail et nous remplaçons nous.

CONSULTANT en INNOVATION INDUSTRIELLE
- un homme vivant - pour un homme complet, diplômé

GRANDE ECOLE
quelques d'expérience industrielle.
les entreprises importantes à concevoir leurs produits, il est améliorer le rapport performance/coût, par la mise en oeuvre de nouvelles créations : exerce ce métier passionnant, dans le cadre d'un cabinet de conseil (PARIS-LYON).
Région intéressante.

Parvenir à AXIAL, 37 rue Taitbout 75009 Paris. Réponse rapide. Discretion assurée.

CHIEF DES VENTES
Il devra connaître le produit et justifier d'une connaissance parfaite de la distribution.
SI VOUS PENSEZ ÊTRE CET HOMME
Ecrivez sous réf. n° 8.464 à :
télex PA.jonction
7, place Antonin-Poncet - LYON CEDEX III

RESPONSABLE SERVICE FORMATION
Organisme régional, cherche RESPONSABLE de l'information sur la formation, formation sup., exp. professionnelle, souhaitée dans la gest. de la formation.
Poste à CHALONS-SUR-MARNE. Environ 85.000 F an.
Env. C.V. et photo à ARFOPA, D.R.T.E., 2, rue des Viviers, CHALONS-SUR-MARNE, Cedex.
ASSOCIATION DE QUARTIERS ANIMATEUR PROFESSIONNEL
Secteur préadolescents, jeunes, expérience souhaitée.
+ C.V. au d'Animation de Quartiers, 171, rue des Jardins, 89400 VILLERICHES-SUR-SAONE.
Nous éditerons des guides pratiques dans 25 villes de province. Nous recherchons le personnel permanent de notre N.E.U., 28, rue des Ecuries, Paris-10°, 523-10-63.

INGÉNIEUR DÉBUTANT
Grandes écoles pour études des phénomènes de propagation du son.
Lettre de candidature + c.v. à adresser : C.S.T.B., 24, rue Joseph-Fourier, 38400 Saint-Marcel-d'Hères.
Association « MAISON MONPLAISIR », 48000 ANGERS.
cherche immédiatement DIRECTEUR/ANIMATEUR (TRICE) pour « MAISON POUR » sur quartier 15111 habitants (ZUP). Diplôme professionnel et 5 ans de pratique, un poste de directeur.
Adresser c.v., manuscrit, photo et références à : Maurice GUIGNARD, 18, rue de Sordani, 48000 ANGERS.

INGÉNIEUR INFORMATICIEN
Excellent salary, fr. and expense
Only applicants with proven experience will be considered. Forward detailed application and references to:
Publishers overseas Amsterdam B.V. Zijkdijk 2, 1422 BV Utrecht-Holland.
+ 02076-81136/57914 telex: 18330.
Poste à pour en ROLL (domaine spatial) recherche
INGÉNIEUR INFORMATICIEN
Ecr. avec c.v., photo et prétentions à n° 58-441, Corneille Public, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris, Cedex III qui transmettra.
BUREAU D'ETUDES recherche pour cabinet MOYEN-ORIENT
INGÉNIEURS

OFFRES D'EMPLOIS

Chef de publicité pour une mission ponctuelle dans un grand quotidien national
Publicitaire de métier, ayant une expérience commerciale de 3 à 5 ans en tant que Chef de Publicité dans un support, nous lui confierons pour 6 mois la responsabilité d'une partie de notre équipe. Son talent de négociateur commercial, son sens du marché et sa connaissance éprouvée du milieu des médias nous le rendront immédiatement opérationnel dans le cadre de l'élaboration et du développement.
M. Taillandier vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (C.V., photo), sous référence B 8887M, 55 avenue Bugeaud, 75116 Paris. Un département de Bernard Jullien Paycom

BJ FORCES
GROUPE BARCLAYS FRANCE pour le DÉPARTEMENT CRÉDITS PROMOTEURS de filiales immobilières recherche pour Paris
CADRE DYNAMIQUE justifiant d'une expérience réussie sur le plan commercial des risques.
Adresser C.V., photo et prétentions à SCAM, Groupe BARCLAYS, 5, rue du Cirque, 75001 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ diversifiée en mécanique et chaudronnerie lourde recherche.
Jeune ingénieur grande école
Il effectuera dans les services centraux parisiens en liaison avec les laboratoires, la station de recherche et les tâches de production, de la recherche appliquée ainsi que des tâches de conception et de développement du gros matériel thermique.
Adresser votre dossier de candidature, C.V., détail, photo et prétentions sous réf. n° 682 à Télex P.A. Jonction 34, boulevard Haussmann 75008 PARIS qui transmettra.

COMPTABLE QUALIFIÉ (E)
2^e échelon, libre de suite. Adresser C.V. et prétentions.

PROFESSEUR
Pour enseignement professionnel en fabrication mécanique. Diplôme B.T.N. et STS + 3 ans d'exp. professionnelle. Tél. 222-83-80.

INGÉNIEUR
en analyses numériques, études de cycle, études ou diplôme, école d'ingénieur avec

TRÈS BONNES CONNAISSANCES EN INFORMATIQUE
Env. C.V. à I.P.N., service du personnel, réf. NR, B.P. 1, 91408 ORSAY.

PROFESSEURS ANGLAIS ET ALLEMAND
pour le bilingue 93. Tél. : 226-83-30.

Le B.I.P.E.
recherche pour son département ÉLECTRONIQUE-INFORMATIQUE
UN INGÉNIEUR-ÉCONOMISTE
Connaissant les matériels et logiciels informatiques pour participer à la réalisation d'études de prévision économique de prospective technologique et de stratégie industrielle. Anglais indispensable.
Bureau d'Informations et Prévisions Économiques 122, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.

IMPORTANTE BANQUE PRIVÉE - 8°
recherche pour son DÉPARTEMENT ENGAGEMENTS :
RÉDACTEUR (TRICE)
Chargé (ée) des études de la presse essentiellement à :
• Niveau Études Supérieures.
• 2 à 3 ans d'expérience minimum dans poste similaire.
• Connaissances dans le domaine agro-alimentaire appréciées.
Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à OCB, 66, rue de la Chaussée d'Antin, 75009 Paris, qui transmettra sous réf. 5183 M.

Le B.I.P.E.
recherche pour son département ÉLECTRONIQUE-INFORMATIQUE
UN INGÉNIEUR-ÉCONOMISTE
Connaissant les matériels et logiciels informatiques pour participer à la réalisation d'études de prévision économique de prospective technologique et de stratégie industrielle. Anglais indispensable.
Bureau d'Informations et Prévisions Économiques 122, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.

Le B.I.P.E.
recherche pour son département ÉLECTRONIQUE-INFORMATIQUE
UN INGÉNIEUR-ÉCONOMISTE
Connaissant les matériels et logiciels informatiques pour participer à la réalisation d'études de prévision économique de prospective technologique et de stratégie industrielle. Anglais indispensable.
Bureau d'Informations et Prévisions Économiques 122, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.

Le B.I.P.E.
recherche pour son département ÉLECTRONIQUE-INFORMATIQUE
UN INGÉNIEUR-ÉCONOMISTE
Connaissant les matériels et logiciels informatiques pour participer à la réalisation d'études de prévision économique de prospective technologique et de stratégie industrielle. Anglais indispensable.
Bureau d'Informations et Prévisions Économiques 122, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.

Le B.I.P.E.
recherche pour son département ÉLECTRONIQUE-INFORMATIQUE
UN INGÉNIEUR-ÉCONOMISTE
Connaissant les matériels et logiciels informatiques pour participer à la réalisation d'études de prévision économique de prospective technologique et de stratégie industrielle. Anglais indispensable.
Bureau d'Informations et Prévisions Économiques 122, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.

Le B.I.P.E.
recherche pour son département ÉLECTRONIQUE-INFORMATIQUE
UN INGÉNIEUR-ÉCONOMISTE
Connaissant les matériels et logiciels informatiques pour participer à la réalisation d'études de prévision économique de prospective technologique et de stratégie industrielle. Anglais indispensable.
Bureau d'Informations et Prévisions Économiques 122, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.

Le B.I.P.E.
recherche pour son département ÉLECTRONIQUE-INFORMATIQUE
UN INGÉNIEUR-ÉCONOMISTE
Connaissant les matériels et logiciels informatiques pour participer à la réalisation d'études de prévision économique de prospective technologique et de stratégie industrielle. Anglais indispensable.
Bureau d'Informations et Prévisions Économiques 122, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.

Le B.I.P.E.
recherche pour son département ÉLECTRONIQUE-INFORMATIQUE
UN INGÉNIEUR-ÉCONOMISTE
Connaissant les matériels et logiciels informatiques pour participer à la réalisation d'études de prévision économique de prospective technologique et de stratégie industrielle. Anglais indispensable.
Bureau d'Informations et Prévisions Économiques 122, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.

Le B.I.P.E.
recherche pour son département ÉLECTRONIQUE-INFORMATIQUE
UN INGÉNIEUR-ÉCONOMISTE
Connaissant les matériels et logiciels informatiques pour participer à la réalisation d'études de prévision économique de prospective technologique et de stratégie industrielle. Anglais indispensable.
Bureau d'Informations et Prévisions Économiques 122, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.

Le B.I.P.E.
recherche pour son département ÉLECTRONIQUE-INFORMATIQUE
UN INGÉNIEUR-ÉCONOMISTE
Connaissant les matériels et logiciels informatiques pour participer à la réalisation d'études de prévision économique de prospective technologique et de stratégie industrielle. Anglais indispensable.
Bureau d'Informations et Prévisions Économiques 122, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.

OFFRES D'EMPLOIS

DANS LE CADRE DU CONTRAT DE SOLIDARITÉ L'INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE CHIMIQUE APPLIQUÉE
recherche Banlieue Sud, recrute

UN INGÉNIEUR CHIMISTE
minimum 5 ans d'expérience industrielle (Laboratoire de Pilotage) chimie fine.

UN INGÉNIEUR CHIMISTE
Quelques années d'expérience pour développement chimie fine.

UN INGÉNIEUR CHIMISTE
ENSA ou INSA
5 à 10 ans d'expérience en études ou sur le terrain, épuration des effluents industriels et urbains.

UN INGÉNIEUR PHYSICO-CHIMISTE
Pour recherche dans laboratoire, ayant connaissance de la physique appliquée :
- analyse radio-chimique.
- physico-chimie des sols.
Programmation de l'interprétation statistique.

UN TECHNICIEN PLASTURGISTE
minimum 5 ans d'expérience thermoplastiques.

Env. C.V., photo et prétentions à : IRCHA - Service du Personnel - III No 1 - 91710 VERT-LE-PETIT

afnor
Association Française de Normalisation
recherche pour sa division
BATIMENT/TRAUX PUBLICS

INGENIEUR
connaissant les calculs de résistance des matériaux et/ou constructions métalliques pour domaines correspondants.

Pratique ou connaissance de l'anglais. Bâtiment ou Travaux Publics. Anglais indispensable - Allemand apprécié - Quelques déplacements à prévoir à l'étranger. Contacts de haut niveau fréquents (Ingénieurs Généralistes des Ponts et Chaussées en particulier).

- Poste à pourvoir rapidement -
Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et rémunération actuelle. référence 1449 à AFNOR - Direction du Personnel Tour Europe - Cédex 07 - 92080 La Défense.

Important groupe financier
recherche pour son agence de VINCENTES
CADRE FINANCIER
Le candidat doit posséder une bonne formation bancaire (crédit MT, LT, et bail), connaissances comptables, fiscales et juridiques, la pratique, le goût des contacts et une voiture.

Adresser C.V., manuscrit, photo et prétentions à REGIE-PRESSE, n° 037.629 Bt, 5 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Novapat
recherche pour compléter son équipe
UN INGÉNIEUR SPECIALISTE EN BREVETS D'INVENTION
Le candidat sera :
- très dynamique,
- expérimenté dans ce domaine,
- parfaitement bilingue anglais.
REMUNERATION ELEVÉE pour candidat directement autonome.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à NOVAPAT - 107 Bd Poincaré 75017 PARIS.

Le B.I.P.E.
recherche pour son département ÉLECTRONIQUE-INFORMATIQUE
UN INGÉNIEUR-ÉCONOMISTE
Connaissant les matériels et logiciels informatiques pour participer à la réalisation d'études de prévision économique de prospective technologique et de stratégie industrielle. Anglais indispensable.
Bureau d'Informations et Prévisions Économiques 122, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.

Le B.I.P.E.
recherche pour son département ÉLECTRONIQUE-INFORMATIQUE
UN INGÉNIEUR-ÉCONOMISTE
Connaissant les matériels et logiciels informatiques pour participer à la réalisation d'études de prévision économique de prospective technologique et de stratégie industrielle. Anglais indispensable.
Bureau d'Informations et Prévisions Économiques 122, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.

Le B.I.P.E.
recherche pour son département ÉLECTRONIQUE-INFORMATIQUE
UN INGÉNIEUR-ÉCONOMISTE
Connaissant les matériels et logiciels informatiques pour participer à la réalisation d'études de prévision économique de prospective technologique et de stratégie industrielle. Anglais indispensable.
Bureau d'Informations et Prévisions Économiques 122, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.

Le B.I.P.E.
recherche pour son département ÉLECTRONIQUE-INFORMATIQUE
UN INGÉNIEUR-ÉCONOMISTE
Connaissant les matériels et logiciels informatiques pour participer à la réalisation d'études de prévision économique de prospective technologique et de stratégie industrielle. Anglais indispensable.
Bureau d'Informations et Prévisions Économiques 122, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.

Le B.I.P.E.
recherche pour son département ÉLECTRONIQUE-INFORMATIQUE
UN INGÉNIEUR-ÉCONOMISTE
Connaissant les matériels et logiciels informatiques pour participer à la réalisation d'études de prévision économique de prospective technologique et de stratégie industrielle. Anglais indispensable.
Bureau d'Informations et Prévisions Économiques 122, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.

Le B.I.P.E.
recherche pour son département ÉLECTRONIQUE-INFORMATIQUE
UN INGÉNIEUR-ÉCONOMISTE
Connaissant les matériels et logiciels informatiques pour participer à la réalisation d'études de prévision économique de prospective technologique et de stratégie industrielle. Anglais indispensable.
Bureau d'Informations et Prévisions Économiques 122, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.

Le B.I.P.E.
recherche pour son département ÉLECTRONIQUE-INFORMATIQUE
UN INGÉNIEUR-ÉCONOMISTE
Connaissant les matériels et logiciels informatiques pour participer à la réalisation d'études de prévision économique de prospective technologique et de stratégie industrielle. Anglais indispensable.
Bureau d'Informations et Prévisions Économiques 122, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.

Le B.I.P.E.
recherche pour son département ÉLECTRONIQUE-INFORMATIQUE
UN INGÉNIEUR-ÉCONOMISTE
Connaissant les matériels et logiciels informatiques pour participer à la réalisation d'études de prévision économique de prospective technologique et de stratégie industrielle. Anglais indispensable.
Bureau d'Informations et Prévisions Économiques 122, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.

Le B.I.P.E.
recherche pour son département ÉLECTRONIQUE-INFORMATIQUE
UN INGÉNIEUR-ÉCONOMISTE
Connaissant les matériels et logiciels informatiques pour participer à la réalisation d'études de prévision économique de prospective technologique et de stratégie industrielle. Anglais indispensable.
Bureau d'Informations et Prévisions Économiques 122, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.

Le B.I.P.E.
recherche pour son département ÉLECTRONIQUE-INFORMATIQUE
UN INGÉNIEUR-ÉCONOMISTE
Connaissant les matériels et logiciels informatiques pour participer à la réalisation d'études de prévision économique de prospective technologique et de stratégie industrielle. Anglais indispensable.
Bureau d'Informations et Prévisions Économiques 122, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.

Le B.I.P.E.
recherche pour son département ÉLECTRONIQUE-INFORMATIQUE
UN INGÉNIEUR-ÉCONOMISTE
Connaissant les matériels et logiciels informatiques pour participer à la réalisation d'études de prévision économique de prospective technologique et de stratégie industrielle. Anglais indispensable.
Bureau d'Informations et Prévisions Économiques 122, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.

Le B.I.P.E.
recherche pour son département ÉLECTRONIQUE-INFORMATIQUE
UN INGÉNIEUR-ÉCONOMISTE
Connaissant les matériels et logiciels informatiques pour participer à la réalisation d'études de prévision économique de prospective technologique et de stratégie industrielle. Anglais indispensable.
Bureau d'Informations et Prévisions Économiques 122, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.

Le B.I.P.E.
recherche pour son département ÉLECTRONIQUE-INFORMATIQUE
UN INGÉNIEUR-ÉCONOMISTE
Connaissant les matériels et logiciels informatiques pour participer à la réalisation d'études de prévision économique de prospective technologique et de stratégie industrielle. Anglais indispensable.
Bureau d'Informations et Prévisions Économiques 122, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.

Le B.I.P.E.
recherche pour son département ÉLECTRONIQUE-INFORMATIQUE
UN INGÉNIEUR-ÉCONOMISTE
Connaissant les matériels et logiciels informatiques pour participer à la réalisation d'études de prévision économique de prospective technologique et de stratégie industrielle. Anglais indispensable.
Bureau d'Informations et Prévisions Économiques 122, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.

BUDGET 1983 : faculté de médecine à Amiens

De notre correspondant

de la maison régionale des syndicats, un pour construire un hôtel de la région.

Le « gros morceau » de la politique sanitaire, pour laquelle l'Etat accroit les dépenses, sont les crédits (71 millions en 1983), pour la construction de l'hôpital de Namur.

Faits et

Anvers :

trafic en hausse de 5,4 %

Le trafic des marchandises dans le port d'Anvers s'est élevé à 84 millions de tonnes en 1982, à 5,4 % d'augmentation par rapport à 1981, un indicé, le 1 janvier, la municipalité au port belge.

Cette hausse est due notamment à l'augmentation du trafic des marchandises en vrac (+ 10 %). Le trafic pétrolier est également en hausse (+ 25 %).

A l'exportation (premier port du monde), le trafic s'est élevé à 22 millions de tonnes (- 0,4 %) par rapport à 1981. Le charbon, les pétroles et les minerais sont une baisse, mais ce recul a été compensé par la hausse des transports en vrac (céréales) et des produits pétroliers. Trente à un mille sept à cinquante navires du port fréquentent le port, soit 3 % de plus que l'année précédente. — (A.F.P.)

« Afin de garder la pression fiscale un caractère mesuré », le président de la région proposera de limiter un emprunt de 107 millions, « la Picardie étant peu endettée puisqu'en 1983 la charge de la dette devrait rester inférieure à 5 % du budget global ».

MICHEL CURIE.

Anvers :
trafic en hausse de 5,4 %

Le trafic sur le canal de l'Escaut par le port d'Anvers s'est élevé à 84 millions de tonnes en 1982, soit 5,4 % d'augmentation par rapport à 1981, a indiqué, le 3 janvier, le municipalité sur port belge.

Cette hausse est due notamment à l'augmentation du trafic des marchandises en vrac (+ 10 %). Le trafic pétrolier est également en hausse (+ 9 %).

A Bruxelles (premier port de monde), le trafic s'est élevé à 113 millions de tonnes (- 0,4 %) par rapport à 1981. Le charbon, le pétrole et les minerais ont baissé, mais ce recul a été compensé par la hausse des transports en vrac (minéraux) des produits pétroliers. Trente-neuf mille sept cents cinquante navires ont été fréquentés le port, soit 3 % de plus que l'année précédente. — (A.F.P.)

Le Limousin se dépeuple

C'est une nouvelle baisse de la population rurale que font apparaître les premiers résultats de l'enquête de 1975 pour le Limousin : 737 150 habitants, soit une diminution de 1 600 unités depuis le recensement de 1970. Le Limousin est ainsi la seule région avec la Lorraine à se dépeupler depuis sept ans, alors que la France, durant le même temps, a connu un léger accroissement démographique (0,4 % l'an).

Entre le Limousin et la Lorraine, cette évolution identique cache des situations différentes : la population du Limousin a subi un déficit migratoire important, suscité par les difficultés de la conversion industrielle, alors que le déclin démographique du Limousin est dû à un déficit naturel (— 0,4 % l'an) ; c'est-à-dire à un rythme de décès supérieur à celui des naissances. De 1970 à 1975, 17 372 personnes

DANS SON NUMÉRO DE JANVIER

DES RÉPONSES AUX QUESTIONS

QUE VOUS VOUS POSEZ

Le Monde DE L'ÉDUCATION La publication de référence

**VOUS PROPOSE DE VOUS ABONNER
VOUS NE PAIEREZ QUE 100 F, 1 AN
FRANCE
POUR ONZE NUMÉROS AU LIEU DE 110 F**

Le Monde DE
L'ÉDUCATION BULLETIN D'ABONNEMENT

OUI ☐ m'abonne ☐ **MINISTRE de l'Education** et ☐ joins
la somme ☐ 100 F (étranger 120 F.)

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

CARNET

— On nous prie d'annoncer le mariage de
de **Clair MIREMONT**,
fille de M. **Wm Miremont**, conseiller
référéndaire à la Cour des comptes,
avec
Georges OMNES,
fils de M. **Claude Omnes** et petit-fils de
M. **Pierre Gabrié**, qui a été célébré
dans l'intimité à La Valette-du-Var, le
31 décembre 1982.
30, rue de Lorraine.
78100 Saint-Germain-en-Laye.
« Les Minimes »,
La Valette-du-Var.

**— Jean-Robert et Pierre-René
Bauquis**
déclat
docteur Denise BAUQUIS,
le 30
Cet avis tient lieu de faire-part.

se docteur et M^{me} Louis Bertagna,
M. et M^{me} Dominique Roux,
M. et M^{me} Louis Bertagna,
Le docteur et M^{me} Michel
Kassabian,
Le docteur et M^{me} François
Le docteur et M^{me} Léon,
ses petits-enfants,
M^{me} Jeanne, M^{me} Michèle, Stéphanie, Lor-
raine, Alexandra, Marion, Emilie,
Laura, Antoine, Marie, Cécile,
ses arrière-petits-enfants,
M^{me} Jeanne Gourdon, sa sœur,
M^{me} Sophie Gourdon,
ses petits-neveux,
M^{me} Marthe Hantzreuch,
font part du rappel à Dieu de
M^{me} Antoine-Max BERTAGNA,
décédé le 1^{er} janvier 1983, dans sa
quatre-vingt-quatorzième année.
La cérémonie religieuse a eu lieu le
5 janvier dans la plus stricte intimité.
Inhumation au cimetière de Venoz,
73, rue de Courcelles.
75008 Paris.

— Nous apprenons la mort de notre confrère

Jean BOULAC,
journaliste à « Ouest-France »,
spécialiste des affaires maritimes.

(Né en 1921 à Ploudar (Finistère), Jean Boulac, après avoir fait ses études dans des lycées de la région, a obtenu son diplôme en 1948 à l'hebdomadaire « le Marin ». Depuis 1950, il est journaliste à « Ouest-France », à la rédaction permanente de ce quotidien.

Considérant particulièrement les questions de la marine marchande, de la pêche, de la construction navale, très attaché à l'évolution sociale des gens de mer, Jean Boulac avait acquis une grande estime dans tous les milieux professionnels.

VIEN DE PARAITRE :

HISTOIRE
FRANCE
JOURNAUX
TEMPS PRESSE
1944-1945

HISTOIRE
FRANCE
JOURNAUX
TEMPS PRESSE
1944-1945

LA BELLE
EPOQUE

ANDRE ROSSEL
LE FAUX
GRAND SIECLE
1604-1715
LA BELLE EPOQUE
1888-1914

dans la nouvelle collection
HISTOIRE DE FRANCE
A TRAVERS LES JOURNAUX

DU TEMPS PASSÉ
CHACQUE VOLUME : 230 F
Edition
A L'ENSEIGNE
DE L'AUTRE VERDOYANT
Direction ADAMAND COLIN

--

- M. et M^{me} Jean-Paul Bourgoïn,
Le docteur et M^{lle} Jean-Louis Cha-
pota, leurs enfants et petits-enfants ;
M. et M^{me} Richard Bourgoïn
et leurs enfants,
M. et M^{me} Philippe Jacqueminist
et leurs enfants,
M. et M^{me} Gérard Bourgoïn
et leurs enfants,
M. et M^{me} Francis Bourgoïn
et leur fils,
Les familles parentes et alliées,
sur le devant de la part et décès
dans sa quatre-vingt-huitième année, de

M. André BOURGOÏN,
officier de la Légion d'honneur
médaille militaire 1914-1918,

de guerre des T.O.E.
guerre 1914-1918, palmes
méritaires de la Résistance française,
officier de la Légion de Merit (U.S.A.),
Ouzam Alouite (Maroc).

3 janvier 1983 ■ Moret-
sur-Loing.
La cérémonie religieuse sera célébrée
au temple protestant ■ Neuilly-
18, boulevard d'Intermann, 1.
7 janvier, à 15 h 30, suivie de l'Instru-
ction, à 16 h 30, au cimetière
Passy.

3, square Claude-Barria,
92200 Neuilly-sur-Seine.

— M^{me} Henri GILLOT, son épouse,
Sœur Marie-Christina, de Notre-
Dame-de-Sion,
Le vice-amiral d'escadre et M^{me} Henri
Rapis,
Le général de brigade et M^{me} Bernard
David,
M^{me} M^{me} Dominique GILLOT,
ses enfants.

Ses petits-enfants et arrière-
petits-enfants,
ont le plaisir de faire part du décès du
général de corps d'armée (G.R.)
Henri GILLOT,
commandeur de la Légion d'honneur,
survécu dans sa quatre-vingt-quatrième
année, le 1^{er} janvier 1983.

La cérémonie religieuse a eu lieu le
3 janvier en l'église de Boulogne.

Don Cizeaux

Avenue des Arbousiers,
83700 Boulares.

(Né le 6 juillet 1939 à Charnay-sur-Saône [Côte-d'Or] et affecté dans l'Armée, Henri Gillet, qui a fait campagne en Tunisie, en Italie et en Allemagne, où il rapporta le croix de guerre, est entré dans la Résistance en 1943, comme technicien et à Bronze Star Medal américaine, notamment commandeur, externe général de brigade à la division d'Oran (Algérie) en 1948. Il est devenu directeur du personnel militaire à l'Armée de terre, à Paris, en 1953. Il est devenu général de division, et a la disposition des militaires d'Etat-Maj. Marc Jaccard, après la présidence du conseil (Joseph Laniel) pendant la campagne des quatre années. En 1957, avec le rang de général de corps d'armée, il commande le DC région militaire du Nord-Est.

— Le président,
Le conseil d'administration
Et les membres du personnel de
l'Union des étudiants de Paris
ont le douleur de faire part de la mort
de leur président honoraire.
M. Dominique LECA,
survécu à Paris, le 15 décembre 1982.
Selon la volonté du défunt, la cérémonie
funéraire s'est déroulée dans l'intimité.
Une messe sera célébrée à sa
mémoire le 12 janvier 1983, à 11 h 30,
en l'église de la Trinité, square de la Tri-
nité, 66, rue Saint-Lazare, Paris-9.
(Voir le Monde daté 24 décembre).

- Nathalie et Thierry Potvin,
M^{me} Henri Potvin,
M^{me} Robert Simin,
M^{me} Winickel,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part de la mort de

Marc PÉRIEUX.
serviteur ■ Aberdeen (Écosse) ■
23 décembre.

La cérémonie religieuse et l'inhumation
dans le caveau de famille ont eu
lieu dans la plus stricte intimité.

58, rue Charles-Goussard,
39130 Lamberton.
34, rue de la République, 75014 Paris.
33, rue du Commandant Monchotie,
75014 Paris.
12, rue Pierre-Semard,
94190 Villejuif-Saint-Georges.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du "Carnet du ...", ... priés de joindre à leur envoi de ... dernières bandes pour justifier cette qualité.

A schematic diagram of a three-layered system. The top layer is labeled "Air" and contains a wavy line representing a surface. The middle layer is labeled "Water" and contains a horizontal line. The bottom layer is labeled "Bottom" and contains a solid black rectangular area. Arrows indicate the flow of material from the Air layer into the Water layer, and from the Water layer into the Bottom layer.

- M^{me} Marthe Quod, née Emile, son épouse,
M. et M^{me} Zinger, son gendre et sa fille.
M. Josi Quod, son fils.
Année de Kerourgen, Yan de Kerourgen, Vaelik Zinger, ses petits-enfants,
Les familles Nicot, Emile, Flagne, Rozo, Laccour,
ont la douleur de faire part du décès de
Robert QUOD,
administrateur en chef
des colonies d'outre-mer en retraite.
Ces avis tiennent lieu de faire-part.
178, rue Legendre, 75017 Paris.

M^{me} Victor Audeguis, ses enfants et petits-enfants, très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès du général VICTOR AUDEGUIS, expriment leurs très sincères remerciements.

— Graciele. Lyon. Paris. Nice.
Cagnes. Dolomieu.
M. Georges Galliois, son père, et
M^{me} Georges Galliois, M^{me} Marthe Galliois,
son épouse et ses enfants, Michel
Galliois, Jacques Galliois et son épouse
Marie-France et Bertrand Comin
Galliois, son fils, Jean-Louis Galliois,
petits-enfants, Christophe, Frédéric,
Tamara, David, Aurice et Morgane.
M. René Galliois, son frère, et M^{me} René
Galliois, leurs enfants Fabrice et Phil
ippe.
— Gérard Galliois et son épouse.
Le docteur Emile Mandin
et son épouse,
M^{me} Pauline Girodin,
M^{me} Antoinette Monmayrue,
M. Marcel et Monique Gimel,
M^{me} Marcel et son épouse, M^{me} Marcel
M. Jean-Jacques Maunachon et leurs
enfants, la famille Delphin,
— remercient très sincèrement tous ceux
qui, par leur présence, leurs messages de
sympathie et leurs envois de fleurs et de
couronnes, ont pris part à leur profonde
douleur. Très affectueux.
M. JEAN GALLIOIS.

— Groschic, Lyon.
— Le Dauphiné libéré, le journal
— Rhône-Alpes —, Lyon-Matin
— Loire-Matin —, Vaucluse-Matin.
L'Agence générale d'information, la
société le Frère du Sud-Est, la société
Sud-Est-Matin, la société Rhône-Alpes
Diffusion, le G.I.E. Dan-Press, les
sociétés et associations du groupe Des
peuples libérés, expriment leur vive recon-
naissance à tous ceux qui, par leur pré-
sence, témoignages de sympathie et
envois de fleurs, se sont associés à leurs
peux lors du décès de

M. JEAN GALLOIS.

— M^{me} Anikla Rubinstein,
ses enfants et ses petits-enfants,
tous touchés des nombreuses marques de
sympathie et d'amitié qui leur ont été
témoignées lors du décès de
Arthur RUBINSTEIN,
remercient très affectueusement toutes
les personnes qui ont pris part à leur
douloureuse épreuve.

Anniversaires

— Nous aurons une prière ou une pensée affectueuse pour
M^{me} Louis CHANROUX,
née Marie Béchade,
en ce vingtième anniversaire.

Messes anniversaires

- En souvenir et à la mémoire de
M^{me} Georges HIRTZ,
née Marie Andrée Lombart,
rappelée à Dieu le 18 janvier 1976, une
messe sera célébrée mardi 19 janvier, à
12 heures, en l'église Saint-
Jean-de-Malma à Aix-en-Provence.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT
- Université Paris-IV (Sorbonne),
samedi 8 janvier, à 14 heures, salle
Louis-Liard, M^{me} Christiane Mervand :
« Voltaire et Frédéric-II, une dramatur-
gie des Lumières ».

- Université Paris-IV (Sorbonne), samedi 8 janvier, à 14 heures, amphithéâtre Est au Grand Palais, M. Raymond Savary : « Champs spatiaux et non spatiaux en allemand ; sens « propre » et sens « figuré » ; le relatif « an » : rapports avec le français ».

**FRED SOLDE
SA MAROQUINERIE
RUE ROYALE!**

6-21. janvier 1983

FRED ...and his family

**FRED MET
SA JOAILLERIE
AU PRIX CHARTER
A ORLY**

6-21 Janvier 1983

FRED

هكذا من الأصل

SOCIAL

APRÈS UNE LIVRAISON DE VILBREGUINS
PAR LES GRÉVISTES DE MAVILORLe chômage technique est suspendu
Renault-Véhicules industriels

De notre correspondant régional

Lyon. — « Un événement exceptionnel. Une action qui est un véritable geste de solidarité », ont écrit les responsables C.G.T. de Renault-Véhicules industriels « salués » la livraison par les grévistes de l'usine Mavilor de l'horloge (Loire) — le Monde du 5 janvier — de cent quatre-vingt véhicules déjà usinés mardi 4 en fin de matinée. Cette livraison accordée un court répit à la firme nationale du poids lourd : un jour et demi de production — « cadence normale » — trois jours en « cadence réduite ». Cette action, à laquelle les syndicats C.G.T. des deux entreprises concernées ont voulu donner une importance particulière, représente certes une bouffée d'oxygène, un répit de trois jours que ces organisations espèrent voir mis à profit pour forcer la porte des négociations dans la Loire. Un premier contact encourageant en raison de sa simple existence, à ce lieu, en fin d'après-midi, le même jour.

Le syndicat C.G.T. de Mavilor voulait démontrer que « les stocks bloqués par le personnel en lutte » n'étaient pas à l'origine des problèmes en aval chez son client R.V.I. Ce stock est, en effet, très limité, puisque, après la livraison des grévistes aux travailleurs solidaires de R.V.I., l'entreprise l'horlogère ne dispose plus d'aucun véhicule adapté à la production des moteurs de haut de gamme (camions et autocars) de R.V.I.

A Vénissieux, cinq cent vingt-cinq personnes ont été contraintes à un chômage technique d'une demi-journée le 4 janvier. « C'est beaucoup trop », a estimé la C.G.T., qui s'est prononcée, au cours d'une conférence de presse, pour une limitation des activités de montage, quitte à différer l'installation des vilbreguins.

M. Bergeron accuse la C.F.D.T. de vouloir faire du P.S.

« un instrument de révolution morale et redemptrice »

Dans un éditorial intitulé « Réflexion autour d'un anniversaire », publié dans F.O.-Hédo, M. André Bergeron accuse la C.F.D.T. de vouloir faire du parti socialiste « un instrument de révolution morale et redemptrice ». La confédération, écrit le secrétaire général de Forcort, « est toujours restée le pluralisme des partis comme un élément indispensable à toute la démocratie ».

M. Bergeron « la situation n'est plus la même en 1983 ». Sans nous en rendre compte, nous nous gardons, qu'on ne permette de penser que le nouveau parti socialiste serait bien inspiré d'observer avec beaucoup d'attention le comportement de ses membres se réclamant du courant « chrétien progressiste », qui, croyant porter sur leurs épaules toutes les plaies du monde, s'érigent en « prophètes » et en « donneurs de leçons ».

La retraite à soixante ans

LE C.N.P.F. SOUHAITE
DANS UN MÉMORANDUM
UNE PARTICIPATION
DE L'ÉTAT

A la veille de la dernière réunion syndicale-patronale jeudi 6 janvier sur la retraite à soixante ans, le C.N.P.F. a envoyé aux confédérations un mémorandum qui résume, en quelques pages, les propositions patronales. Le C.N.P.F. y rappelle que la retraite à soixante ans — pour le complément — dépend du nombre de points acquis pendant toute la vie salariale (cela ne peut donc signifier la garantie d'une retraite égale à 70 % du salaire). Il se prononce pour la mise en place d'une « retraite financière transitoire ». Le terme de « régime transitoire » pourrait être abandonné, ce qui donnerait satisfaction à la C.G.T. et à la C.F.D.T. Le C.N.P.F., au sujet du financement, rappelle son projet d'une compensation entre les recettes affectées à la garantie de ressources et celles affectées pour la retraite complémentaire.

Cette formule permettrait, à terme, de « couvrir » 3 points de cotisations affectés aujourd'hui à la garantie de ressources, aux retraites complémentaires. Cela signifie surtout que la participation de l'État (un tiers des recettes pour la garantie de ressources) serait maintenue, le soutien du C.N.P.F. — pour éviter une majoration de cotisations — étant que l'État — à titre d'avance — anticipe dès les premières années ce qu'il devrait verser à l'avenir.

quins. De plus, le centrale syndicale a dénoncé l'attitude « des patrons et du C.N.P.F. qui n'hésitent pas à aller en pitié d'une entreprise nationale et de ses mille travailleurs ». Après Vénissieux, les mesures de chômage technique pourraient en effet très rapidement atteindre Bourg-en-Bresse, puis les mines de Limoges (véhicules militaires) et de Blainville (Calvados). Dans ces conditions, on comprend l'insistance des « Lyonnais » pour réclamer une force de solution négociée au conflit Mavilor.

Ce chômage forcé en raison de la défaillance pour cause de grève d'un fournisseur quasi exclusif — les vilbreguins — par R.V.I. provient de Mavilor — risque d'intervenir dans une période particulièrement délicate pour le premier constructeur français du poids lourd : nouvelle dégradation de la pénétration sur le marché français ; de l'appareil de production — rapport à l'approvisionnement — aujourd'hui, a précisé un délégué des cadres C.G.T., on pratique la méthode à la japonaise de l'appel à l'aval, et qu'il manque une pièce tout d'arrêt ; période de transition au niveau de l'état-major R.V.I. : M. François Zanotti, P.-D.G., a été remplacé, le 25 novembre dernier, par M. Pierre Samerona.

Alors que le conflit Mavilor est mené dans l'union avec la C.F.D.T., dans la principale usine de R.V.I. à Vénissieux, la C.G.T. paraît décidée à mener seule la lutte. Mais le précédent de fin 1981 — une mobilisation sur le thème du chômage technique est souvent déléguée pour les organisations syndicales.

CLAUDE RÉGENT.

CONJONCTURE

Le gouvernement entend procéder
à une baisse générale des taux d'intérêt

C'est une baisse d'ensemble des taux créditeurs (versés aux déposants) et débiteurs (payés par les emprunteurs) que le gouvernement a l'intention de procéder en demandant aux banques de le suivre dans le mouvement quand c'est à elles de prendre la décision, ce qui est en principe le cas général.

Les mesures nouvelles devaient être annoncées mardi après-midi 4 janvier dans un communiqué du ministère de l'économie et des finances. Mais la publication de ce texte a été différée par suite d'ultimes

La baisse d'un point, à partir du principe, du taux d'intérêt versé aux titulaires des livrets A du Crédit mutuel (nos dernières éditions) s'appliquerait à toute la gamme des taux à court terme : comptes à livrets bancaires, bons de caisse, bons du Trésor, bons du Crédit agricole, bons des groupements régionaux d'épargne et de prévoyance, livrets (livrets bancaires).

Jusqu'à maintenant, les banques étaient appelées à participer au financement des prêts d'accès à la propriété (PAP), à hauteur d'environ 10 milliards sur un total d'une quarantaine de milliards en 1982. Leur rôle a été diminué à 7 milliards. Le gouvernement leur demande de consacrer la marge d'opération correspondante ainsi rendue disponible à des prêts accrus à l'industrie.

La doctrine suivie depuis dix-huit mois, il s'agit d'amener les banques à augmenter leurs crédits à moyen terme et à long terme aux entreprises industrielles. Ce sera aux banques de déterminer les conditions auxquelles elles consentiront les prêts et bien sûr il y a à apprécier le risque. Cependant, les taux dont ces opérations sont assorties devraient être eux-mêmes en baisse, dans la mesure où l'aligement du coût des ressources bancaires.

La défense du franc

(Suite de la première page.)

La question semble-t-il se pose pas en termes aussi simples. L'Élysée et le gouvernement semblent aussi urgent de soutenir l'activité économique tout en ne perdant pas de vue la face du marché des changes. Mais comment concilier ces impératifs ?

Tout faux pas paraît interdit quand on lit dans le dernier bulletin hebdomadaire d'une des plus grandes banques new-yorkaises, la Citibank : « Tous les ingrédients d'un drame classique du franc français sont réunis : l'approche des élections municipales en France, la baisse de la dette ; il existe toutefois un élément nouveau : un important changement en cours dans la politique monétaire du pays vers plus de modération. Mais il est trop tôt pour dire si ce changement pourra permettre d'éviter une dévaluation ». Mais, estimant encore les experts de la Citibank : « si ce fort tour de vis monétaire est maintenu, l'activité économique en France sera touchée ».

C'est donc, comme jamais en termes abstraits que se pose la question de savoir comment agir. Le gouvernement a l'intention, dans la journée du 4 janvier d'annoncer, en même temps que la baisse d'un point du taux d'intérêt, versé aux titulaires des livrets A de la Caisse d'épargne et des livrets bleus du Crédit mutuel

hésitations dues au comportement du marché des changes. Les mesures pourraient finalement être annoncées dans l'après-midi de mercredi. Elles comporteraient : d'une part un abaissement général des taux créditeurs versés aux titulaires de livrets d'épargne de toute nature, d'où il doit résulter un allègement du coût des ressources bancaires (d'où la possibilité pour les banques de diminuer le coût des crédits) ; d'autre part, des dispositions en faveur des prêts à l'industrie et au logement.

Le PAP (prêt à vingt ans) serait ramené de 12,60 % à 11,60 %. Environ 170 000 PAP sont accordés par an pour un montant total d'environ 40 milliards. Le financement est assuré à la fois par le Crédit foncier (lequel distribue les prêts en question), la Caisse des dépôts et des banques, la bonification de l'intérêt étant à la charge de l'État. La part du financement que les banques se voient transférer à la Caisse des dépôts, qui assure les charges financières allégées par suite de l'abaissement du taux créditeur du livret A.

Enfin, le Crédit mutuel, qui assure les dépôts supplémentaires grâce à l'élévation du plafond du livret bleu, devra augmenter ses emplois dits d'intérêt général, c'est-à-dire un certain nombre de prêts à destination des collectivités locales et, d'autre part, la demande de l'État, à hauteur de 1,9675 F.S. à Zurich (contre 1,9675 F.S.).

De l'avis des cambistes, ce nouveau repli de la devise américaine s'est fait dans le calme. Le franc français s'est, de son côté, assez bien comporté dans le système monétaire européen, en dépit des rumeurs qui avaient circulé sur son affaiblissement au début de l'année, affaiblissement, d'ailleurs, lié aux mesures sur le crédit que le gouvernement s'apprête à prendre pour encourager l'investissement industriel et stimuler l'activité.

Sans réaction, la veille, à l'annonce du soutien du dollar, l'or, cette fois, s'est redressé à Londres, où il a coté aux environs de 456 dollars l'once (contre 449,58 dollars mardi après-midi).

Le taux auxquels sont consentis

un ensemble de mesures favorables aux entreprises industrielles qui empruntent à court terme à l'Élysée et au gouvernement. C'est un fait qu'il a hésité à le faire car ce dispositif implique la réduction des taux à court terme (actuellement à 12,75 %). Mais le gouvernement a son tour une diminution du loyer de l'argent à court terme sur le marché bancaire dont l'évolution s'est faite par une indépendance de la part du marché des changes.

Il semble pourtant que le gouvernement va au cours des heures à venir franchir le pas. Il est, politiquement difficile de lancer une réduction du taux d'intérêt aux millions de déposants auprès des banques d'épargne si une telle disposition ne se traduit pas dans un mouvement général de diminution des taux d'intérêt. Il faut, en quelque sorte, pouvoir aux épargnants : « Ce sont vos pertes en déposant, vous le gagnerez en tant qu'emprunteurs ».

L'Élysée a l'intention de compléter

dispositif d'autres mesures dites d'allègement des charges financières des entreprises : s'inspirant du dispositif Figesc, les mesures s'adresseraient aux entreprises répondant à des critères suivants : celles qui se sont endettées à moyen et à long terme à un taux supérieur à 12 % (ou à un taux effectif supérieur à 12 % au-dessus de ce pourcentage) et qui ont l'intention de procéder à des investissements en 1983. Les firmes en question pourraient obtenir auprès des établissements de crédit spécialisés (Crédit national et Caisse d'équipement) aux P.M.E. (C.E.P.M.E.) une réduction de leur endettement à des conditions plus avantageuses. Ces établissements pourraient alors accorder des prêts d'une durée de dix à douze ans portant un intérêt inférieur à 10 %. Le montant de ces prêts correspondrait à la moitié du montant des emprunts d'amortissements des entreprises précédents (exercice 1981-1984 et 1985), étant entendu que ceux correspondant aux travaux d'entretien ou de réparation qu'aux entreprises seraient considérés comme nouveaux.

Autrement dit les nouveaux prêts correspondraient à un report d'échéance, ils permettraient, en outre, un allègement des charges financières puisqu'on peut considérer qu'ils substitueraient des emprunts à court terme à des emprunts à long terme.

Le délai d'option sera de quatre-vingt jours à la date de clôture de l'appel d'offres.

PAUL FABRA.

Selon Business Week

M. MITTERRAND EST UN
SOCIALISTE CONSERVATEUR

M. François Mitterrand est une « du grand hebdomadaire économique américain » Week. Dans son numéro daté du 10 janvier, et le titre « M. Mitterrand peut-il refaire l'économie française », l'hebdomadaire consacre un important article à la situation économique de la France avec une longue interview du président de la République.

« 1983 sera une année critique pour le plan de réindustrialisation de la France, qui doit surmonter un important déficit commercial et financier », écrit le journaliste. « Les socialistes, par tradition, ont un sens conservateur, et son poste de président, M. Mitterrand, déjà un socialiste, n'a pas le sens de la réforme, mais il y a aussi de grands risques ». « Faut-il le dire ? Mitterrand ne peut pas réindustrialiser son pays. Une chose est sûre : ce qui a été fait est irréversible ».

Enfin, le Crédit mutuel, qui assure les dépôts supplémentaires grâce à l'élévation du plafond du livret bleu, devra augmenter ses emplois dits d'intérêt général, c'est-à-dire un certain nombre de prêts à destination des collectivités locales et, d'autre part, la demande de l'État, à hauteur de 1,9675 F.S. à Zurich (contre 1,9675 F.S.).

De l'avis des cambistes, ce nouveau repli de la devise américaine s'est fait dans le calme. Le franc français s'est, de son côté, assez bien comporté dans le système monétaire européen, en dépit des rumeurs qui avaient circulé sur son affaiblissement au début de l'année, affaiblissement, d'ailleurs, lié aux mesures sur le crédit que le gouvernement s'apprête à prendre pour encourager l'investissement industriel et stimuler l'activité.

Sans réaction, la veille, à l'annonce du soutien du dollar, l'or, cette fois, s'est redressé à Londres, où il a coté aux environs de 456 dollars l'once (contre 449,58 dollars mardi après-midi).

MONNAIES

Nouvelle baisse du dollar : 6,66 F

Le dollar a poursuivi son repli sur presque toutes les grandes places financières internationales. Mercredi 5 janvier, sur le marché de Paris, il s'est échangé à 6,66 F (contre 6,6785 F mardi après-midi), soit au niveau qu'il avait atteint le 14 juin dernier, après la seconde dévaluation du franc français. A Francfort, il a valu 2,3490 DM (contre 2,36 DM) et s'est traité à 1,9675 F.S. à Zurich (contre 1,9675 F.S.).

De l'avis des cambistes, ce nouveau repli de la devise américaine s'est fait dans le calme. Le franc français s'est, de son côté, assez bien comporté dans le système monétaire européen, en dépit des rumeurs qui avaient circulé sur son affaiblissement au début de l'année, affaiblissement, d'ailleurs, lié aux mesures sur le crédit que le gouvernement s'apprête à prendre pour encourager l'investissement industriel et stimuler l'activité.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	à base	à base	à base	à base
SE-U	6,6510	6,6560	+ 175	+ 210
Scm	5,4060	5,4115	+ 75	+ 120
Yen (100)	2,9960	2,9110	+ 130	+ 165
DM	2,3330	2,3465	+ 150	+ 175
Flarin	2,5510	2,5635	+ 150	+ 175
F.S. (100)	14,3080	14,4065	+ 300	+ 315
F.S. (1 000)	3,3820	3,3875	+ 275	+ 300
L (1 000)	4,9990	4,9140	+ 745	+ 610
E	10,8025	10,8150	+ 155	+ 240

TAUX DES EURO-MONNAIES

	1/4	3/4	5/16	5/8	1 1/2	2 1/2	3 1/2	5 1/2	7 1/2
SE-U	5 1/16	6 1/16	5 1/16	6 1/16	5 1/8	6	5 1/8	6	5 1/8
DM	4 3/4	5 1/2	4 3/4	5 1/2	4 3/4	5 1/2	4 3/4	5 1/2	4 3/4
Flarin	11	12	15	16 1/2	14 3/4	16	13 3/4	16 3/4	15 1/4
F.S. (100)	21	26	25 1/4	29 1/2	27	29 1/2	24 1/4	25 3/4	24 1/4
L (1 000)	10 1/8	11 1/8	10 1/4	11 7/8	10 3/16	10 15/16	10 1/16	10 13/16	10 1/16
F. franc	14	18	21 1/2	23	23 1/2	25	23	24	24

Ces cours pratiqués sur le marché des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

(Publié)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

Entreprise Nationale SONATRACH

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL
ET INTERNATIONAL

La Direction des travaux pétroliers lance un avis d'appel d'offres national

international pour la fourniture de :

- PIÈCES DE RECHANGE POUR B.O.P. (BLOW OUT PREVENTER)

- PIÈCES DE RECHANGE TYPE 61 - MODÈLE LWS

Cet appel d'offres s'adresse aux entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et d'intermédiaires, conformément aux dispositions de la loi n° 18-02 du 11 février 1978, portant sur le monopole de l'État sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le dossier à : SONATRACH - D.T.P. - 2, rue de Capitaine-Azoum - COTE D'IVOIRE - HUSSEIN-DEY - ALGER - DÉPARTEMENT APPROVISIONNEMENTS ET TRANSPORTS à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (05) exemplaires sous double pli cacheté et recommandées portant la mention : « APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL N° 0102.02/MF - A NE PAS OUVRIR CONFIDENTIEL », devront être adressées à l'attention du chef du Département Approvisionnement et Transports.

Ces soumissions devront parvenir au plus tard le SAMEDI 29 JANVIER 1983, 12 h de rigueur.

Toute soumission parvenant après ce délai, sera considérée comme nulle.

L'enveloppe extérieure de l'offre devra être anonyme et comporter au verso l'inscription : « Appel d'offres ».

Le délai d'option sera de quatre-vingt jours à la date de clôture de l'appel d'offres.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE DJELFA - SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
SERVICE DU BUDGET ET DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
BUREAU DES MARCHÉS PUBLICS

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

OPÉRATION : S.5.391.1.409.00.01

A.E.P. DE MESSAËD

OPÉRATION : S.6.392.1.409.00.01

ASSAINISSEMENT DE MESSAËD

Un avis d'appel d'offres national et international est lancé en vue de la réalisation du réseau d'alimentation en eau potable de la ville de Messaïd et d'un réseau de collecte des eaux usées.

Peuvent soumissionner les entreprises nationales et étrangères. Les sociétés et entreprises étrangères peuvent participer dans le cadre des accords intergouvernementaux existants.

Les entreprises intéressées peuvent retirer les dossiers à la direction de l'Hydraulique de la wilaya de Djelfa (s.s. Pépinière).

Les offres accompagnées des pièces réglementaires et documents (n° 21 DGC - DMP - 81) du 5 mai 1981, doivent parvenir sous double pli cacheté comportant aucune mention d'identification auprès du secrétaire général de l'A.P.C. de Messaïd.

L'enveloppe comportant la mention Appel d'offres - à ne pas ouvrir - A.E.P. Assainissement de Messaïd.

Le délai de dépôt est fixé à 30 jours à compter de la parution du présent avis dans la presse.

Les soumissionnaires engagés par le présent avis pendant 90 jours à partir de la date du dépôt des offres.

مكتبة المجلد

Opportunité politique et efficacité économique

مركز من الأصل

AFFAIRES

CONSOMMATION

LE CONFLIT DE LA CELLULOSE DE STRASBOURG

A terme, quelque 12 000 professionnels du bois pourraient être touchés

De notre correspondant

Strasbourg. — Le conflit de la Cellulose s'est élargi. Strasbourg, qui a encore vécu le 4 janvier à l'heure des manifestations de rue de trois cent cinquante ouvriers de l'entreprise sous le coup d'un licenciement maintenu tout proche, verra défiler ce jeudi les soeurs en colère. Ouvriers de scierie, bûcherons, débardeurs, transporteurs du Bas-Rhin et des départements limitrophes du massif vosgien, sont attendus avec leurs camions-grues et leurs tracteurs. La fermeture de la Cellulose a déjà provoqué le chômage technique de plusieurs scieries du département. A terme, quelque douze mille personnes travaillant dans les différents secteurs en amont de l'industrie de la pâte à papier risquent d'être touchés dans leur emploi, a déclaré M. Robert Braun, président régional des sciences.

Les régions de Lorraine et de Franche-Comté, jusqu'alors peu enclines à s'associer aux efforts de sauvetage de l'entreprise strasbourgeoise, commencent à s'en rendre compte. Au terme d'une réunion de trois heures à la préfecture de Strasbourg, leurs représentants, comme ceux de la région Alsace, ont fait savoir qu'ils s'engageront à participer financièrement à la mise sur pied d'une filière « bois », à condition que le gouvernement y mette les moyens. Les 25 millions de francs prévus par les pouvoirs publics pour le renforcement de la Cellulose sont très insuffisants pour parvenir à une solution définitive, a déclaré le sénateur

Marcel Radloff, président du conseil régional.

Les travailleurs, quant à eux, comptent sur le gouvernement pour débloquer la situation au cours de l'année. — C.G.T. et F.O. — doivent avoir avec les services du premier ministre, jeudi matin, à l'hôtel Matignon.

J.-C. HAHN.

DES POUPEES ET FABRIQUEES EN BRETAGNE

Des poupées représentant E. T. le gentil petit extra-terrestre, personnage du film de Spielberg, vont être fabriquées en Bretagne par les sociétés françaises Nou-nours.

Un accord est intervenu entre la société Rainbow — qui s'occupe de la commercialisation de ces poupées pour la France et le Benelux — et le ministère de la Recherche scientifique et de l'Industrie. Ce dernier avait décidé, il y a quelques semaines, de limiter sévèrement l'importation de ces jouets car ils sont fabriqués à Taïwan. Or la balance commerciale du jouet est déjà déficitaire. Il a fallu trouver un arrangement. C'est fait.

E. T. made in France sera donc produit à Vitré (Ille-et-Vilaine). Deux cent mille de ces poupées seraient déjà commandées.

AU CONSEIL DES MINISTRES

Un nouveau régime d'aides aux deux grands chantiers navals

M. Louis Le Penzec, ministre de la mer, devait faire mercredi 5 janvier au conseil des ministres une communication sur la restructuration des chantiers navals (le Monde du 31 décembre).

Désormais, après un an de négociations, deux grands groupes, l'un dirigé par Alstom-Atlantique, l'autre (les Chantiers Nord-Méditerranée) par Empain-Schneider (avec une participation d'Usiner de 15 %), se partagent le marché français des grands navires.

L'ensemble représente un chiffre d'affaires de 7 milliards de francs, vingt mille emplois directs et autant d'emplois indirects fortement concentrés dans certaines régions (Basse-Loire, littoral provençal).

De la sorte, devait souligner M. Le Penzec, les chantiers français soutiennent — par leur taille — la comparaison avec les grandes entreprises d'Extrême-Orient : à lui seul, par exemple, Mitsubishi au Japon, équivaut à l'ensemble de la construction navale française.

Cette restructuration et ce rassemblement des énergies était indispensable à cause de l'aggravation de la crise mondiale (après une accalmie relative en 1981). Depuis 1975, la production en France a diminué de 50 % et l'emploi de 33 %. En 1982, les chantiers français n'ont pu prendre un volume total de commandes supérieur à 200 000 tonnes alors que l'équilibre des plans de charge est nécessaire à 370 000 tonnes.

La restructuration obéit à cinq objectifs :

- Mieux répartir les commandes entre les différents sites et disposer d'une plus grande souplesse d'ajustement des plans de charge ;
- Améliorer la productivité grâce à la rationalisation de la gestion et à une certaine spécialisation des sites ;
- Améliorer les capacités commerciales des chantiers, notamment à l'exportation ;
- Relancer la recherche afin de compenser, par l'innovation, des conditions de compétition particulièrement rigoureuses ;
- Favoriser enfin la diversification des productions (notamment dans le secteur off-shore).

Enfin, M. Le Penzec, qui recommande une plus grande solidarité entre les armateurs français et les chantiers, devait annoncer un nouveau régime pour les aides à la construction navale. Au lieu d'accorder des subventions au coup par coup, on opterait pour une globalisation, sous forme contractuelle et pour plusieurs années, des aides de l'Etat aux deux grands groupes ainsi constitués. — F. Gr.

■ L'aide de la C.E.E. à la construction navale prolongée de deux ans. — Les Dix ont décidé de prolonger de deux ans les dispositions communautaires autorisant l'octroi d'aides gouvernementales à la construction maritime, en raison de la crise qui sévit dans ce secteur. — (Reuters.)

Le conseil d'administration de l'Institut national de la consommation

ne comprend plus de professionnels ni de fonctionnaires

L'Institut national de la consommation I.N.C., change d'organisation et de fonctionnement. Un décret du 30 décembre 1982, paru au Journal officiel du 5 janvier en modifiant le conseil d'administration et en précisant les tâches. La modification la plus notable concerne le conseil d'administration, qui ne comportera plus désormais de représentants d'organismes professionnels, ni de représentants des administrations. Composée de vingt-sept membres (au lieu de vingt-trois), il réunit seize représentants des organisations de consommateurs « nationales représentatives », huit personnalités « particulièrement compétentes » et trois représentants du personnel de l'I.N.C.

Cette composition nouvelle était prévue dès l'arrivée de M. Lalumière au ministère de la consommation, puisqu'elle souhaitait que les professionnels soient plutôt présents au Comité national de la consommation. Les professionnels intéressés par les essais comparatifs seront, en revanche, obligatoirement consultés avant interprétation des résultats, le décret le précise. Jusqu'ici, c'est une norme AFNOR qui organisait cette consultation. Quant aux pouvoirs publics, le nouveau conseil d'administration de l'Institut les consultera, à son initiative ou à l'initiative des ministères intéressés, tenus au courant des ordres du jour.

Les tâches restent sensiblement les mêmes que par le passé (essais comparatifs, information et documentation, aide technique aux organisations de consommateurs), l'accent étant mis plus qu'auparavant sur les services que doit rendre l'I.N.C. aux associations de consommateurs.

Il y a longtemps qu'était envisagée une modification du fonctionnement de l'I.N.C., réglementé par le décret du 5 décembre 1967. En 1975 (le Monde des 26 et 30 avril), onze organisations avaient revendiqué une loi-cadre et la transformation de l'I.N.C. en outil purement technique. Ce qui était en cause, c'était surtout la publication par l'I.N.C. de la revue Cinqante Millions de consommateurs.

(Publicité)

L'ACADEMIE COMMERCIALE INTERNATIONALE ORGANISE UN SEMINAIRE DE MARKETING ET DE PUBLICITE

A FORT-DE-FRANCE, du 25 mars au 4 avril 1983

Pour les entreprises qui seraient intéressées, les 250 élèves de l'Ecole proposent de réaliser :

- ETUDES DE MARCHÉS
- ETUDES D'IMPLANTATION
- PROMOTION
- PRISE DE CONTACTS
- ENQUÊTES DIVERSES

Pour les renseignements, tél. au 258-33-52.

Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »

accueil en groupe les amateurs de 3 à 83 ans 5, RUE LACÉPÈDE, PARIS-8^e Téléphone (le soir) : 707-85-84

COMMERCE INTERNATIONAL

La France apprécie la fermeté de la Commission européenne à l'égard du Japon

Le ministre japonais des affaires étrangères, M. Shintaro Abe, était attendu, ce mercredi 5 janvier, à Paris où il devait avoir des entretiens avec M. Cheysson, ministre des relations extérieures, et M. Jobert, ministre du commerce extérieur, avant d'être reçu, jeudi matin, par M. François Mitterrand.

Mardi, M. Abe avait eu des conversations à Londres avec plusieurs membres du cabinet britannique.

De notre correspondant

Bruxelles. (Communauté européenne). — La France et la Commission européenne conviennent de manière très proche la politique à suivre à l'égard du Japon. Paris considère que les négociations avec Tokyo en vue de rétablir un meilleur équilibre dans les échanges doivent se poursuivre au niveau communautaire et apprécie la fermeté que manifeste la Commission. C'est ce qui ressort des entretiens qu'a eus, le 4 janvier à Bruxelles, M. Jobert avec MM. Thorn et Davignon, respectivement président de la Commission et vice-président chargé de la politique industrielle.

La visite éclair du ministre du commerce extérieur avait deux raisons liées entre elles : expliquer de vive voix la position française dans l'affaire du dédouanement obligé des magnétoscopes à Poitiers et, de façon plus générale, après la halte à Bruxelles de M. Abe, le ministre japonais des affaires étrangères, avant sa venue à Paris, apprécier comment évoluait le dossier européen.

S'agissant des dispositions prises par la France (dédouanement des magnétoscopes à Poitiers : obligation faite aux importateurs de présenter leurs documents en français), la Commission, considérant qu'il s'agit de mesures protectionnistes qui peuvent affecter le libre échange qui peuvent affecter le libre échange intercommunautaire, a engagé la procédure d'infraction prévue au traité de Rome. M. Jobert a voulu témoigner par sa visite que la France ne faisait nullement preuve de dédain à l'égard de Bruxelles. Il a rappelé que la mesure de Poitiers avait été prise parce que la décision d'appliquer une taxe fiscale sur les magnétoscopes avait été annoncée prématurément et qu'il fallait ainsi se donner le temps de mettre en place cette taxe.

Le ministre du commerce extérieur a souligné que l'intention du gouvernement n'était certainement pas de sanctionner les producteurs étrangers et de faire obstacle au libre échange intracommunautaire. A cet égard, les experts de la Commission vont examiner avec les collègues français comment procéder pour que la mesure de Poitiers ne gêne effectivement pas les fabricants de la C.E.E. Cela dit, M. Jobert a fait remarquer à ses

interlocuteurs que cette mesure avait valeur d'avertissement et qu'il ne serait probablement pas opportun de la lever au moment où s'engage la discussion avec les Japonais.

M. Jobert estime que les récentes réductions de droits de douane décidées par Tokyo constituent un pas très insuffisant. « Par rapport à nos problèmes, ces mesures ne sont pas significatives », observe-t-il. C'est, grosso modo, ce que MM. Thorn et Davignon avaient indiqué la veille à M. Abe. Les Français mettent toujours l'accent sur la nécessité de modifier les exportations japonaises vers l'Europe et de conclure à cette fin des accords d'autolimitation. M. Jobert souhaite qu'ils portent sur six produits : les tubes de télévision en couleur et les appareils aux mêmes, les magnétoscopes, les machines-outils à commande numérique, les appareils d'optique, les montres à quartz, les chaînes de haute fidélité.

La Commission, sans qu'il soit évident qu'elle reprenne exactement cette liste, travaille dans le même

sens. Mais, compte tenu de la série de contacts prévus, elle ne sera prête à soumettre des propositions précises au conseil des ministres des Dix qu'à la session de février. Dix qu'à la session de février. Dix qu'à la session de février.

M. Jobert, tout en rappelant qu'il croyait qu'il fallait faire vite, a accepté ce délai. Il a également indiqué qu'il s'y aurait pas d'intérêt que qu'il s'y aurait pas d'intérêt que qu'il s'y aurait pas d'intérêt.

Philippe Lemaître.

■ Magnétoscopes : inquiétudes britanniques. — Les industriels japonais doivent produire des magnétoscopes en Grande-Bretagne. — Lord Cockfield, le secrétaire britannique au commerce, a insisté, mardi, auprès de M. Shintaro Abe, le ministre des affaires étrangères japonais, sur le déficit commercial de son pays sur ces appareils. Seul le groupe britannique Thorn-EMI semble en effet des magnétoscopes sous licence J.V.C. et plus de 90 % des ventes sont directement importées.

ÉNERGIE

LA PRODUCTION PÉTROLIÈRE BRITANNIQUE DEVRAIT DÉCLINER À PARTIR DE 1985

La production pétrolière de la partie britannique de la mer du Nord devrait croître jusqu'en 1985 et décliner ensuite. Telles sont les prévisions de l'agent de change londonien Phillips and Drew. De 100 millions de tonnes en 1982, l'extraction de pétrole en Grande-Bretagne devrait atteindre 121 millions de tonnes en 1985, pour retomber à 70 millions de tonnes en 1990. Cela signifie, sur des bases identiques, une baisse des revenus pétroliers qui, de 12,8 milliards de livres (138 milliards de francs) en 1982, pourraient n'être plus que de 7,5 milliards de livres en 1990.

MOBIL SE RETIRE DE LIBYE

La compagnie pétrolière américaine Mobil Oil Corporation a annoncé, le 4 janvier, qu'elle mettrait fin à ses activités d'exploration et de production en Libye et chercherait à obtenir compensation de ses pertes. « En manipulant unilatéralement les prix du pétrole, les taxes et les royalties pendant plusieurs années, le gouvernement libyen a détruit la valeur économique des concessions, ce qui a abouti à une rupture fondamentale et à la répudiation des accords conclus entre la Libye et Mobil en 1955 », affirme la compagnie. Déjà Exxon — première société mondiale — avait quitté la Libye à la fin de l'année 1981. Ingénieurs et techniciens américains d'Exxon avaient alors été remplacés par des Libyens.

Informatique

LES NOUVELLES TECHNIQUES PAR JAMES MARTIN

SÉMINAIRE

présenté par SAVANT INSTITUTE et ORSYS

Des méthodes entièrement nouvelles pour le développement des applications informatiques :

- méthodes de la 4^e génération
- bases de données classe IV
- réseaux de 4^e génération
- langages de 4^e génération
- stratégie pour l'informatique
- ingénierie de l'information
- bureautique
- technologies du futur
- systèmes distribués

Principaux sujets traités au Séminaire James Martin :

- méthodes pour la génération automatique d'applications
- conception de systèmes vérifiables
- analyse par les utilisateurs
- méthodes pour la planification et la stratégie informatique
- réseaux superintelligents
- outils pour la gestion de réseaux
- concept et gestion de centre d'information
- techniques d'analyse pour les langages de 4^e génération
- outils graphiques pour la gestion
- interconnexion de systèmes ouverts
- langages non procéduraux
- bases de données intelligentes
- diagrammes d'événements
- groupes d'entités
- analyse de la stabilité
- conception automatique de bases de données
- outils pour le développement sans programmation
- méthodes structurées pour les langages de 4^e génération
- augmentation de 1000% de la productivité
- solutions équivalentes à BSP
- réseaux locaux : Ethernet et autres
- ordinateurs personnels

31 janvier - 4 février 1983

Hôtel Nikko - Paris

Le 31 janvier 1983

pour les Directeurs Généraux et les Directeurs de Division.

Du 31 janvier au 4 février 1983

pour les Directeurs Informatiques, les Ingénieurs Informatiques, les Administrateurs de données et les Utilisateurs.

*Traduction simultanée.

ORSYS
FORMATION

DOCUMENTATIONS, INSCRIPTIONS : ORSYS
33, rue de l'Abbé-Groult 75015 Paris
Téléphone : (1) 533.37.71

12.000 spécialistes du monde entier l'ont constaté : JAMES MARTIN est l'expert n° 1 en informatique.

ÉTRANGER

En R.F.A.

Le chômage atteint plus de 9 % de la population active

Nuremberg (A.F.P.). - Le chômage ouest-allemand s'est à nouveau aggravé en décembre, augmentant de 9 % par rapport à novembre et atteignant le chiffre record de 2 223 400 personnes (en données brutes). Selon l'Office fédéral du travail, les chômeurs représentent désormais 9,1 % de la population active salariée contre 8,4 % en novembre et 7,3 % en décembre 1981. Le chômage avait, toujours en données brutes, augmenté de 6 % en novembre, de 5,3 % en octobre et de 1 % seulement en septembre.

Ce résultat record dans l'histoire de la R.F.A. pour un mois de décembre confirme les prévisions du ministre fédéral de l'économie, M. Otto Lambrecht. Dans un entretien publié dimanche, il avait estimé que le chiffre de 2,5 millions de chômeurs serait atteint fin février, le mois traditionnellement le plus mauvais pour le marché du travail en Allemagne fédérale. La barre des 2 millions de chômeurs (en données brutes) avait été franchie en novembre 1982, et celle du million l'avait été en novembre 1980.

Cependant, sur un an, il est noté une certaine décelération : de décembre 1981 à décembre 1982, il y a eu 30 % de chômeurs supplémentaires (en données brutes) au lieu de 37 % entre novembre 1981 et novembre 1982 et 41 % entre octobre 1981 et octobre 1982. Ce ralentissement est dû, selon l'Office, notamment à une baisse relative des charges des entreprises cet hiver en raison des bonnes conditions météorologiques.

La situation apparaît moins grave en données corrigées des variations saisonnières, le nombre des chômeurs était de 2 089 000, en hausse de 0,5 %. Les demandeurs d'emploi représentent 8,6 % de la population active salariée, tandis que le nombre d'offres d'emploi est resté inchangé, à 70 000. D'autre part, le chômage partiel a augmenté de manière très importante en décembre : il touche 1 174 300 personnes en données brutes, soit 3 % de plus qu'en novembre, principalement dans les secteurs du bâtiment, de l'industrie électrique et de la machine-outil.

En Union soviétique

DES RESPONSABLES DE L'INDUSTRIE TEXTILE SONT SANCTIONNÉS

Moscou (A.F.P.). - Une reprise en main de l'industrie textile soviétique a été décidée, rapporte le journal des industries de l'U.R.S.S. Le ministre de l'industrie textile de la République fédérée de Russie (la République des quinze républiques de l'U.R.S.S.) et son adjoint ont reçu des blâmes pour ne pas avoir pris des mesures d'assainissement nécessaires.

Le Carnet des Entreprises

● A.S.F.F.I.

Le 21 décembre 1982, le Comité de direction de l'Association des sociétés et fonds français d'investissement a désigné comme président

M. Tanneguy de FEUILHADE de CHAUVIN, directeur général honoraire du Crédit Lyonnais, ancien inspecteur des finances, pour succéder à M. Gaston DEFOSSE, nommé président d'honneur.

MM. Pierre BALLEY, François HOMOLLE et Maurice LERUTH ont été reconduits dans leurs fonctions de vice-présidents.

On sait que l'A.S.F.F.I. est l'association professionnelle qui regroupe les trois catégories d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières : Sociétés d'investissement, SICAV et organismes gérant des fonds communs de placement.

Pour tous renseignements sur le carnet, téléphoner à : 770-65-33

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE DJELFA

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
SERVICE DU BUDGET ET DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
BUREAU DES MARCHÉS

PLAN QUINQUENNAL

Opération : S.5.391.1.400.00.01.

A.E.P. DE CHAREF

Opération : N.5.323.2.107.00.01.

A.E.P. D'AIN-OUSSERA

Opération : N.5.323.2.107.00.01.

A.E.P. DE LA ZONE INDUSTRIELLE DE DJELFA

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un Avis d'Appel d'offres international est lancé pour la fourniture de tubes en acier enrobés pour les adductions d'eau des centres de Charef, Ain-Oussera et Djelfa.

Le qualité et les spécifications techniques doivent répondre aux normes « Type S.N.S. Algérie ».

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction de l'Hydraulique de la Wilaya de DJELFA, Site Cité Pépinière.

Cet Appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de Firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la Loi n° 78-02 du 11-02-78 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires doivent joindre à leurs dossiers un certificat délivré par la Chambre de Commerce et d'Industrie du lieu de leur résidence attestant qu'ils ont la qualité de fabricant ou de producteur.

Les offres doivent obligatoirement être accompagnées des documents suivants :

- Bilan des deux dernières années
- Statuts de l'entreprise + liste des principaux actionnaires ou associés
- Situation fiscale en Algérie et dans le Pays du siège social
- Liste des principaux gestionnaires
- Attestation de non recours à des intermédiaires
- Répartition du capital social

Les soumissionnaires doivent en 2 exemplaires déposer au niveau de la Wilaya de DJELFA, Secrétariat général, Bureau des Marchés, sous double pli cacheté, l'enveloppe extérieure anonyme sans en-tête, sigle ou cachet du soumissionnaire et ne comportant aucune inscription indiquant son origine et porter seulement la mention « Appel d'offres international - Confidentiel - A ne pas ouvrir ».

Le dépôt des offres est fixé à 21 jours à compter de la parution du présent Avis dans la presse nationale et internationale.

Le délai d'option sera de 90 jours à compter de la date de clôture de l'Appel d'offres.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● Rhône-Poulenc rationalise et renforce ses activités agrochimiques dans la C.E.E. - Après s'être retiré du capital de l'Union chimique belge (U.V.-I.C.B.), le groupe français vient de racheter à son ancien actionnaire les participations de 49 % détenues par ce dernier dans les filiales agrochimiques communes, à savoir Agrotec GmbH (R.F.A.) et Agriben S.A. (Belgique).

Rhône-Poulenc devient donc propriétaire à part entière de ces entreprises ainsi que d'Agriben N.V. (Pays-Bas) filiale à 85 % d'Agriben S.A. Cette opération répond à un souci de logique industrielle, les produits Rhône-Poulenc comptant pour plus des deux tiers dans le chiffre d'affaires de ces sociétés. Elle permettra, en outre, au groupe français, numéro cinq mondial de l'agrochimie avec plus de 4 milliards de francs de chiffre d'affaires, de renforcer sa position de « leader » européen dans la distribution.

● Pilkington prend 30 % de Lobby-Owens-Ford. - Le groupe verrier britannique Pilkington a acquis 30 % des actions de la société américaine Lobby-Owens-Ford, détenues par Gulf and Western Industries. Cette prise de participation, dont le montant est de 108 millions de dollars (720 millions de francs), reste soumise à l'approbation de la Federal Trade Commission. Lobby-Owens-Ford est détenteur des premières licences de fabrication de verre plat.

● Télécommunications : Plessey signe un accord avec Scientific Atlanta. - La société britannique Plessey, spécialisée dans l'électronique et les télécommunications, va prendre une participation de plus de 30 % dans Scientific Atlanta, une des grandes firmes américaines du secteur des télécommunications par câbles et par satellites (stations terrestres, réseaux câblés de télévision). A côté de cette prise de participation, les deux sociétés ont conclu un accord de coopération et créé une filiale commune en Grande-Bretagne. Celle-ci, dont Plessey détient 51 %, vendra des équipements de Scientific Atlanta sur le marché européen.

● Magnétoscopes : début de la production chez Akai-France à Honfleur. - Un mois après que la Radiotechnique a commencé à monter au Mans les premiers magnétoscopes « francisés », Akai a sorti, à la fin de l'année 1982, des chaînes de son usine de Honfleur (Calvados) son premier magnétoscope assemblé en France. Akai-France devrait ainsi fabriquer en 1983, vingt et un mille magnétoscopes qui échapperont au blocage des importations de matériel vidéo effectué à Poitiers. Akai-France va embaucher au cours de l'année prochaine une soixantaine de personnes de la région qui seront formées sur place. L'effectif de l'usine passera en 1983, de cent trente-neuf à deux cents personnes, et cela devrait permettre à Akai de produire en France, en 1984, cent mille magnétoscopes. - (Corresp.)

Automobile

● Abandon de la production de la Syrena en Pologne. - L'usine d'automobiles de Bielsko Biala (sud de la Pologne) va abandonner au milieu de 1983 la production de la Syrena, seule voiture de conception entièrement polonaise restée populaire du fait des insuffisances du marché. Parallèlement, la production de la Fiat 126 sera portée à 185 000 exemplaires dans l'année, soit 28 500 de plus qu'en 1982 (A.F.P.).

Communautés européennes

● La production européenne d'acier a baissé de 11 % en 1982, selon la C.E.E., pour atteindre que 111 millions de tonnes contre 120 millions en 1981. Ce niveau est le plus faible depuis 1973. A titre de comparaison, la baisse de la production aura été supérieure à 35 % aux Etats-Unis et d'environ 3 % au Japon.

Etranger

ARGENTINE

● L'inflation argentine a atteint 289 % en 1982, soit le taux le plus élevé depuis cinq ans, selon des estimations officielles diffusées le 4 janvier à Buenos-Aires. Pour leur part, les prix de gros ont augmenté de 321 %. En décembre, les prix de détail ont augmenté de 10,6 % et les prix de gros de 13 %. En 1976, la hausse des prix de détail et celle des prix de gros avaient atteint les chiffres records de 441 % et 499 %. - (A.F.P.)

ISLANDE

● Le gouvernement islandais a décidé, le 4 janvier, de dévaluer la couronne de 9 %. Cette décision n'a causé aucune surprise en Islande où l'inflation (6 % en 1982) oblige les autorités à dévaluer fréquemment pour réduire le différentiel d'inflation avec les principaux partenaires commerciaux. Le montant de l'opération a même paru modeste, alors qu'était attendue une dévaluation d'au moins 11 %, après celles de 12 %, puis de 13 % intervenues en janvier et au cours de 1982. Ces dévaluations périodiques représentent des ballons d'oxygène fournis à l'industrie de la pêche qui assure encore 75 % des exportations. Celle de mardi devrait être suffisante pour « tenir » jusqu'aux élections législatives d'avril 1983, estime-t-on à Reykjavik. - (A.F.P.)

ITALIE

● Les comptes du groupe italien d'acier IRI sont encore inscrits en rouge en 1982, bien que des signes de reprise aient été enregistrés en fin d'année. Selon son président, M. Romano Prodi, les pertes du groupe, qui compte environ mille deux cents sociétés publiques, ont atteint 2 400 milliards de lire (12 milliards de francs) contre 2 900 milliards en 1981. En 1981, l'endettement cumulé de l'IRI atteignait 29 000 milliards de lire (145 milliards de francs), l'équivalent de son chiffre d'affaires annuel. Toutefois, le chiffre d'affaires consolidé a atteint 35 000 milliards de lire en 1982, en augmentation d'environ 20 % sur 1981. Le seul chiffre d'affaires réalisé à l'étranger a été de 11 000 milliards de lire, en hausse de 24 % sur 1981. - (A.F.P.)

Social

● Meurthe-et-Moselle : un syndicat retenu par des syndicats. - Le syndicat des Ateliers et fonderies de Gorcy (Meurthe-et-Moselle) a été retenu par des syndicats de la société, mardi 4 janvier à partir de 16 heures, à la suite d'une réunion extraordinaire du comité d'entreprise ; il a été libéré vers 22 h 30. Les représentants des syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.G.C. ont obtenu qu'une réunion ait lieu jeudi à Paris afin d'arriver à un compromis en ce qui concerne la mise en liquidation judiciaire de l'entreprise, où trente licenciements ont été annoncés.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

NATIO-VALEURS

En raison de sa nomination à Lyon comme directeur adjoint du réseau Rhône-Alpes-Auvergne de la Banque Nationale de Paris, M. Philippe Tardy-Joubert, jusqu'ici directeur adjoint à la direction financière de la B.N.P., a été amené à remettre sa démission de président de Nativo-Values au conseil d'administration réuni le 3 janvier 1983.

Le conseil a accepté à regret cette démission, et, compte tenu des services rendus par M. Tardy-Joubert à la société - dont il a été le directeur général depuis l'origine en 1978, - et dont il reste administrateur, l'a nommé président d'honneur.

A la demande du conseil, M. Daniel Olchanski, directeur de la Banque Nationale de Paris a accepté de reprendre les fonctions de président. M. Christian Jessus a été nommé directeur.

Le conseil a constaté que le 31 décembre 1982 l'actif net de la société atteignait 4,96 milliards de francs, les souscriptions nettes recueillies en 1982 s'élevant à 768,5 millions de francs. La valeur liquidative de l'action est de 395,72 F, comprenant un dividende net qui devrait être mis en distribution le 31 mars pour environ 35 F par action.

Le maintien de la possibilité offerte aux contribuables dès avant 1932 et non encore retraités de poursuivre leurs investissements dans le cadre de la Loi Monory du 13 juillet 1978 et la création du compte d'épargne en actions sont des éléments favorables à l'activité de Nativo-Values. Les plans d'avenir à verser automatiquement Nativo-Values, dont la souscription est possible à tous les guichets de la B.N.P., constituent une solution pour des investisseurs débauchés au cours de l'année.

RICOLÈS-ZAN S.A.

Le conseil d'administration, au cours de sa séance du 4 janvier 1983, a adopté en qualité d'administrateur, dans les conditions prévues par l'article 34 de la loi du 24 juillet 1966, M. Grandjean, demeurant à Vind (Vosges), ex-vice-président de la S.N.P., et ce, en remplacement de M. Daniel Olchanski, démissionnaire.

Au cours de la même séance, M. Grandjean a été élu président du conseil d'administration.

De fait de ce remplacement, le conseil d'administration de la société Ricolès-Zan S.A. est composé ainsi : président d'honneur : M. André Baudry ; président-directeur général : M. Henri Grandjean ; vice-président : M. Louis Kesteven ; administrateurs : MM. Pierre Saguené ; Jean Deaux ; Pierre Kesteven ; Guy de La Motte ; Bernard ; Claude Salomon.

CESSATION DE GARANTIE

(Loi 78-9 du 2 JANVIER 1979
Décret 72-478 du 28 juillet 1972)

Les garanties délivrées, en date du 3 février 1982, à la Société TRANSIM - Société à responsabilité limitée au capital de 100 000 F - dont le siège social est fixé, 47 bis, rue Volney - 75002 PARIS, par VIA BANQUE, Société anonyme au capital de 143.513.500 F, dont le siège social est fixé, 10, rue Volney - 75002 PARIS :

● A hauteur de 500 000 F
au titre de l'activité « GESTION IMMOBILIÈRE ».

● A hauteur de 500 000 F
au titre de l'activité « TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE ».

n'ont pas été renouvelées à leur échéance, le 31 DÉCEMBRE 1982. Elles seront définitivement annulées dans un délai de trois jours francs à compter de la présente publication.

Les créances, s'il en existe, devront être produites au siège de VIA BANQUE, 10, rue Volney - 75002 PARIS, dans un délai de trois mois à compter de la présente publication.

Ces garanties ont été reprises, depuis le 23 DÉCEMBRE 1982, par la MONOD-FRANÇAISE DE BANQUE - Société anonyme au capital de 32.464.800 F - dont le siège social est fixé, 57, avenue Hoche - 75008 PARIS :

● A hauteur de 500 000 F
au titre de l'activité « GESTION IMMOBILIÈRE ».

● A hauteur de 50 000 F
au titre de l'activité « TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE ».

(dérogation article 35) - SANS MANIPULATION DE FONDS.

La présente publication ne met pas en cause la solvabilité de la Société TRANSIM, ni la bonne moralité de ses dirigeants.

(Publicité)



Banque Islamique de Développement CONCOURS INTERNATIONAL D'ARCHITECTURE

La Banque Islamique de Développement, institution internationale de financement au développement, annonce qu'elle organisera un concours international d'architecture relatif au plan d'architecture de l'immeuble des sièges de la Banque Islamique de Développement et de l'Institut de formation et de recherche qui sera construit à Jeddah, Arabie Saoudite.

Les cabinets d'architecture et les entreprises d'ingénierie intéressés par ce projet devront soumettre les éléments suivants en vue de la présélection, au plus tard le 12 Rabiat thani 1403 H, correspondant au 26 janvier 1983 :

1. Le nom du cabinet d'architecture, adresse et n° du télex, les nom et qualifications du Directeur, ainsi que les informations similaires relatives aux firmes associées, susceptibles de donner un plan complet d'architecture, de structure, des services de bâtiments, de paysage et de travaux extérieurs.
2. Informations relatives à un maximum de 5 immeubles similaires que le cabinet ou l'entreprise a conçus au cours des 10 dernières années, y compris :
- Nom du projet, nom du client, les prix et distinctions obtenus, s'il y a lieu, période de conception du plan, période de construction, coût de la construction (en riyals d'Arabie Saoudite ou en dollars américains), responsabilité, s'il y a lieu, dans la supervision de la construction.
3. Revenu brut des honoraires au cours des cinq dernières années, sur une base annuelle, pour les travaux de conception de plan d'architecture, ainsi que les références bancaires.
4. Une lettre de transmission certifiant que toutes les informations fournies sont exactes.

Les informations en vue de la présélection devront être soumises aux bureaux du Conseiller technique de la Banque pour le concours :

Kattan-Gibb
87, Saqr Quraysh Street
(Main Salamah Street)
Al-Salamah District 1
Jeddah N26 W4 Sector
Téléphone : 683 3732

Or by post to:
Kattan-Gibb
P.O. Box 6284
Jeddah 21442
Saudi Arabia.

Une copie de la lettre de transmission seulement devra être envoyée à :

The Director Of Administration
Islamic Development Bank
P.O. Box 5925
Jeddah 21432
Saudi Arabia.

La Banque retiendra une liste maximum de 25 cabinets en vue du concours relatif à la conception du plan de l'immeuble dont la superficie sera d'environ 40 000 m² plus des garages parkings.

Un premier prix de SR 100 000, un deuxième de SR 50 000 et un troisième de SR 25 000, ainsi que 3 prix d'honneur seront décernés.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

4 janvier

Vif redressement

Fortement ébranlé en début d'année par les ventes « Monory », la Bourse de Paris s'est ressaisie mardi tout au long de la journée, vingt-quatre heures plus tôt. Amorcé dès l'ouverture, le redressement des cours s'est accentué pendant la séance, tant et si bien qu'à la clôture, l'indice a gagné tout ce qu'il avait perdu la veille, avec un gain de 2,2 % environ.

Ce fut en quelque sorte la divine surprise. Quelques minutes avant le début des cotations, le sentiment n'était guère favorable, et bien des spécialistes pronostiquaient un nouvel affaiblissement. A l'évidence, les « gardarmes » (Caisse des dépôts et autres) sont intervenus pour stopper l'hémorragie. Mais, phénomène classique : afin de profiter du bas niveau des cours auquel seraient parvenues les valeurs françaises à l'occasion d'une seconde forte baisse, de nombreux SICAV avaient décidé de reprendre position. Ce retour en force, avec les rachats précipités de nombreux vendeurs a déconvoqué, explique pour l'essentiel ce retournement de tendance.

Ajoutons, facteur supplémentaire, que la déclaration du ministre de l'Economie et des Finances d'abaisser le taux des livrets de caisse d'épargne a frappé les imaginations. Les opérateurs en ont retenu la volonté manifestée en haut lieu de s'orienter délibérément vers une politique de détente.

Malgré la nouvelle baisse du dollar, la devise-titre s'est traitée à un prix relativement élevé (83,35-83,7 F contre 82,9-83,7 F).

Parallèlement, le marché de l'obligation a repris ses portes. L'or a été coté 452,75 dollars l'once contre 448 dollars vendredi. A Paris, le lingot a été coté 450 F à 97 750 F, cependant que le napoleon, à 670 F, progressait de 2 F. Le volume des transactions a doublé : 15,74 millions de francs contre 7,84 millions.

NEW-YORK

Les pétroles relancent le marché

Passablement éreinté quelques heures auparavant par des ventes institutionnelles, Wall Street, tiré par les pétroles, s'est vite redressé mardi.

La tendance ne s'est pas toutefois retournée immédiatement. Durant la première partie de la séance, les cours s'étaient enorgés un peu effondrés dans l'ensemble. Ce fut qu'il n'y eut pas, sur des rumeurs rapportées que l'Arabie Saoudite serait prête à réduire sa production pour maintenir les prix du baril de brut à 34 dollars, que les valeurs pétrolières « s'envolèrent », entraînant le reste du marché dans son sillage.

A la clôture, l'indice des Industriels s'était hissé à 1 046,07, avec un gain de 19,04 points, effaçant ainsi presque complètement sa perte antérieure.

Wall Street est décidément d'humeur à se réjouir. Les grands investisseurs, responsables de la baisse de lundi, ont été à l'origine de ce brutal changement de cap. Selon certains analystes, jugeant que les actions des compagnies pétrolières étaient « surévaluées », et s'attendant donc, de ce fait, qu'un manque à gagner, lesdits investisseurs, déçus par les valeurs « technologiques » trop volatiles, ont décidé de tirer au coup de feu. Ce qui ne manquera pas de préfigurer l'avenir. Autour du Big Board, l'indication résonne toujours sur l'évolution du foyer de l'argent.

L'activité a porté sur 75,53 millions de titres contre 59,1 millions. Sur 1 918 valeurs traitées, 1 098 ont monté, 484 ont baissé et 336 n'ont pas varié.

VALEURS	Cours de 3 jan.	Cours de 4 jan.
Alcoa	29 5/8	29 5/8
AT&T	29 7/8	29 7/8
Boeing	47 7/8	48
Deere & Deere	35 7/8	36
Eastman	29	29
Exxon	38 5/8	38 5/8
General Motors	25 1/4	25 1/4
IBM	161 1/2	161 1/2
Johnson & Johnson	24 1/2	24 1/2
Merck	27 1/2	27 1/2
Pharmacia	21 1/4	21 1/4
Rockwell	31 1/4	31 1/4
Union Carbide	21 1/4	21 1/4
U.S. Steel	37 1/2	37 1/2
Xerox	36 3/4	36 3/4

LA VIE DES SOCIÉTÉS

LA BOURSE DE PARIS. ACQUÉTES LES P.M.I. - Le Journal officiel du 5 janvier publie les dispositions devant, comme prévu, permettre aux P.M.I. d'introduire leurs titres à la Bourse de Paris. Pour obtenir ce droit, les entreprises intéressées devront diffuser dans le public 10 % au moins de leur capital, le prendre l'engagement de publier périodiquement des informations sur le compte de leurs affaires, fournir un dernier rapport de l'exercice écoulé et de l'année en cours, et enfin, s'engager à verser, en cas de liquidation, un montant déterminé.

CHIFFRE D'AFFAIRES RECORD DE LA BOURSE DE FRANCOFORT EN 1982. - La Bourse de Francfort a réalisé un chiffre d'affaires record de 66,8 milliards de deutschemarks en 1982 (environ 187 milliards de francs), contre 41,2 milliards en 1981, annonce son directeur.

Pour le seul mois de décembre, ajoute le directeur, les transactions ont progressé de 18,1 %, pour totaliser 7,09 milliards de deutschemarks (19,9 milliards de francs).

Le chiffre d'affaires de la Bourse de Francfort a augmenté de 3,9 % de novembre à décembre, à 2,6 milliards de deutschemarks (7,3 milliards de francs).

INDICES QUOTIDIENS

(base 100 = 31 jan. 1982)

Valeur française... 96,5

Valeur étrangère... 106,5

Cote des agents de change... 96,1

Indice global... 97,4

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Prêt à 3 mois... 12 1/2 %

COURS DU DOLLAR À TOKYO

1 dollar (en yen)... 225,75

BOURSE DE PARIS Comptant

4 JANVIER

VALEURS	Cours de 3 jan.	Cours de 4 jan.
Alcoa	29 5/8	29 5/8
AT&T	29 7/8	29 7/8
Boeing	47 7/8	48
Deere & Deere	35 7/8	36
Eastman	29	29
Exxon	38 5/8	38 5/8
General Motors	25 1/4	25 1/4
IBM	161 1/2	161 1/2
Johnson & Johnson	24 1/2	24 1/2
Merck	27 1/2	27 1/2
Pharmacia	21 1/4	21 1/4
Rockwell	31 1/4	31 1/4
Union Carbide	21 1/4	21 1/4
U.S. Steel	37 1/2	37 1/2
Xerox	36 3/4	36 3/4

Marché à terme

VALEURS	Cours de 3 jan.	Cours de 4 jan.
Alcoa	29 5/8	29 5/8
AT&T	29 7/8	29 7/8
Boeing	47 7/8	48
Deere & Deere	35 7/8	36
Eastman	29	29
Exxon	38 5/8	38 5/8
General Motors	25 1/4	25 1/4
IBM	161 1/2	161 1/2
Johnson & Johnson	24 1/2	24 1/2
Merck	27 1/2	27 1/2
Pharmacia	21 1/4	21 1/4
Rockwell	31 1/4	31 1/4
Union Carbide	21 1/4	21 1/4
U.S. Steel	37 1/2	37 1/2
Xerox	36 3/4	36 3/4

COTE DES CHANGES

MONNAIES ET DEVIS	Cours de 3 jan.	Cours de 4 jan.
Algerie (D.A.)	135	135
Argentine (P.)	100	100
Australie (A.)	1,50	1,50
Belgique (B.)	36	36
Brésil (R.)	100	100
Canada (C.)	70	70
Chili (P.)	100	100
Colombie (C.)	100	100
Costa Rica (C.)	100	100
Cuba (C.)	100	100
Dominique (C.)	100	100
Egypte (L.)	100	100
El Salvador (C.)	100	100
Equateur (C.)	100	100
Espagne (P.)	166,67	166,67
Etats-Unis (D.)	80	80
France (F.)	100	100
Grèce (D.)	100	100
Inde (R.)	100	100
Indonésie (R.)	100	100
Israël (N.)	100	100
Italie (L.)	200	200
Japon (Y.)	236	236
Liban (L.)	100	100
Malaisie (M.)	100	100
Mexique (P.)	100	100
Népal (N.)	100	100
Norvège (K.)	100	100
Pakistan (P.)	100	100
Panama (C.)	100	100
Paraguay (C.)	100	100
Pérou (C.)	100	100
Portugal (C.)	100	100
Roumanie (L.)	100	100
Russie (R.)	100	100
Saoud Arabie (R.)	100	100
Sénégal (C.)	100	100
Singapour (S.)	100	100
Soudan (C.)	100	100
Sri Lanka (S.)	100	100
Suède (K.)	100	100
Suisse (S.)	73	73
Taiwan (N.)	100	100
Tchécoslovaquie (C.)	100	100
Togo (C.)	100	100
Tonkin (C.)	100	100
Turquie (L.)	100	100
Uruguay (C.)	100	100
Venezuela (B.)	100	100
Yugoslavie (D.)	100	100

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Or fin (100 g) : 1 780,00

Or fin (100 g) : 1 780,00

Or fin (100 g) : 1 780,00

Or fin (100 g) : 1 780,00

Or fin (100 g) : 1 780,00

Or fin (100 g) : 1 780,00

Or fin (100 g) : 1 780,00

Or fin (100 g) : 1 780,00

Or fin (100 g) : 1 780,00

Or fin (100 g) : 1 780,00

Or fin (100 g) : 1 780,00

Or fin (100 g) : 1 780,00

Or fin (100 g) : 1 780,00

Or fin (100 g) : 1 780,00

Or fin (100 g) : 1 780,00

Le Monde

AU CONSEIL DES MINISTRES

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. Un entretien avec le général Bernard Rogers.

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE

- Le sommet du pacte de Varsovie.
- La visite à Paris du ministre des affaires étrangères yougoslave.

4. PROCHE-ORIENT

- ISRAËL : la visite du président Navon aux États-Unis.

5. AFRIQUE

- Mozambique.

5-6. EUROPE

- Le cinquantième anniversaire de l'accession au pouvoir de M. Dubcek en Tchécoslovaquie.
- Point de vue : « La vérité valse », par Arur London, Alexandre Adler et Antoine Spire.

6. ASIE

6. AMÉRIQUES

POLITIQUE

7. Les cérémonies de vœux à l'Élysée.
8. La lutte contre le terrorisme en Corse.

SOCIÉTÉ

10. JUSTICE : un homme jugé pour le meurtre de sa femme atteint d'un cancer.
21. SPORTS.
22. ÉDUCATION : après les premières propositions de M. Savary sur l'évolution du système éducatif.
- MÉDECINE.
- RELIGION.

ARTS ET SPECTACLES

11. CINÉMA : « Danton », d'Andrézej Wajda. Entretien avec le réalisateur.
12. PÉRIODIQUE : Appel et Alchinsky à la Fondation Managht.
13. ARCHITECTURE : des Japonais hors la ville. Le groupe Arte à Marnes-la-Vallée.
14. EXPOSITIONS.
15 à 17. RADIO-TÉLÉVISION. Programmes du 7 au 13 janvier.
18. La Haute Autorité rejette les accusations du P.C.F. contre certaines émissions d'information à la T.V.
- Point de vue : « Désinformation ? », par Patrick Poirier d'Arvor.
- VU : les durs d'orale.

RÉGIONS

26. PICARDIE : le budget 1983.

ÉCONOMIE

27. SOCIAL.
27-28. CONJONCTURE - Point de vue : « Opportunité politique et efficacité économique », par Jean Matouk.
29. AFFAIRES.
30. ÉTRANGER : le chômage atteint 9 % de la population en Allemagne fédérale.

RADIO-TÉLÉVISION (18) INFORMATIONS « SERVICES » (23) :
Maison : « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.
Annonces classées (24, 25) : Carnet (26) ; Programmes des spectacles (19 à 21) ; Marchés financiers (31).

(Publié)

Mach. écrire 6 pages mémoire chez Duriez 7957 F

OFFREZ A VOTRE SECRÉTAIRE une Olivetti « Underwood 4500 » de chez Duriez : Machine à écrire compacte • Ecran de 18 caractères • Correction ligne entière par arrachage • Alignement droite ou gauche • Trois pas d'écriture.

Avec son module amovible mémoire permanente, la 4500 retient 6 pages. Vous pouvez retrancher, ajouter, corriger • Elle frappe elle-même, à toute vitesse • Prix chasser chez Duriez : F 4.975 h.t. + mémoire à F 1.735 h.t. = F 7957 ttc.
Chez Duriez, toutes les meilleures marques : Olympia, Hermès, IBM, Olivetti, Brother, Smith-Corona, Triumph-Adler, Erika.
Duriez, 112, bd St-Germain, métros Odéon, St-Michel. Catalogue banc d'essai gratuit.

A B C D E F G

LA NOUVELLE FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE CONCERNE HUIT CENT MILLE FONCTIONNAIRES

MM. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, et Anicet Le Pors, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, devaient faire au conseil des ministres une communication sur les trois projets de loi en préparation portant modification du statut général de la fonction publique. L'une des innovations de cette réforme est la création d'une entité nouvelle : la fonction publique territoriale, pour tenir compte des lois récentes sur la décentralisation et qui concerne huit cent mille agents communaux départementaux et régionaux.

Ces agents auront la qualité de fonctionnaires, disposeront des mêmes droits et seront soumis aux mêmes obligations que les fonctionnaires de l'État (le Monde du 16 juillet 1982).

En outre, deux catégories d'agents très spécifiques seront intégrées dans la fonction publique territoriale, tout en continuant à bénéficier de dispositions réglementaires particulières :

- Le personnel communal et départemental de Paris ;
- Les sapeurs pompiers professionnels.

La loi sur la fonction publique territoriale sera marquée par deux objectifs :

- La parité entre la fonction publique de l'État et celle des collectivités locales. Par exemple, le « passage » d'un agent d'une fonction à l'autre s'accompagnera du maintien des avantages qu'il a acquis au cours de sa carrière en matière de rémunération, de grade, de droit à pension ;
- Une fonction publique originale quant aux procédures d'élaboration des statuts, aux méthodes de gestion des personnels, aux règles de recrutement des agents.

« Un attentat à la bombe » qui n'a pas fait de victimes - a été perpétré mardi 4 janvier contre les locaux de l'agence espagnole de presse E.F.E. à Saint-Sébastien, au Pays basque espagnol - (A.F.P.).

Le numéro du « Monde » daté 5 janvier 1983 a été tiré à 512 674 exemplaires.

45 000 nouveaux stages d'orientation ou d'adaptation pour les 16-18 ans d'ici à la fin février

Le conseil des ministres du 5 janvier devait entendre trois communications sur le problème de l'emploi des jeunes et de leur formation, jugé prioritaire par le président de la République dans son allocution du 31 décembre.

M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle, doit présenter le bilan de l'opération insertion des jeunes de 16 à 18 ans. Depuis le 14 septembre, cent vingt mille jeunes ont été accueillis par huit cent soixante-quatre permanences et missions locales mises en place par le ministère. Dix-sept mille jeunes ont trouvé place dans le système scolaire, ou en apprentissage, ou ont accédé à un emploi, grâce aux conseils reçus dans les permanences d'accueil. Quarante-sept mille étaient en stage fin décembre. D'ici à la fin février, quarante-cinq mille démarreront un stage. Pour le ministère, ces résultats sont positifs et témoignent d'une bonne mobilisation des collectivités locales, des entreprises et de l'édu-

cation nationale (à elle seule, cette administration a accueilli 50 % des stagiaires). Le ministère envisage l'extension du programme des 16-18 ans aux 18-25 ans.

M. Jean Le Garrec, ministre de l'emploi, doit également présenter son bilan de l'opération en cours en faveur des chômeurs longue durée (22 % des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an ont moins de 25 ans). Le ministère doit également faire le point sur le développement des contrats emploi-formation destinés aux 17-25 ans : fin 82, 32 000 jeunes étaient sous contrat - le tiers environ des possibilités de contrats ouvertes étant ainsi utilisé.

M. Edwige Avice, ministre chargée de la jeunesse et des sports, doit également faire une communication.

Le gouvernement envisage de lancer de nouvelles opérations en faveur de l'emploi des jeunes. Les propositions du C.N.P.F. concernant les possibilités d'essai professionnel pour 600 000 jeunes sont toujours à l'étude.

ERAP DEVRAIT PRENDRE LE CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ LE NICKEL

Les pouvoirs publics se préoccupent actuellement de l'avenir de la société Le Nickel, qui exploite le minerai néo-calédonien. Ils pourraient la faire renflouer par l'ERAP, société holding qui détient les participations de l'État dans Elf-Aquitaine et dispose, de ce fait, de confortables dividendes.

La crise mondiale a provoqué une forte baisse de la demande et une chute des cours qui a obligé Le Nickel à réduire fortement sa production. Celle-ci ne sera que de 24 000 tonnes en 1983, contre 35 000 tonnes en 1982, pour une capacité de 75 000 tonnes. La société Le Nickel a ainsi accumulé les pertes depuis quatre ans.

Principale activité industrielle de ce territoire d'outre-mer, l'extraction de nickel ne peut, de ce fait, recomposer à Paris, subir les mesures de bonne gestion que prendrait une entreprise industrielle normale. Mais on ne peut pas non plus, dit-on, laisser ces déficits grever les finances des deux actionnaires publics de la société Le Nickel, Elf-Aquitaine et surtout IMETAL dont la situation financière est critique.

M. HERNU CONVIE LES ARMÉES A « UN NOUVEAU EFFORT » DE RIGUEUR FINANCIÈRE

Dans le message de vœux qu'il vient d'adresser aux armées, le ministre de la défense, M. Charles Hernu, convie les forces françaises « à un nouvel effort » de « rigueur » et d'« efficacité » pour « faire le meilleur emploi des crédits ainsi mis au service de la défense ».

« Très prochainement, la future loi de programmation militaire, écrit notamment M. Hernu, définira plus précisément le cadre de votre action et fixera, en particulier, les objectifs à atteindre en personnel, en matériels et en installations nécessaires à notre défense. Véritable contrat entre le pays et son armée, elle marquera la volonté de la nation toute entière d'améliorer sans cesse ses capacités de défense. Il nous appartient alors, dans la période difficile que traverse durablement le monde, de faire le meilleur emploi des crédits mis ainsi au service de la défense : rigueur et efficacité devront présider à toutes les décisions.

« Ainsi, conclut M. Hernu, est-ce à un nouvel effort que je vous convie en 1983, et je demande à chacun d'entre vous de mobiliser toute son intelligence, toute sa volonté et toute son imagination afin de bâtir une armée plus forte, plus dynamique et encore plus unie ».

« L'ancien chef de la Gestapo de Prague, Ernst Gerke, dit « le bourreau de Prague », est décédé le 7 novembre dernier à l'âge de soixante-seize ans dans un hôpital d'Eckerswerde (Schleswig-Holstein, nord de l'R.F.A.), a annoncé, mardi 4 janvier, l'Office central pour la poursuite des criminels nazis en Rhénanie-Westphalie. Gerke, qui dirigeait la Gestapo à Prague de 1942 à 1945, est en quatrième place sur la liste des criminels de guerre du gouvernement tchécoslovaque. Selon la documentation de la commission nationale tchécoslovaque pour la poursuite des criminels de guerre nazis, il a été responsable de plusieurs milliers de meurtres politiques. - (A.F.P.)

SOLDES D'HIVER
LE BAZAR À TISSUS
LE PLUS CHIC
LE PLUS GRAND
LE PLUS ÉTONNANT
TISSUS « COUTURE » ET « DÉCORATION »
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

MARCEL LASSANCE
SOLDES
du jeudi 6 Janvier
au samedi 22 Janvier
17, rue du Vieux-Colombier
Paris (6)
Galerie Paint Show
66, Champs-Élysées

La nouvelle direction de T.D.F.

Le conseil des ministres a nommé, mercredi 5 janvier, M. François Schoeller, P.D.G. de Télédiffusion de France (T.D.F.), et M. Pascal Machuel, directeur général de cet organisme.

M. François Schoeller

(Né en 1934, ancien élève de l'École polytechnique et de l'École nationale supérieure des télécommunications, M. François Schoeller a été ingénieur en chef à la direction régionale des télécommunications de Strasbourg, avant d'être nommé, en 1975, directeur régional des télécommunications de Montpellier. Il est, depuis 1980, directeur des télécommunications de la région Provence-Côte d'Azur.

M. Schoeller a été membre du groupe permanent de la Convention des institutions républicaines.)

M. Pascal Machuel

(Né le 5 janvier 1933, à Neully-sur-Seine (Hauts-de-Seine), ancien élève de l'École polytechnique et de l'École nationale supérieure des télé-

communications, M. Pascal Machuel est affecté, en octobre 1959, à la R.T.F. comme ingénieur. Détaché à la direction des services techniques de cet organisme (1959-1968), il est chargé d'importantes missions, comme l'équipement de la Maison de la radio, la réalisation des centres d'actualités télévisées en province et l'installation technique radio-télévisée des Jeux d'hiver de Grenoble.

Membre du comité de planification à la direction générale de l'O.R.T.F. (1968-1971), avant d'assurer (1971-1975) la gestion des services techniques de l'O.R.T.F., puis celle de la région de diffusion.

Entré, en 1975, dans les services techniques de Télédiffusion de France (T.D.F.), M. Pascal Machuel est, depuis le début de 1981, directeur de la région Paris-Centre Nord de cet organisme.)

UNE CENTAINE DE CHALUTIERS DANOIS SE DIRIGENT VERS LES EAUX BRITANNIQUES

La tension entre Londres et Copenhague, à propos de la pêche, demeure vive. Un chalutier danois a été intercepté, le 4 janvier dans la soirée, par un bâtiment de la Royal Navy alors qu'il se trouvait à proximité des îles Shetland dans une zone où, précisément, le gouvernement britannique veut imposer aux Danois des mesures restrictives.

Une centaine de bateaux de pêche danois ont appareillé mardi vers les zones du nord de la Grande-Bretagne. Parmi ces bateaux, il y a le Sand Kirk dont le capitaine est M. Kent Kirk, député conservateur au Parlement européen. Agé de trente-trois ans, M. Kirk est accompagné sur son bateau par vingt-trois journalistes, dont dix-neuf sont Britanniques. Il a déclaré à la radio danoise qu'il commencerait par pêcher en dehors de la zone interdite, à l'intérieur de celle-ci, jusqu'aux côtes britanniques si c'était nécessaire. Une éventuelle confrontation avec les Britanniques dépendra de la direction qu'emprunteront les poissons.

A Copenhague, un état-major de crise interministériel a été mis en place, composé de responsables des départements des affaires étrangères, de la justice et des industries de la pêche. A Bruxelles, la Commission européenne devait se réunir mercredi pour tenter de dénouer le noeud juridique de l'Europe bleue. - (A.F.P., Reuter.)

LA RADE DE CHERBOURG INTERDITE AU BATEAU DE GREENPEACE

Le préfet de la 1^{re} région maritime, le vice-amiral d'escadre Philippe Crouzet, a interdit le 4 janvier au navire Sirius, affilié par les militants écologistes du mouvement Greenpeace, de mouiller ou de naviguer dans la rade de Cherbourg. Le Sirius, arrivé dans l'après-midi du 4 janvier à Cherbourg, avait d'abord été autorisé à pénétrer dans la rade, « compte tenu des conditions météorologiques ». Toutes les personnes à son bord ont été contrôlées par les inspecteurs de la police de l'air et des frontières et autorisées à débarquer, sauf un ressortissant sud-africain en situation irrégulière. Le Sirius, qui attend l'arrivée d'un navire britannique, le Pacific Crane, chargé de déchets radioactifs en provenance du Japon (le Monde du 5 janvier), a dû mouiller loin au large de Cherbourg.

Pendant ce temps, deux militants antinucléaires occupent toujours une des deux grues du port (le journaliste d'Ouest-France qui les avait accompagnés est redescendu). Mais les forces de police ont pénétré dans cette zone, après avoir décapé un chalandement les panneaux d'accès à la cabine de commande. Cette zone occupée a pu être déplacée, de sorte que l'autre engin similaire est désormais opérationnel pour décharger tout navire amarré au quai de la gare maritime.

Quant au président du mouvement Greenpeace, arrêté le 3 janvier à Fécamp et retenu pendant treize heures dans les locaux de la gendarmerie pour « ivresse manifeste », il n'a pas été libéré au moment de son interpellation. - (A.F.P., A.F.P.)

« M. Tarek Aziz, vice-président irakien, a rencontré mardi 5 janvier M. Cheysson, ministre des relations extérieures, dans un climat, a-t-il dit, « amical, constructif et productif ». « Il existe une compréhension profonde entre l'Irak et la France sur tous les points », a-t-il ajouté.

REMISE EN SERVICE DU RÉACTEUR SURGÉNÉRATEUR PHÉNIX

Le réacteur surgénérateur prototype Phénix, qui est installé au centre d'études nucléaires de Marcoule (Gard), a été remis en service le soir du 2 au 3 janvier après une interruption de fonctionnement d'une semaine de jours. Une fuite de sodium dans l'un des trois générateurs de vapeur du réacteur, découverte le 16 décembre, quatre jours seulement après sa mise en route, avait entraîné son arrêt. Le réacteur, qui était sur le point d'atteindre sa pleine puissance (250 mégawatts), quelques heures plus tard.

Depuis plusieurs mois Phénix ne fonctionnait qu'en mode de sécurité, en raison des réparations qu'il avait fallu faire sur son système de vapeur, affecté le 29 avril par une fuite de sodium.

Si l'ensemble de ces incidents n'a eu, selon le Commissariat à l'énergie atomique, aucune conséquence pour l'exploitation et le personnel de la centrale, ils se produisant au moment même où chacun des pays impliqués dans les recherches sur les surgénérateurs s'interrogeait sur l'avenir de cette filière nucléaire, le CEA, qui fait figure de moteur de ces deux domaines, souhaite présenter une image de marque sans défaut de ces réacteurs pour lesquels l'État semble, même en France, avoir été retardé.

S'il est vrai que Super-Phénix, le prototype post-industriel de ces surgénérateurs, est en cours d'achèvement à Creys-Malville, au sud de Lyon, sur les rives du Rhône, les pouvoirs publics ne paraissent pas se hâter pour la construction d'une ou de plusieurs unités supplémentaires. Les règles de procédure qu'il convient d'adopter pour la mise en œuvre de toute nouvelle technique sont sans doute à l'origine, pour une part, de cette situation, mais les surcoûts de ces réacteurs par rapport aux réacteurs de type classique et les déclarations politiques sont loin d'être étrangères à cette situation.

A partir du 6 Janvier à 10 h
Soldes
de sacs et bagages
18, bd Haussmann
Métro : Richelieu-Drouot

(Publié)
VOTAGES ET EXPÉDITIONS AU BHOUTAN
5 voyages différents
PEUPLES DU MONDE
10, r. de Turenne, 75004 Paris
Tél. : 271-56-56 - T.C.G. Lic. A 961

VOIR HALOGENE
Toute une pièce éclairée par un seul lampadaire
READY MADE
SPECIALISTE DE L'ÉCLAIRAGE
35 et 40, rue Jacob - 75006
Tél. : 740.84.75

D. Porthault
Linge de maison
du 3 au 31 janvier 1983
prix exceptionnels
18, AVENUE MONTAIGNE, PARIS 8^e - Tél. : 720.75.25

CERRUTI 1881
PARIS

SOLDES ET VENTES SPECIALES
jusqu'au 8 Janvier
CERRUTI HOMME
27 rue ROYALE
CERRUTI LIGNE FEMME
15 Pl. de la MADELEINE
39 av. VICTOR-HUGO

Grillo
MADELEINE

solde
pour ELLE
pour LUI
2 boulevard de la Madeleine
Parking gratuit - 7 r. Caumartin

CHARLES JOURDAN
Centres commerciaux
Belle-Épine - Créteil - Soleil
Galaxie (place d'Italie)
SOLDES
A PARTIR du 3 janvier

مکان العمل